

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
FOYER NATIONAL JUIF

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 29 mai 1926, à 3 heures et demie

PAR

Fernand CORCOS

Président : M. OUALID, professeur

Suffragants : { *MM. MESTRE, professeur*
 { *AFTALION, professeur*

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1926

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
FOYER NATIONAL JUIF

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 29 mai 1926, à 3 heures et demie

PAR

Fernand CORCOS

Président : M. OUALID, professeur

*Suffragants : { MM. MESTRE, professeur
AFTALION, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE CASSINI, 15

—
1926

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LE FOYER NATIONAL JUIF

LE JUDAISME PRE-BALFOURIEN

La région située entre la Méditerranée et le Jourdain, qui s'appelait, autrefois, Canaan et, plus tard, Palestine, a vu la naissance et l'épanouissement d'un peuple à caractéristiques très déterminées. Ce pays, de 200 à 300 kilomètres de longueur sur 100 de largeur, fut le théâtre d'événements historiques de l'ordre matériel et, en outre, d'incidents, de créations, d'anticipations et de rêves de l'ordre intellectuel et moral, qui ont profondément marqué l'humanité tout entière. Mille ans avant J.-C. le roi Salomon inaugurerait à Jérusalem un Temple qui, dans l'appréciation émerveillée des contemporains, constituait un édifice d'une somptuosité sans égale.

Une des caractéristiques de l'esprit public des Juifs est d'avoir suscité des orateurs et des écrivains qui n'eurent pour ainsi dire pas d'imitateurs hors du peuple juif, nous voulons parler des prophètes. Ces écrivains, d'une rare hauteur d'inspiration, eurent un caractère commun, c'est qu'ils annoncèrent avec persistance, au milieu des pires catastrophes contemporaines, une ère de justice et de paix parmi les hommes.

On se souvient en quels termes lyriques Michée annonce le triomphe de l'esprit d'Israël sur les nations :

Et ce sera à la fin des jours,
La montagne d'Adonaï sera affermie à la cime des monts
Une nation ne tirera plus l'épée contre une autre nation
Et elles n'apprendront plus la guerre.

Une autre caractéristique du peuple juif, c'est la persistance de l'amour pour sa terre, résistant aux pires avanies. Conquis, dévasté, décimé, enchaîné, expatrié, Israël ne cesse d'espérer, d'annoncer des victoires d'autant plus éclatantes qu'il est plus abaissé et plus profondément plongé dans un abîme de catastrophes. Il y eut, dans ce particularisme de la race juive une telle grandeur que, parfois, il imposa aux plus puissants vainqueurs. Lorsque Alexandre le Grand entra à Jérusalem, « le grand prêtre s'avança à sa rencontre, vêtu des ornements sacerdotaux, et le jeune héros, saisi d'émotion, le salua avec respect » (Arié).

Certes, l'influence grecque se fit fortement sentir dans le lanéage et dans les mœurs des Juifs ; elle adoucit leur première rudesse, corrompit aussi parfois l'aristocratie juive, mais, dans l'ensemble et par l'opposition violente des hellénistes et des hassidim, c'est-à-dire des pieux, les caractéristiques juives furent maintenues.

Sous la domination syrienne, les Juifs eurent comme héros nationaux les Macchabées ; sous la domination romaine, l'héroïsme juif, dans les phases actives comme dans ses périodes de résistance passive, est comparable à celui des peuples les plus intrépidement attachés à leur indépendance. Enfin, le judaïsme par une efflorescence toute naturelle, dont nous n'avons ici à étudier ni les origines ni les déviations, donna naissance à Jean-le-Baptiste, précurseur et inspirateur de la doctrine de Jésus.

En l'an 70, l'empereur Titus investissait et prenait d'assaut Jérusalem, détruisait le temple de fond en comble, dispersait la population par le massacre et l'exil. A ce moment, alors que tout espoir raisonnable devait être perdu, se lève encore Bar-Kokheba ; une guerilla succède aux grandes entreprises, des succès momentanés encouragent ces héros irréductibles de la liberté juive, et une dernière défaite, par l'inégalité des forces en présence, coûte encore la vie à des milliers de Juifs.

Il semblait qu'après cette nouvelle défaite, cette nou-

velle dispersion, devait être mis le point final de l'histoire juive. Il n'en fut rien. Jérusalem était détruite, mais l'esprit qui l'avait animée vivait encore. Le salut vint au judaïsme de Yohanan ben Zaccai :

Ce docteur de la loi enseignait à Jérusalem dans une école qui jouissait d'une grande autorité. Il comprit que le sort du judaïsme n'était pas lié à celui du sanctuaire et, avant même que Jérusalem fût tombée, il résolut de transférer le centre des études hors de la capitale. Pendant le siège de celle-ci, il se fit passer pour mort et transporter dans un cercueil hors de la ville. Il se présenta devant Vespasien et lui demanda la faveur de l'autoriser à ouvrir une école. Vespasien accéda de bonne grâce à une requête qui lui paraissait si modeste. Il ne pouvait pas prévoir que la simple ouverture d'une école mettrait le judaïsme en état de survivre au colosse romain (Arié).

Pendant de longues années, la subtilité juive devait se donner libre cours dans le commentaire de la loi: ce n'est que la fin du III^e siècle qui marque le déclin du judaïsme dans son pays d'origine.

Le centre de la pensée juive se déplaça de Palestine en Babylonie. Pendant quinze siècles consécutifs, la Palestine avait produit des hommes éminents à des titres divers, des juges, des généraux, des prophètes, des docteurs de la Loi, des patriotes, et des savants. A l'époque où nous sommes, sa sève est tarie (Arié).

C'est l'époque du triomphe du Christianisme. Constantin rapporte les lois tolérantes qu'il avait d'abord édictées en faveur des Juifs ; une courte accalmie marque le règne de Julien, mais dès le début du V^e siècle, commence pour les Juifs la sombre période des persécutions haineuses du Moyen-Age.

Entre temps, l'esprit juif produisait encore le Talmud de Jérusalem et le Talmud de Babylone qui devaient alimenter pendant des siècles et des siècles la curiosité ironique ou déférente de l'esprit juif.

Mais l'influence juive ne s'était pas fait sentir qu'en

Palestine. Les Juifs furent nombreux et prospères dans le Hedjaz et dans le Yemen, dont un roi même se convertit au judaïsme. Lorsque Mahomet crée sa doctrine religieuse, il est fortement inspiré de l'idéologie juive.

Entre Mahomet et les Juifs, les relations furent d'abord amicales. Mahomet leur disait : « Notre Dieu est le même que le vôtre et nous lui sommes entièrement soumis. » Il avait un secrétaire juif ; il ordonna à ses partisans de se tourner, pendant la prière, vers Jérusalem et il institua plusieurs usages juifs, entre autre celui de jeûner le jour de Kipour.

Ce ne fut que plus tard que vint la rupture totale entre Mahomet et les Juifs et que, dans ses prescriptions, Mahomet se déclara adversaire du judaïsme ; finalement les Juifs sont exilés par les califes. Mais la fermeture des écoles de Babylone n'arrête pas la vie spirituelle juive qui se transporte à Cordoue, Grenade, Tolède, donnant aux Juifs sephardim leurs titres de noblesse. Toute une série d'écrivains, de philosophes, de dissertateurs ingénieux illumina cette période de l'histoire juive. Une poésie délicate est déjà expressive de l'âme juive. Salomon Ibn Gabirol, notamment, présente cette mélancolique crainte de la vie qui est la caractéristique de tant de poètes juifs jusqu'aux périodes modernes.

Dans ma poitrine de jeune homme bat un cœur déjà vieux.

Et encore :

Devant le rire mon cœur s'attriste
La vie me paraît si sombre.

O mon ami, un adolescent de seize ans devrait-il se lamenter
Au lieu de se réjouir de sa jeunesse, comme le lis de la rosée ?

Juda Ben Halévy porte au zenith la gloire du séphardisme. Il chante ardemment et évoque en ses *Sionides* la Terre Sainte ; il abandonne au faite même d'une gloire mondiale sa famille et les honneurs et va mourir mysté-

rieusement aux portes de sa Jérusalem tant évoquée. Puis ce fut Maïmonide qui fixa les vérités judaïques avec une maîtrise pour laquelle l'admiration des siècles ne s'est pas épuisée.

Il n'entre pas dans notre dessein d'étudier ni même de résumer la situation qui, postérieurement fut faite aux Juifs de la Dispersion dans les différentes nations d'Europe. Chacun sait les persécutions épisodiques ou constantes qui furent leur lot le plus habituel. Pour la première fois en 1171, l'accusation de crime rituel fut portée contre les Juifs, en France, à Blois où trente Juifs furent brûlés vifs. Les Croisades amenèrent des violences systématiques : toute la chrétienté de France se prépara, en massacrant les Juifs, à la guerre sainte contre les Musulmans.

En 1215, l'obligation de la « rouelle » jaune ou rouge désigne désormais le Juif à toutes les avanies extérieures. Les Juifs sont successivement expulsés d'Angleterre en 1290, de France en 1306 ; l'Inquisition et ses bûchers ne suffisant pas pour en avoir raison, les Juifs sont expulsés d'Espagne en 1492 ; du Portugal en 1496 ; de Naples en 1540 ; de Gênes en 1550. Ils le sont encore de Cologne, de Nuremberg, d'Ulm, de Colmar, de Magdebourg, de Ratisbonne.

Le grand mouvement d'émancipation que fut la Réforme n'apporta aux Juifs qu'un faible soulagement. Luther, qui avait d'abord été favorable aux Juifs, les proclamant « proches parents de notre Seigneur Jésus », changea de point de vue et écrivit plus tard un pamphlet « sur les Juifs et leurs mensonges ».

Mais, persécutés et pourchassés, les Juifs résistaient à tous les orages. Convertis d'apparence, ou mainteneurs intraitables, ils n'abandonnaient rien d'essentiel de leur foi ou de leur tradition. A certaines époques, comme avec Mendelsohn, ils connurent la douce flatterie du contact avec la bourgeoisie libérale et riche. Ce furent les périodes les plus dangereuses pour l'intégrité judaïque, mais ce ne furent que des défaillances très partielles et passagères.

La Révolution française se devait à elle-même, logique avec ses principes, d'apporter aux Juifs l'émancipation. Mirabeau écrit sa proposition de « Réforme politique des Juifs ». Le 28 janvier 1790, l'Assemblée Constituante décida que « tous les Juifs connus en France sous le nom de Juifs portugais, espagnols ou avignonnais, jouiraient des droits de citoyens actifs ». Le 13 novembre 1791, les Juifs étaient déclarés citoyens français.

Le 26 juillet 1806, l'assemblée des notables juifs se réunit préparant les voies à une émancipation de fait. « L'ouverture de la séance se fit avec solennité... L'officier de la garde d'honneur s'approcha du président pour recevoir ses ordres, les tambours battirent aux champs et les soldats présentèrent les armes. Jamais, depuis la destruction du Temple, pareils honneurs n'avaient été rendus à des Juifs ». (Arié) Puis ce furent les décrets de 1808 qui donnaient et renaient tout à la fois, puisque des restrictions importantes étaient apportées à la liberté de commerce pour les Juifs et à leur droit de résidence libre ; la Révolution de 1830 raye de la Constitution l'article déclarant le catholicisme religion d'Etat, par lequel sous Louis XVIII et Charles X aucun Juif n'était nommé à un emploi public ; en 1840, le serment *more judaïco* est aboli. Les Juifs d'Algérie sont affranchis par la conquête française de 1830 et le 24 octobre 1870, ils sont déclarés citoyens français par le décret Crémieux.

Les Juifs sont affranchis en Hollande en 1796 ; en Allemagne en 1848, en Autriche en 1857 ; en Angleterre, les dernières lois d'exception sont abolies en 1860 ; le Danemark donne les droits civils et politiques aux Juifs en 1849 ; la Norvège en 1851 ; la Suisse en 1853 ; le Piémont en 1859 ; l'Italie en 1870 ; la Turquie en 1856. Mais, bien entendu, il ne s'agit là que de proclamations formelles qui n'empêchèrent pas de violentes crises d'antisémitisme et une inégalité de fait persistante, au moins pour un certain nombre de pays.

Les Juifs de Serbie, de Roumanie, sont tenus jusqu'à nos jours, dans un état de sujétion oppressive. Le Congrès de Berlin de 1878 formule en leur faveur quelques clauses protectrices qui seront violées d'une façon ouverte et permanente.

C'est dans le dernier quart du XIX^e siècle que les doctrines antisémites causent leurs ravages les plus cruels parce qu'elles sont en opposition avec le progrès général des mœurs. En Allemagne, en Autriche-Hongrie, des bagarres, des troubles locaux font de nombreuses victimes. En Russie, les mesures administratives facilitent les pogromes et les font éclore. En France, l'affaire Dreyfus met aux prises tous les esprits généreux et tous les tenants des forces réactionnaires, la lutte se termine cependant par la proclamation de l'innocence de l'officier juif.

Théodore Herzl, en 1895, écrit son livre *L'Etat juif* ; en août 1897, le premier Congrès sioniste se réunissait à Bâle et, formulait ce qui fut jusqu'à la création du Foyer National Juif, la charte du sionisme.

Le Sionisme s'efforce de créer en Palestine, pour le peuple juif, une résidence garantie par le droit public.

La guerre mondiale donne aux Juifs l'occasion de montrer, en tous pays, leur loyalisme — et aussi amène les gouvernements à chercher à se concilier leur activité et leur force. Le 2 novembre 1917, M. Balfour, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, écrivait à lord Rothschild, vice-président de la Fédération sioniste d'Angleterre :

J'ai le grand plaisir de vous adresser, de la part du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration suivante, sympathisant avec les aspirations juives sionistes, déclaration qui, soumise au cabinet, a été approuvée par lui.

Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un *Foyer National* pour les Juifs (a national home for the jewish people) et emploiera tous ses efforts

pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte, soit aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.

Je vous serai obligé de porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

Successivement la France, l'Italie, l'Amérique adhéraient à cette Déclaration, entérinée par la Conférence de San-Remo en avril 1920.

En approuvant le mandat anglais sur la Palestine, le 24 juillet 1922, la Société des Nations « réalisait les aspirations qui, durant de longs siècles, étaient l'objet de rêves « vagues et mystiques du peuple juif et qui, au cours des « vingt-cinq dernières années, avaient fait l'objet du travail politique et national du parti sioniste ».

Cependant, l'idée du Foyer National Juif n'est pas exclusivement d'origine juive. M. Sokolow observe avec raison que :

L'opinion des théologiens anglais du ^{xviii}^e siècle concernant l'avenir des Juifs, était que ceux-ci cesseraient d'être disséminés et retourneraient dans leur ancien pays où ils adopteraient tous le christianisme.

En 1800, paraissait en Angleterre un livre intitulé : *The Restoration of Jews*. Un autre auteur, cité par Sokolow, Witherby considérait :

... comme un devoir sacré de l'humanité d'aider cette ancienne nation déshéritée à reconstruire un foyer national pour ceux de ses membres qui voyaient la nécessité d'un tel foyer et qui étaient enclins à s'y transporter.

On pouvait lire, vers 1840, dans la presse anglaise des documents concluant comme ceci :

Avoir fourni aux Juifs l'occasion de retourner en Palestine s'ils le désirent, et d'y demeurer là-bas en paix et sécurité, constituera

plus tard un des plus brillants joyaux de la couronne d'Angleterre. Cyrus, pour avoir permis aux Juifs d'aller à Jérusalem, fut honoré par un monument éternel dans toutes les pages qui ont été inspirées plus tard par cet événement. La Grande-Bretagne ne manquera pas de recueillir une récompense aussi digne et aussi honorable pour un acte illuminé de la même bienveillance.

En 1882, sir Oliphant propose « le rachat de la Palestine et sa colonisation par les Juifs ». Le même esprit sioniste, observe M. Bernfeld (1), anime certaines des œuvres de George Eliot et de Lord Beaconsfield.

Il ne faut pas oublier que l'idée sioniste hanta un instant l'esprit de Bonaparte qui, lors du siège de Saint-Jean-d'Acre, lança un appel aux Juifs d'Asie et d'Afrique, leur demandant de se grouper sous son drapeau, avec promesse de leur donner la Terre Sainte et « de restaurer l'ancienne Jérusalem dans son antique splendeur ».

M. Bernfeld rappelle encore que le secrétaire de Napoléon III envisageait la même idée :

Quelle puissance s'opposerait à ce que les Israélites, réunis en Congrès, délibérassent et arrêtaient le rachat de la mère patrie? Qui s'opposerait à ce qu'ils jetassent à la face du Turc décrépît, des monceaux d'or, en lui disant : « Rends-moi mes foyers et va consolider avec cet or ce qui te restera d'Empire ». Et il lance ce vibrant appel aux Juifs : Vos capitaux feront revivre les vallées improductives, votre travail et votre industrie obligeront la terre à se couvrir de verdure. En avant, Juifs de tous les pays, l'antique patrie vous appelle !

En Amérique même, John Adams, le deuxième président des Etats-Unis, un des avocats les plus enthousiastes de l'idée sioniste, dans une lettre adressée au major Mordecai Manuel disait :

Je souhaite réellement le retour des Juifs en Judée, en tant que nation indépendante... ; une fois restaurés en un gouvernement

1. *Le Sionisme* (Jouve éd.).

indépendant, ils ne seraient plus persécutés, et feraient bien vite disparaître quelques-unes des aspérités et des particularités de leur caractère...

Nous arrêtons ces citations au début du ^{xx}e siècle car, depuis cette époque et notamment depuis la guerre de 1914, les manifestations sympathiques au sionisme venant de personnalités non-juives, ne peuvent plus être comptées.

LA VIE POLITIQUE DU MANDAT

Le texte projeté du mandat anglais sur la Palestine avait été communiqué à la Société des Nations dès septembre 1920. L'Angleterre espérait qu'il serait rapidement approuvé ; mais des retards intervinrent. En septembre 1925, la deuxième assemblée de la Société des Nations requit les puissances mandataires de commencer leur administration, encore que le texte définitif des mandats ne fut pas arrêté : les Etats-Unis désiraient faire régler auparavant les intérêts de leurs concitoyens. Ce n'est pas que les Etats-Unis fussent hostiles au mandat palestinien, puisque le Congrès votait le 3 mai 1922 une résolution approuvant le Foyer National Juif « à condition que les « droits civils et religieux des communautés non juives « ainsi que les monuments et les sites soient respectés ». L'approbation, à l'unanimité, d'une semblable motion montre bien l'état d'esprit du Congrès. Les intérêts américains une fois sauvegardés par une entente anglo-américaine, il semblait que le mandat pourrait être ratifié par la Société des Nations, mais alors surgirent des difficultés concernant les lieux saints.

Ici, une observation doit être faite. L'organisation sioniste n'est en aucune façon intervenue ; elle s'est systématiquement et constamment tenue à l'écart de ces discussions ; elle s'est déclarée, dès l'abord, désintéressée des lieux-saints tant musulmans que chrétiens ; elle a déclaré être d'accord par avance avec quelque décision que croiraient devoir prendre à leur égard les puissances intéressées. On ne sau-

rait avoir une attitude plus libérale et plus sage. Le 24 juillet 1922, la confirmation du mandat était formellement annoncée.

Le mandat était approuvé, mais allait-il de suite entrer en application? Non, car à ce moment surgit la nécessité d'accorder la France et l'Italie à propos du mandat syrien que l'on pensa devoir entrer en application en même temps que le mandat palestinien. Les deux puissances s'entendirent finalement et le mandat palestinien pouvait entrer en application le 29 septembre 1923.

Postérieurement, le traité de Lausanne, dans son article 16, portait que la Turquie renonçait à tous ses droits *notamment sur le territoire de son ancienne province palestinienne.*

Un document important concernant le mandat palestinien est le memorandum présenté en juin 1922 au Parlement britannique par le Secrétaire d'Etat aux Colonies, document portant que :

Durant ces deux ou trois générations, les juifs ont recréé en Palestine une communauté, au nombre de 80.000 personnes, desquels un quart sont des ouvriers ou des travailleurs de la terre. Cette communauté a ses propres organes politiques ; son assemblée élue pour la direction de ses affaires propres, des conseils élus dans les villes, une organisation pour le contrôle de ses écoles. Il a été élu un grand rabbin et un conseil rabbinique pour la direction de ses affaires religieuses. La vie publique y est poursuivie en langue hébraïque et une presse hébraïque a été instituée. Cette communauté a sa vie intellectuelle distincte et déploie une activité économique considérable. Cette communauté, avec sa population urbaine et rurale, son organisation politique, religieuse et sociale, son langage propre, ses finances propres, sa vie propre, a, en fait, des caractéristiques « nationales ». Quand on demande ce que signifie le Foyer National Juif, il doit être répondu que ce n'est pas l'imposition d'une nationalité juive aux habitants de la Palestine dans leur ensemble, mais le développement ultérieur de la communauté juive existante avec l'assistance des juifs de toutes les autres parties du monde, afin que cette communauté juive puisse devenir un centre auquel le peuple juif, dans son ensemble, puisse prendre sur la base de sa religion et de sa race,

intérêt et fierté. Mais, afin que cette communauté puisse avoir les meilleures perspectives de libre développement et qu'il puisse y avoir pleine opportunité pour le peuple juif de déployer ses capacités, il est essentiel que l'on sache *qu'il est en Palestine de droit et non par tolérance*. Voilà la raison pour laquelle il est nécessaire que l'existence du Foyer National Juif en Palestine soit garantie internationalement et soit formellement reconnue comme reposant sur un lien historique ancien.

C'est là l'interprétation que donne le gouvernement de Sa Majesté Britannique à la Déclaration de 1917 et, ainsi entendue, le Secrétaire d'Etat est d'avis qu'elle ne contient ou n'implique quoi que ce soit qui puisse, soit alarmer la population arabe de Palestine, soit désappointer les Juifs.

On aperçoit toute l'importance de cette Déclaration. Elle a formé, depuis qu'elle a été formulée, la base de l'action anglaise en Palestine ; elle a été souvent rappelée et discutée. Elle doit être prise telle quelle. Pour nous, elle nous paraît absolument conforme à l'esprit de la Déclaration Balfour, à celui qui a présidé à l'institution du mandat et nous nous y rallions complètement. Elle ne satisfait pas les éléments nationalistes du sionisme, qui y voient une restriction à leurs vues postérieures de création soit d'Etat juif, soit de majorité juive en Palestine ; mais, en tout état de cause, elle a été acceptée telle quelle d'une façon positive par l'organisation sioniste.

En effet, ce même memorandum fut transmis par le Colonial Office, avant sa publication, à l'Organisation sioniste le 3 juin 1922, avec l'invitation de donner l'assurance formelle que la politique ainsi définie était acceptée par l'Organisation sioniste. Après un examen attentif de la lettre d'envoi et du document, et après avoir consulté nombre de sionistes en vue, le Dr Weizmann, au nom de l'Exécutif sioniste, répondit au Colonial Office le 18 juin en donnant l'assurance demandée :

En donnant cette assurance, continuait M. Weizmann, bonne note est prise avec satisfaction, que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, définissant sa politique, a saisi l'occasion de réaffirmer la Déclaration Balfour et de proclamer comme une matière

d'objet international que le peuple juif doit savoir qu'il est en Palestine *de droit*. Le gouvernement de Sa Majesté, est-il encore ajouté, a également expressément reconnu que les Juifs doivent être mis en mesure d'augmenter leur nombre en Palestine par l'immigration, et l'Organisation sioniste exprime l'espérance que tout arrangement pris concernant le contrôle de l'immigration serait pris en stricte conformité avec ses principes et que le volume de l'immigration serait conditionné par les capacités économiques du pays absorbant au fur et à mesure les nouveaux arrivants.

Le Dr Weizmann ajoutait que :

L'Organisation sioniste avait été de tout temps désireuse de vivre en coopération harmonieuse avec toutes les parties de la population palestinienne et qu'elle continuerait à déployer tous ses efforts pour développer l'esprit de bonne volonté que le Gouvernement de Sa Majesté avait déclaré être le seul sûr fondement de la prospérité de la terre Sainte.

Il faut remarquer que cet échange de lettres décisives et conciliantes eut lieu précisément au moment où les adversaires du mandat palestinien étaient battus à la Chambre des Communes le 4 juillet 1922 par 292 voix contre 35.

Depuis, malgré les changements successifs de gouvernement en Grande-Bretagne, il n'y a pas eu de modification dans la politique anglaise. Le 12 janvier 1923, un communiqué était fait à la presse portant :

Le duc de Devonshire, secrétaire d'Etat pour les colonies au Colonial Office, a reçu la délégation arabe palestinienne. L'entrevue dura une heure. La délégation développa entièrement ses vues devant M. le Secrétaire d'Etat. Le duc de Devonshire l'informa, en réponse, que la question tout entière de Palestine était considérée par le gouvernement de Sa Majesté comme une base de sa politique, mais qu'il ne pouvait être considéré qu'il y avait une espérance de le voir se départir de la ligne définie par le précédent gouvernement dans le papier blanc de juin 1922.

C'est aussi net que possible et, chaque fois que les mêmes requêtes ont été présentées, soit au Gouvernement anglais, soit au Haut-Commissaire en Palestine, la réponse faite fut la même. Notons, cependant, que lord Grey, le 27 mars 1923, lors de la discussion sur la constitution palestinienne,

encore qu'il eût approuvé la Déclaration Balfour, exprima des doutes sur la possibilité de la concilier avec les droits des Arabes, mais sans marquer la moindre antipathie aux aspirations sionistes.

Néanmoins il ne faut pas perdre de vue que la proclamation de la Confédération arabe entre l'Irak et la Transjordanie, acceptée par le Gouvernement anglais, n'est pas sans jeter une ombre sur l'état d'indépendance politique de la Palestine. Sans doute, des déclarations ont été faites par le Haut-Commissaire de la Palestine attestant que le Foyer National Juif est absolument en dehors de ces tractations, mais c'est avec raison que l'organisation sioniste appuie sur le fait que le souverain de cette Confédération est engagé, « pour autant que son influence est réelle, à coopérer avec la Grande-Bretagne pour l'accomplissement de ses obligations résultant du mandat ». Enfin il doit être retenu que, si l'entrée éventuelle de la Palestine dans un régime fédératif ou douanier peut être envisagée, c'est là une matière gouvernementale. Et, de toute façon il n'y a pas lieu de supposer que l'Angleterre se mettra jamais volontairement dans une position telle qu'il lui serait impossible de remplir son mandat.

Qu'a-t-il été fait, dans la première période d'application du mandat, concernant l'élaboration d'une constitution politique de la Palestine? Le 3 juin 1921, sir Herbert Samuel, dans un discours, prononcé à l'occasion de l'anniversaire du roi déclarait que « la question d'assurer une libre et qualifiée expression de l'opinion publique recevait à ce moment toute l'attention du Gouvernement de sa Majesté ».

En février 1922, un résumé officiel de la Constitution prévue était publié et le 10 août 1922, presque immédiatement après la confirmation du mandat, elle était promulguée dans la forme des Ordres en Conseil. Cette loi vise l'exécutif, le législatif et le judiciaire, tandis que l'Ordre sur l'élection au Conseil législatif palestinien règle le système électoral.

Cependant, les élections n'eurent pas lieu de suite. En effet, les Arabes déclarèrent qu'ils n'acceptaient pas la loi électorale et leurs opposants suggérèrent un boycott des élections, ordre qui fut assez généralement respecté pour que, le 29 mai, le Haut-Commissaire déclarât que « le boycott arabe ayant rendu impossible l'établissement du Conseil législatif, le Conseil Consultatif serait rétabli ». En même temps, le Gouvernement demandait au Vaad-Leumi (Comité permanent de l'assemblée législative juive) de désigner deux membres de ce Conseil Consultatif.

Au mois d'août 1921, l'agitation arabe anti-sioniste atteint son maximum par l'arrivée à Londres d'une délégation prétendant représenter toutes les couches de la population arabe. Cette délégation réussit, par des communiqués à la presse, et une agitation subventionnée, à impressionner une partie de l'opinion publique anglaise. L'agitation menée à Londres avait tout naturellement sa répercussion en Palestine. Le point culminant de cette période fut le 21 juin 1922 jour où, à la Chambre des Lords, fut votée la résolution ci-dessous malgré une intervention éloquente de Lord Balfour lui-même :

Le mandat sur la Palestine, en sa forme présente, est inacceptable pour cette Chambre parce qu'il viole directement les engagements pris par le Gouvernement de Sa Majesté envers la population palestinienne en octobre 1915, ainsi que la Déclaration de novembre 1917 et parce qu'il est, dans sa forme actuelle, opposé aux sentiments et aux désirs de la grande majorité de la population palestinienne; en conséquence son acceptation par le Conseil de la Société des Nations doit être retardée jusqu'à ce que de telles modifications y aient été apportées qu'il soit en accord avec les engagements pris par le Gouvernement de Sa Majesté.

Le nombre des pairs présents à la séance était si peu élevé que cette déclaration doit difficilement être admise comme représentant la véritable opinion de la majorité de la Chambre des Lords ; cependant un tel vote constitua pour beaucoup une pénible surprise. L'effet de ce débat fut

immédiatement contre-balancé par un autre, ouvert à la Chambre de Communes le 4 juillet suivant, alors que fut rejetée une motion proposant un examen nouveau de la politique anglaise en Palestine. Sur l'intervention énergique de M. Churchill, la proposition était rejetée par 292 voix contre 35. Après ce double débat, une pétition était adressée par 93 membres de l'une et l'autre Chambre en vue d'une orientation nouvelle à donner à la politique du mandat ; cette pétition ne fut pas prise en considération, mais, au contraire, ce fut la déclaration de confirmation de cette politique qui fut publiée. Ainsi le Gouvernement anglais ne se départit nullement de sa politique sioniste à la suite de la campagne antisioniste de 1922.

En présence de ces événements, l'Organisation sioniste rendit plus intense sa propagande afin de se ménager la faveur de l'opinion publique anglaise. Elle publia des tracts et des brochures, elle tint des meetings monstres à plus de cinquante reprises, trouvant un appui auprès de toutes les organisations libérales du Royaume-Uni.

La délégation arabe rentra en Palestine. L'atmosphère avait été rassérénée par la déclaration de la Chambre des Communes et la confirmation anglaise de la politique du manda . A l'occasion des élections générales anglaises de 1922, l'Organisation sioniste renouvela sa campagne, la politique de l'Angleterre dans le proche-Orient servant de plate-forme à certains candidats. Un grand nombre de ces derniers firent, à cette occasion, des déclarations et prirent des engagements concernant la Déclaration Balfour. Peu de candidats se déclarèrent contre et la campagne menée par certains journaux populaires du parti « Bag and baggage » c'est-à-dire du déguerpissement immédiat de l'Angleterre du proche-Orient n'obtint pas grand succès. Seize députés, seulement, partisans de cette politique, furent élus.

Les Arabes renouvelèrent leurs tentatives à l'occasion de la Conférence de Lausanne en novembre 1922. Il n'était pas à présumer que cette dernière aurait à s'occuper de la

Palestine. Cependant des membres de la Délégation arabe se rendirent à Lausanne sans réussir à attirer l'attention. Le seul article du traité de Sèvres intéressant la Palestine était l'article 129 portant que les Juifs résidant habituellement en Palestine deviendraient *ipso facto* citoyens de ce pays à l'exclusion de toute autre nationalité. Cet article fut modifié dans le sens suivant : « les Juifs de nationalité autre que turque qui, habituellement résideront en Palestine au moment de l'entrée en vigueur du présent traité, auront le droit de devenir citoyens de Palestine en en faisant la déclaration dans les formes prévues par la loi. »

Pendant tout ce temps, l'organisation sioniste prit les mesures nécessaires pour agir de concert avec les vues du gouvernement. Elle accrédita auprès de celui-ci des représentants pour le visa des passeports, les règles de l'immigration, le règlement du Vaad-Leumi, l'enseignement de l'hébreu dans les écoles. Conformément à l'article 4 du mandat, le gouvernement anglais fut consulté en vue d'établir, sur des bases plus larges, l'Agence juive.

Cette question se présentait sous l'angle suivant. Le mandat stipule qu'entre les organes gouvernementaux de la puissance mandataire et la population juive, un organisme, appelé Agence juive serait admis comme représentant, à titre d'entité collective, le peuple juif, — et que, jusqu'à nouvel ordre, ce serait l'organisation sioniste telle qu'elle existait au moment de la ratification du mandat, qui serait acceptée comme constituant l'Agence juive. Mais le gouvernement anglais (et tout aussi bien d'ailleurs l'Organisation sioniste), désire que cette dernière soit vraiment représentative de tout le judaïsme mondial. Une question d'adaptation de l'Organisation juive aux termes de l'article 4 du mandat est donc en jeu à l'heure actuelle. L'exécutif sioniste a proposé aux Congrès sionistes de 1923 et 1925 de nommer, dans l'Agence juive, un nombre égal de sionistes et de non-sionistes.

Cette dernière qualification, appliquée à des membres de

l'Agence juive est faite pour surprendre. Elle a son origine en ceci que le judaïsme américain, qui s'est montré très généreux à l'égard de la reconstitution palestinienne, au point de soutenir à lui seul la partie la plus importante du budget palestinien, n'est pas, pour cela, partisan des postulats essentiels du sionisme national. Cette fraction du judaïsme américain considère qu'il est utile, qu'il est de solidarité philanthropique, de venir à l'aide des immigrants palestiniens, mais elle n'aperçoit pas que cela doive se faire au titre national. La limite d'intérêt des pro-palestiniens est assez difficile à tracer théoriquement dans leurs rapports avec les sionistes, mais, dans la pratique, la séparation entre sionistes et non-sionistes est très marquée. Les premiers font une violente opposition, sous l'inspiration de M. Jabotinsky au projet de composition par moitié de l'agence juive.

Les revisionnistes et M. Jabotinsky prétendent, non sans quelque apparence de fondement, qu'il n'est pas rationnel de remettre les destinées du sionisme à des personnalités non sionistes. Cependant ceci n'est que l'extérieur des choses car, une fois constitué, l'Exécutif, agissant dans le sens du mandat, agira forcément dans le sens sioniste et, malgré la contradiction des termes qu'on relève tout d'abord, il n'y a là qu'une querelle de mots.

Une autre critique est faite au projet d'Agence juive, tel qu'il est actuellement prévu par l'organisation sioniste : c'est que les membres non-sionistes de la future agence ne relèveraient pas des votes du Congrès sioniste. Les revisionnistes voient là un accroc insupportable aux principes démocratiques, qui doivent être et sont la base de l'opinion juive. A quoi les non-sionistes répondent que, fournissant les fonds qui permettent la réalisation du Foyer National Juif, ils entendent les gérer « business-like » et sans avoir à se préoccuper des discussions à tendances politiques d'un congrès. Evidemment, il y a là un point délicat. S'il est vrai, comme le prétendent les revisionnistes, que les sous de la

démocratie juive surpassent, par leur accumulation multipliée, les dollars de la haute bourgeoisie israélite américaine, alors il n'y a pas à hésiter et il faut renoncer à cette collaboration qui impose l'oubli et le sacrifice des principes. S'il n'en est pas ainsi, alors il faut laisser de côté toute répugnance théorique, encaisser les dollars et se taire. La discussion est, en tout cas sur le point d'être épuisée puisque le Congrès de Vienne de 1925 a, après les débats extraordinairement passionnés, finalement voté la proposition de M. Weizmann qui demandait, pour continuer son œuvre, à pouvoir constituer le futur exécutif sioniste sur la base de la participation non-sioniste de 50 %.

Certes, le Congrès n'a pas entériné cette proposition sans une vive répugnance. Le professeur Weizmann fut, tout d'abord, mis moralement en échec et se retira ; puis des tractations intervinrent et, finalement, les mains libres lui furent laissées et il semble que ses conceptions doivent triompher.

Nous avons vu que l'opposition arabe s'était manifestée assez vivement de 1921 à 1923. Ce serait une recherche à faire que d'établir dans quelle mesure les délégations qui prétendaient représenter la population arabe étaient, en fait, qualifiées pour le faire. Une opinion assez justifiée considère que le peuple arabe lui-même est assez indifférent à l'établissement du Foyer National Juif. Pour dire plus et très exactement, tant que ledit Foyer National Juif est représenté par des livres sterling s'épandant sur le pays on n'aperçoit pas pourquoi le peuple arabe s'y opposerait. En outre, l'exécutif sioniste n'a jamais manqué de déclarer à toute occasion officielle qu'il entend vivre en paix avec « les cousins arabes » et ne porter nulle atteinte à leurs droits légitimes.

Il faut cependant dire que les revisionnistes et c'est en cela qu'ils heurtent le plus violemment le sentiment juif universel, n'hésitent pas à envisager un conflit, même armé, contre les arabes. Pour eux, le titre historique du

peuple juif à la terre palestinienne ne se fractionne pas, ne se partage pas. Ce sont les Juifs qui doivent avoir la puissance publique. Les Arabes ne seraient pas molestés dans leurs droits, mais ce sont eux qui seraient destinés, d'après les revisionnistes, à devenir et à rester définitivement sous le régime d'une minorité ethnique en Palestine. De telles théories ne sont pas faites pour désarmer les esprits, mais elles sont si peu répandues que leur représentant le plus attitré, encore qu'écouté avec une curiosité attentive par le Congrès sioniste, n'a groupé quelques unités de voix sur plusieurs centaines.

Ce qui est sûr, c'est que les déclarations répétées du gouvernement anglais, la publication du mandat, son interprétation dans le *White-paper* de 1922, ont incité un nombre toujours plus considérable d'Arabes instruits à accommoder leur activité en tenant compte du *fait accompli du mandat* et à accepter de collaborer avec le sionisme à la reconstitution de la Palestine. Par contraste, les extrémistes ont accentué leur opposition mais, dès 1923, tout cela était à son déclin. Peu à peu, le peuple entier de la Palestine se rend compte de ce que peut avoir de favorable pour tout le pays le véritable amour des Juifs pour la Palestine et leur désir d'y créer une prospérité qui sera avantageuse pour chacun.

Les fallahim, c'est-à-dire la partie ouvrière arabe, a toujours été en bonnes dispositions à l'égard des Juifs qui, pour la plupart, dans les campagnes, partagent leur rude et simple existence. Entre les colonies juives et les villages arabes voisins, la concorde règne la plupart du temps. Il en est ainsi non seulement pour les anciennes colonies, mais pour les nouveaux établissements de l'Emek, qui sont en installation à l'heure actuelle. Notons, cependant, que l'affirmation de lord Beawerbrook que les Arabes acceptent loyalement le mandat, sauf ses dispositions visant le Foyer National Juif, a provoqué une déclaration de l'Association Christiano-musulmane, que les Arabes sont

opposés au mandat anglais sous quelque forme que ce soit.

L'extrême de cette déclaration va directement à l'encontre des intérêts palestiniens. Ceux qui l'ont faite ne se font pas beaucoup d'illusions sur sa portée et son utilité. De toute évidence le mandat anglais, si on en dégage le bilan, s'avère comme éminemment favorable aux véritables intérêts, immédiats et futurs, de toute la population palestinienne.

Il est intéressant de chiffrer cette population dans ses différents éléments. Un recensement fut effectué en octobre 1922. Les chiffres sont les suivants :

Musulmans.....	590.000
Juifs	84.000
Chrétiens	73.000
Druses	7.000
Autres cultes	2.500

Soit, au total 780.000 âmes environ, et un pourcentage de 11 % de population juive répartie de la façon suivante : à Jérusalem 54 % de Juifs, à Jaffa 42 %, Haïffa 25 %, à Tibérias 63 %, à Safed 34 % (1). Observation doit être faite que si, au début, les Arabes manifestèrent une violente opposition au principe même du recensement, ils se résignèrent, finalement, à donner les renseignements nécessaires, sauf des tribus bédouines qui y craignaient des intentions de recrutement militaire éventuel. La population des tribus bédouines est évaluée monter à 100.000 personnes.

Grâce à l'entente entre le gouvernement palestinien et l'organisation sioniste, la sécurité publique a fait de rapides progrès de 1921 à 1923. Cependant, en janvier 1923 un ex-officier de police était assassiné et ce fait servit de point de départ à une campagne anti-juive d'une partie de la presse arabe. En mars 1923 il y eut une collision entre la

1. La proportion de ces chiffres ainsi que celles du recensement ont varié depuis 1922. On peut estimer le nombre des Juifs actuellement en Palestine (mars 1926) à 120.000.

populace arabe et la police, à la porte de Damas. Ces deux incidents furent réglés d'une façon énergique et rapide, en même temps qu'équitable, par les autorités, — de telle sorte qu'ils n'eurent pas de fâcheux retentissements sur l'ordre public. Cela est si vrai que l'industrie touristique, pendant cette période, se développa considérablement. Une série de personnages officiels de tous les pays visitèrent la Palestine sous l'aspect de ses différentes attractions sociales ou religieuses et nul incident ne survint. Un grand nombre d'écrivains et de journalistes parcoururent le pays également et purent examiner et décrire ses différents établissements. L'Organisation sioniste ne manqua pas d'avoir son attention attirée par cet aspect de la question palestinienne et un Département de tourisme fut créé dans ses bureaux.

La Commission permanente des mandats de la Société des Nations eut à s'occuper pour la première fois de la Palestine dans sa cinquième session de Genève en octobre 1924. Conformément à l'article 22 du Pacte, le gouvernement anglais soumit à la Ligue des Nations son premier rapport. Conformément aux articles 2 et 4 du mandat, un questionnaire avait été adressé au gouvernement anglais par la Commission permanente, notamment sur les mesures prises « pour placer le pays dans des conditions politiques, économiques et administratives de nature à réaliser l'établissement du Foyer National pour le peuple juif ».

La réponse fut la suivante :

La législation du Gouvernement de Palestine a été dirigée par le principe général de donner d'égales facilités à toutes les communautés et à toutes les classes, et d'encourager l'esprit d'entreprise.

Une ordonnance a été promulguée en 1920 en vue de régulariser l'immigration en Palestine. Cette ordonnance ne vise pas spécialement l'immigration juive mais prévoit que l'entrée en Palestine pour une permanente ou provisoire résidence, sera réglementée par le Haut Commissaire de temps à autre suivant les conditions et les besoins économiques du pays.

L'action du Gouvernement concernant l'établissement des Juifs sur la terre palestinienne a été similaire à celle visant l'immigration, c'est-à-dire qu'elle a supprimé les discriminations défavorables imposées par le gouvernement ottoman et donné une égale opportunité à toute personne d'acquérir de la terre et de la faire enregistrer en son nom propre.

Un mémorandum fut également rédigé par le Comité Exécutif du Congrès arabe. Il formait une sorte de liste de griefs. Le gouvernement anglais envoya le document à Genève avec une lettre disant : « Ce rapport avait été reçu par l'intermédiaire du Haut-Commissaire de Sa Majesté Britannique à Jérusalem pour transmission à la Ligue, mais il devait être observé que le Gouvernement de Sa Majesté n'était en aucune façon responsable de son contenu. » Connaissance fut prise de ce document, puisqu'il rentrait dans la catégorie des pétitions qu'une section de la population sous mandat a le droit de faire parvenir à la Société des Nations par l'intermédiaire de la puissance mandataire. Le rapport de la Commission s'exprimait ainsi sur le mémorandum arabe :

La Commission, ayant entendu les explications du Haut-Commissaire, contestant la véracité de certains des faits affirmés, et expliquant les autres, est d'opinion qu'il n'y a pas lieu de recommander au Conseil de donner aucune suite au document. Si, cependant, les signataires désirent présenter une requête sur un point spécifique, conformément à la procédure admise, la Commission permanente des mandats, tout naturellement, est prête à l'examiner.

Et ce texte fut approuvé par le Conseil de la Société des Nations.

Pour montrer à quel point la politique britannique est ferme en son propos concernant la Palestine, rappelons qu'en novembre 1923 le parti conservateur était battu aux élections et qu'en novembre 1924 ce fut au contraire le gouvernement de M. Mac Donald qui connut la défaite. Or, les deux gouvernements successifs avaient fait des décla-

rations semblables touchant le Foyer National Juif et la politique anglaise en Palestine.

Enfin en avril 1925, M. Amery, ministre des Colonies, faisait à une députation arabe à Jérusalem la réponse suivante :

La question de la Déclaration Balfour a été en premier lieu examinée par le gouvernement qui l'a produite ; elle fut examinée à nouveau par le gouvernement conservateur qui a suivi et cela en présence de députations envoyées de Palestine même. Elle a été ensuite encore confirmée par un gouvernement d'un parti complètement différent. Elle a encore été soumise à toutes les nations qui font partie de la Société des Nations. Je suis donc sûr par suite que les honorables gentlemen qui sont ici, réellement n'attendent pas que le gouvernement anglais puisse changer sa politique en cette matière.

Le rapport de la Commission des mandats auprès du Conseil de la Société des Nations note « les divergences qui mettent en conflit le sionisme et la majorité arabe sur le sujet de l'immigration ». Dans une autre passage, cependant, le rapport observe que « les conséquences de ce conflit « d'intérêts sont mitigées par la sagesse et l'impartialité « déployées par le Haut-Commissaire ». Le rapport rendant hommage à Sir Herbert Samuel poursuit : « La Commission désire spécifier expressément que cet état de choses ne peut être en aucune façon attribué au Haut-Commissaire qui remplit fidèlement le double devoir qui lui est imposé par le mandat. »

Peut-être y a-t-il, dans cette dernière phrase, l'expression d'un sentiment, un peu contradictoire, que, — par la force des choses, — fait naître l'examen du mandat lequel vise, d'une part l'établissement du Foyer National Juif comme un état de droit, et par ailleurs ne veut contrarier en rien les aspirations de la population arabe. C'est là un aspect qui apparaît comme contradictoire au premier contact pris avec le texte du mandat. Assurément, la Palestine se trouve, par le fait du Foyer National Juif,

placée dans une situation différente de celle des autres pays à mandat. Mais si, d'une part, on entend respecter les droits de la population arabe, il est de toute évidence que les droits du peuple juif à vivre pour partie en Palestine semblent tout aussi incontestables. Il y a donc lieu de pratiquer une politique d'équilibre dans laquelle le Haut-Commissaire, Sir Herbert Samuel, a parfaitement réussi et il est fort bien que le rapport à la Société des Nations souligne ce fait (1).

Mais, à la surprise générale, le rapport de la Commission permanente des mandats contenait encore un passage qui a jeté, un certain émoi dans les rangs sionistes, lorsqu'il fut connu. En ce qui concerne les immigrants juifs, le rapport observe que « les immigrants pourvoient la Palestine « d'une nouvelle population dont les éléments, quelque « grands que soient leur ardeur et leur zèle sionistes et leur « désir de contribuer à l'établissement du Foyer National « Juif, ne sont pas, en règle générale, préparés soit par un « entraînement technique soit par tradition de famille « pour un travail manuel et, particulièrement, pour un « travail agricole, lequel est nécessaire dans l'état actuel « de la Palestine ».

Ce passage du Rapport allait directement à l'encontre de toutes les déclarations sionistes et de ses prétentions les plus fièrement publiées. La valeur profonde et essentielle de la reconstruction palestinienne par l'effort juif c'était, précisément, le fait que les juifs se mettaient en masse à la culture. En fait, la proportion d'après le rapport de l'Organisation sioniste était, en 1922, de 18 % du nombre des immigrants. C'est un chiffre notable mais non excessif, qui n'a pas été sensiblement augmenté jusqu'ici.

Quoi qu'il en soit, en s'exprimant ainsi, le rapport était,

1. Lors du départ de Sir Herbert Samuel, remplacé fin 1925, par le maréchal Plumer (non juif), la presse arabe a exprimé des regrets presque unanimes de son départ, et a rendu justice à ses sentiments personnels d'impartialité.

par ce qu'il disait et par ce qu'il ne disait pas, en contradiction avec le tribut d'éloges décernés aux immigrants juifs par des observateurs impartiaux, qui ont visité à toute époque la Palestine depuis 1917.

Considérant que cette constatation du rapport pouvait donner une impression inexacte de la situation, M. Austen Chamberlain, secrétaire du Foreign-Office, présenta, en réponse, certaines observations. Il dit notamment que « la simple constatation que les immigrants manquaient « d'entraînement préalable rendait peu pleine justice aux « résultats actuellement acquis par l'immigration juive « durant les quelques années précédentes. Qu'au surplus, le Haut-Commissaire à qui copie du rapport avait été communiquée, avait répondu que « un certain nombre d'im- « migrants avaient déjà une expérience agricole préalable « et qu'un grand nombre d'autres s'étaient montrés ca- « pables de s'adapter aux conditions de l'agriculture, « comme cela était prouvé par le rapide et heureux déve- « loppement des nouveaux établissements juifs en Galilée « et par le développement favorable des plantations de « tabac faites par des fermiers inexpérimentés qui avaient « employé des ouvriers juifs ». Le Haut-Commissaire ajoutait que « le caractère de l'immigration avait subi dernièrement un changement. Des arrivées récentes présentaient une plus grande proportion d'immigrants avec des ressources financières, beaucoup d'entre eux fondant des industries sur une grande ou petite échelle. »

Il est d'un grand intérêt de noter les charges que la politique palestinienne impose au contribuable anglais. En voici le tableau :

	1923-4	1924-5	1925-6
Armée	£ 1.150.000	£ 734.500	£ 428.600
Gendarmerie	250.000	265.000	212.000
Contribution aux dépenses de Transjordanie	150.000	17.500	80.000
Total	£ 1.550.000	1.017.000	720.600

On voit que la diminution est nettement accusée. Mais il y a, pour 1927, plus qu'une diminution puisqu'il est annoncé que le budget palestinien est en excédent de plusieurs milliers de £ et que la force publique anglaise a été réduite au simple effectif d'une gendarmerie de 1.500 hommes. Les Juifs ont obtenu de participer aux formations de ce corps de défense.

Les relations entre l'Exécutif sioniste et le gouvernement anglais ont été actives en 1924-1925. Il y eut des discussions prolongées sur le Règlement de l'immigration de 1921. Une seconde ordonnance sur l'Immigration fut promulguée le 15 juin 1925 qui donna quelque satisfaction sur des points de détail à l'Organisation sioniste.

L'Organisation sioniste eut à se préoccuper de la loi sur la nationalité qui fut votée en juillet 1925. De même, des efforts furent faits pour obtenir du gouvernement anglais une réglementation concernant le fonctionnement de l'assemblée nationale juive et le statut séculier de la population juive.

De longues négociations ont été poursuivies également au point de vue du tarif douanier dont certaines prescriptions ne facilitaient pas suffisamment les intérêts juifs.

Afin de maintenir un contact étroit avec la Société des Nations, il fut établi, par l'Organisation sioniste, un bureau à Genève, lequel publie un *Bulletin mensuel d'informations*.

Pendant les années 1925-1926 la presse anglaise se montra

moins active dans la discussion de la politique palestinienne. Les plus importantes attaques vinrent de l'*English Review* et du *Nineteenth Century and after*. Par contre M. Garvin, dans l'*Observer*, M. Charles Wood dans le *Daily Telegraph*, publièrent des articles favorables au sionisme. Entre temps, l'organisation sioniste faisait paraître une revue très bien documentée, the *New Judæa*. Entre les catholiques et les juifs il semble que, dans la même période 1925-1926, une sorte de trêve soit intervenue. La principale revue catholique anglaise, *The Tablet* déclara « qu'il y avait place, en Palestine, à la fois pour les Arabes et les Juifs et cela sans préjudice pour les droits des chrétiens ». *New Judæa*, mit à profit ces déclarations rassurantes pour déclarer de son côté que « les sites vénérés, sacrés aux chrétiens, sur lesquels des générations de pèlerins se sont agenouillés, seront toujours regardés par les Juifs avec le plus profond respect ».

A l'occasion de l'inauguration de l'Université, la presse anglaise fut prodigue de renseignements sur l'état actuel de la Palestine. Il en fut de même dans toute l'Europe, spécialement en Allemagne et en Autriche. Une revue américaine à large tirage consacra un numéro entier à la solennité universitaire. Cette revue *The New Palestine*, portant des articles de juifs et de non juifs, fut favorablement accueillie par la grande presse et il est inutile de souligner que l'inauguration de l'Université a été l'évènement servant le plus grandement les intérêts juifs depuis la Déclaration Balfour. Lors de l'Exposition de Wembley en 1924-1925, un pavillon fut réservé à la Palestine sous les auspices du Gouvernement palestinien. L'Organisation sioniste y obtint une place qu'elle utilisa au mieux pour ses fins de propagande.

La population arabe garda la même attitude en 1924-1925-1926. Ceux qui prétendent parler en son nom, après avoir fait échouer les élections, essayèrent d'empêcher — et réussirent à empêcher — la constitution d'une Agence

arabe que tenta d'établir le Gouvernement anglais. C'était, il faut l'avouer, une pensée à la fois naturelle et anormale. Il n'est pas besoin d'Agence arabe puisque les droits de la population arabe sont hors de question en Palestine, il suffit que l'opinion arabe puisse se manifester représentativement, dans un organisme de conseil, ou de législation. L'appellation Agence arabe était employée par symétrie avec l'Agence juive, mais la situation des Juifs est spéciale et cette agence juive est, tout autant, l'intermédiaire entre la population juive mondiale et le gouvernement anglais, que l'intermédiaire entre les Juifs de Palestine et le gouvernement anglais. Quoi qu'il en soit, la proposition d'une Agence arabe fut péremptoirement rejetée par un meeting de notables arabes et ce refus fut porté à la connaissance du Haut-Commissaire. Cette décision lui étant notifiée, le gouvernement anglais déclara que « étant donné que toutes les propositions faites pour une collaboration plus étroite entre les Arabes et l'administration ont été rejetées, le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas d'autre alternative que de continuer à gouverner le pays en conformité avec ses engagements », mais un certain nombre d'Arabes instruits ne tardèrent pas à apercevoir que cette situation aboutissait seulement à la continuation indéfinie d'une administration étrangère sans, auprès d'elle, d'institutions représentatives. Cette considération amena en 1923 à la constitution d'un *Parti national Arabe*, lequel prit, à peu près, la même attitude que l'Association christiano-arabe, sauf que le nouveau parti se proposait d'accepter tout ce qui pourrait être obtenu du gouvernement comme représentation gouvernementale, avec le propos de solliciter davantage.

Dès ce moment, une agitation se fit pour la constitution d'un autre parti, celui des Paysans pour des buts plutôt économiques que politiques. Le manque de ressources de ce groupement ne lui a pas encore permis de jouer un rôle notable dans la vie publique palestinienne.

Ces deux événements montrent que la population arabe a compris que l'isolement et la grève de collaboration n'est pas, en politique, une bonne attitude. Ces organisations ne semblent pas avoir obtenu jusqu'ici des résultats décisifs ; mais on peut dire, qu'actuellement, il existe une tendance qui pousse les Arabes à participer à l'administration de la Palestine. La note juste est donnée par une déclaration de M. Amery du 21 avril 1925 que « de toute façon le gouvernement anglais est très désireux de coopérer avec les représentants qualifiés du peuple arabe en Palestine mais qu'il ne demande pas cette collaboration comme une faveur ».

En résumé, l'organisation administrative et judiciaire se sont grandement améliorées et stabilisées dans les années qui ont précédé 1926, surtout si on compare l'état administratif présent de la Palestine avec ce qu'il était sous la domination turque. Des magistrats réguliers ont été nommés ; une Cour Suprême a été instituée qui siège comme cour d'appel et comme Haute-Cour. Un tribunal d'assises a été créé ainsi qu'un tribunal spécial pour trancher les conflits de juridiction entre les juridictions civiles et les juridictions religieuses. C'est là un point important, s'agissant d'un territoire divisé fortement au point de vue religieux, alors que certaines de ces religions comportent un statut civil cultuel. Un tribunal de simple police fonctionne également à Tel Aviv, il est présidé par le maire et a juridiction sur tous, tant nationaux qu'étrangers. Presque partout les principes du droit anglais ont remplacé les errements du droit turc.

Il est intervenu en 1924 une loi, réglementant les fondations qui, jusqu'ici n'étaient connues que pour les biens Waqf, du droit musulman ; une procédure spéciale fut organisée, concernant les institutions charitables, devant les juridictions civiles et religieuses. Pour les fondations juives, elles relèvent des tribunaux rabbiniques.

Le Haut-Commissaire a, dans ses attributions, d'établir

les lignes de démarcation douanières. Une ordonnance a été édictée prévoyant des dispenses de droits pour les instruments agricoles, les animaux servant à la culture, et l'outillage industriel ; sont également exemptés, par une ordonnance postérieure, le matériel d'éducation. La plupart des droits *ad valorem* établis par le gouvernement turc ont été remplacés par des tarifs.

En avril 1925, était publiée une Ordonnance relative à la plantation et récolte du tabac. La culture est libre, mais il y a certains droits perçus sur les manufactures de tabacs, et un contrôle de la circulation de la plante est établi par le Gouvernement.

L'impôt principal est celui de la dîme de toute récolte. En avril 1925, après de longs pourparlers, le taux passa de 12 $\frac{1}{2}$ à 10 %. En vue d'encourager la culture du coton, il n'y a pas de droits perçus sur la récolte de cette plante. En 1926, le Gouvernement anglais annonce qu'il étudie la suppression de la dîme comme base de l'impôt et son remplacement par un système plus moderne.

L'ORGANISATION SIONISTE : L'AGENCE JUIVE

L'article 2 du mandat sur la Palestine stipule que « le mandataire assumera la responsabilité d'instituer dans le pays un état de choses politique, administratif, économique, de nature à assurer l'établissement du foyer national pour le peuple juif... »

C'est donc *au titre national*, en tant que peuple, que les Juifs sont admis à créer un Foyer. Assurément cette expression surprend quelques Juifs occidentaux, pour qui l'assimilation totale spirituelle, civile et civique, a résolu le problème de la nationalité. Mais il est hors de conteste que c'est au titre national que les Juifs orientaux entendent pénétrer en Palestine et que la diplomatie et les traités internationaux leur en ont donné le droit (1).

Quelle institution de base servira à l'édification du Foyer National ? L'article 4 du mandat porte :

Une agence juive appropriée sera reconnue comme un organisme public dans le but de conseiller l'administration de la Palestine et de coopérer avec elle dans telles questions économiques, sociales et autres qui peuvent affecter l'établissement du Foyer National Juif et les intérêts de la population juive en Palestine, et, toujours sous le contrôle de l'administration, d'aider et de prendre part au développement du pays.

Et l'article ajoute :

L'organisation sioniste, aussi longtemps que, de l'opinion de la puissance mandataire, son organisation et sa constitution seront appropriées, sera reconnue comme une telle agence. Elle prendra des mesures, en consultation avec le Gouvernement de Sa Majesté

1. Le 24 juillet 1922, ratifiant le mandat britannique, le Conseil de la Société des Nations, déclarait :

« Attendu que, par ce qui précède, les liens historiques du peuple juif avec la Palestine, et les raisons qui militent pour la reconstitution d'un Foyer national dans ce pays ont été reconnus. »

Britannique pour s'assurer la coopération de tous les Juifs qui veulent aider à l'établissement du Foyer National Juif.

L'Organisation sioniste, dont le statut d'après le mandat, est ainsi défini, fut créée en 1897 ; elle est issue du Congrès sioniste, lequel à une époque où rien ne semblait indiquer que la réalisation de cette revendication entrerait, dans un temps raisonnable, dans le domaine des réalités diplomatiques, a pris une résolution disant que le sionisme avait pour but de « créer pour le peuple juif un foyer, garantissant par le droit, public en Palestine ».

En juillet 1922, lorsque le mandat fut sur le point de venir en discussion devant le Conseil de la Société des Nations, l'Organisation sioniste présenta un mémorandum dans lequel elle déclarait que « si les Juifs requièrent « aujourd'hui la possibilité de reconstruire leur foyer national, ils basent leur revendication non seulement sur « l'existence d'un Etat juif dans une antiquité lointaine, « mais sur la concentration inébranlable des espérances « et des prières juives sur la Palestine du jour de la Dispersion jusqu'à l'heure présente ». La conférence sioniste de Carlsbad approuva, en août 1922, les obligations imposées par le mandat.

A l'heure actuelle, par le paiement de la cotisation spéciale appelée *shekel* tout Juif peut participer aux élections régissant les congrès sionistes, lesquels sont l'expression parlementaire de l'Organisation sioniste. Et, celle-ci étant Conseiller du gouvernement anglais, il est exact de dire que le Judaïsme mondial gère, ou peut gérer, les intérêts du Foyer National Juif.

L'Organisation sioniste compte près de 600.000 membres adultes répandus dans toutes les parties du monde ; c'est une large démocratie d'inspiration diverse. La puissance mandataire était donc parfaitement fondée à la considérer, dès le début, comme pouvant jouer le rôle de « l'Agence juive » prévue au mandat.

Mais, quelque universelle qu'elle soit, l'organisation sioniste n'a pas rallié dans son sein des groupements qui, cependant sont sympathiques à la renaissance de la Palestine. C'est en vue d'arriver à un rapprochement que le 20 février 1923 l'Exécutif de l'Organisation sioniste a adopté une motion souhaitant que « des négociations soient « entamées avec les représentants des principales communautés et organisations juives, en vue de réaliser la participation de ces organismes à l'Agence juive ». La puissance mandataire répondit le 12 mars 1923 que le Colonial Office partageait ces vues tout en ne « désirant offrir aucune opinion sur les points de détail ».

Les représentants des Juifs d'Amérique de toutes les nuances d'opinions, réunis en conférence en février 1924 à New-York, se prononcèrent en faveur de la participation avec l'Organisation sioniste. Le Congrès de Vienne de 1925 adopta les vues pratiques proposées à cet égard. Jusqu'à ce que la nouvelle Agence juive soit instituée sur les bases de la coopération avec les groupements non sionistes, ce sera l'actuelle Organisation sioniste qui coopérera avec la puissance mandataire.

Le fond de l'attitude prise par l'Organisation sioniste est ainsi défini par le memorandum présenté en octobre 1924 à la Société des Nations :

L'organisation comprend la Déclaration Balfour comme un tout indivisible et considère la seconde partie, qui sauvegarde les droits de la population non-juive, comme non moins inviolable que la première partie, qui prescrit l'établissement du Foyer National Juif.

Le même memorandum reproduit la motion votée par le Congrès de 1921, affirmant pour l'Organisation sioniste sa...

... détermination de vivre avec le peuple arabe dans la concorde et le respect mutuel et, avec lui de faire du foyer commun un

état florissant dont l'édification assure à chacun des deux peuples un libre développement national.

Voici, sur le même point, un passage du discours prononcé le 23 août 1925, devant le XIV^e Congrès sioniste, par le Dr Weizmann, Président de l'Organisation sioniste.

Telle est la clef de la situation : Dans un esprit de véritable amitié envers les Arabes, et grâce à un effort sincère de collaboration avec eux, ouvrir le Proche-Orient à l'initiative hébraïque. La Palestine doit être reconstruite sans diminuer d'un cheveu les intérêts légitimes des Arabes. Le Congrès Sioniste ne doit pas se limiter à des formules platoniques. Il doit reconnaître cette vérité que la Palestine n'est pas la Rhodésie, mais qu'il s'y trouve 600.000 Arabes, qui, devant l'opinion du monde, ont le même droit de vivre en Palestine que nous d'y avoir notre Foyer National. Aussi longtemps que cette pensée ne sera pas devenue notre chair et notre sang, vous continuerez à chercher des narcotiques artificiels et à vous enthousiasmer pour l'avenir, comme les Juifs aiment à le faire, mais vous verrez toujours l'avenir sous un faux jour. C'est dans le cas seulement où nous accepterons ce point de vue, et où nous travaillerons dans ce but, que nous aurons la possibilité d'obtenir la confiance dont nous avons besoin.

Nous devons prendre la Palestine comme elle est, avec ses dunes et ses pierres, avec ses Arabes et ses Juifs, tels qu'ils sont. Voilà notre travail. Tout le reste est artificiel.

On ne saurait être plus net, et on ne saurait mettre plus de bonne volonté à rassurer une inquiétude légitime et sincère du peuple arabe.

L'ensemble de l'Organisation sioniste est dirigé par un Comité Exécutif nommé par le Congrès qui se réunit tous les deux ans. Sont membres du Congrès les délégués élus par les « shekalim » c'est-à-dire par les Juifs qui paient le shekel, lequel est une taxe peu élevée, prélevée par les fédérations sionistes en chaque pays. Le leader du parti sioniste mondial fut d'abord Herzl, puis Wolfsohn, puis Otto Warburg, puis le président actuel professeur Chaïm Weizmann.

M. le professeur Weizmann est, sans aucun doute un homme de haute culture ; sorti des milieux yddish, il en connaît la langue et les affinités ; ayant étudié les sciences en Suisse et professé en Angleterre, il parle couramment et éloquemment l'allemand, l'anglais, le français, l'hébreu. Il peut, dans chacun de ces idiomes, tenir sous son charme fait de simplicité et aussi d'images saisissantes et rapides, de vastes auditoires. Il est professeur de chimie, et savant de valeur. Il a une facilité mondaine et élégante pour évoluer dans tous les salons du monde. Il est infiniment précieux au mouvement sioniste ; les résultats prodigieux, au point de vue financier, obtenus par le sionisme en Amérique sont en partie son œuvre. Mais, par contre, il faut dire que le jour où il disparaîtrait de la scène sioniste il serait très difficilement remplaçable.

L'homme qui, avec M. Weizmann, partage la grande influence sur les masses juives est M. Sokolow, journaliste, écrivain, historien, aussi polyglotte que M. Weizmann et avec encore plus d'imagination, plus de hardiesse et d'imprévu dans l'éloquence M. Sokolow est un homme de premier plan dont les services rendus au sionisme ne se comptent plus. M. Weizmann est président de l'Organisation sioniste mondiale, M. Sokolow est président de l'Exécutif sioniste ; tous deux dirigent, en outre, le Département politique de l'organisation sioniste. Ces comités siègent à Londres.

Le XII^e Congrès a déclaré qu'il y aurait en outre à Jérusalem un Exécutif sioniste palestinien qui aurait en charge tout le système sioniste palestinien, lequel comprend divers départements : politique, finances, agriculture, enseignement, immigration, presse, industrie et commerce, stations expérimentales, Université.

L'organisation générale du sionisme a sa base dans les Fédérations nationales, qui sont au nombre de 50 environ, c'est-à-dire réparties dans presque tous les pays du monde. Il y a peu de pays qui, comme le Maroc ou la Hongrie, ont

suscité et maintenu des difficultés à la constitution de Fédérations sionistes, ou à l'exportation des sommes recueillies en vue de l'édification du Foyer National Juif.

Il y a, en outre, des groupements plus ou moins importants où n'existent pas de véritables Fédérations. Le zèle des Fédérations est soigneusement entretenu par des délégations de propagande dirigées par l'organisme central.

Il est caractéristique que tous les frais de l'administration sioniste sont, en principe, supportés, non par les fonds de propagande tels le Keren-hayesod ou le Keren-Kayemeth, *mais par le produit des shekalim*. Le total des sommes recueillies par le procédé du shekel pour l'année 1923 est de £ 8.300 environ. Le taux du shekel varie suivant les pays et les fluctuations du change. Il évolue entre 1 et 5 unités monétaires environ.

Etant donné les variations nationales très grandes dans la valeur du shekel il fut décidé en 1922 que, désormais, le shekel serait fixé en valeur or. En mai 1923 il avait été reçu, en suite de cette décision £ 1.550. Le procédé du shekel-or rencontre d'assez grandes difficultés de perception, on le comprend aisément. Pour 1924 le total des shekalim reçus s'élève à £ 13.600.

Le Congrès, se réunissant seulement tous les deux ans, entre temps une Conférence annuelle prend les résolutions nécessaires. C'est cette Conférence qui fixe les grandes lignes du budget palestinien ainsi que le budget de l'organisation centrale sioniste. Pour 1923, disons, à titre d'indication, que ce budget fut ainsi fixé :

Salaires	£ 25.200
Subventions	1.920
Autres dépenses de bureau.....	4.680
Dépenses imprévues	2.400
	34.200

Les employés de l'organisation sont liés à elle par un contrat de travail prévoyant les conditions d'avancement

la durée du travail, l'augmentation des salaires, le tout conçu dans un esprit de fermeté très libérale.

On peut noter que très peu de sephardim sont compris dans les cadres de l'état-major sioniste. Les juifs sont issus, généralement parlant, de deux groupes ethniquement assez différents : les juifs askenazim qui comprennent les Russes, Polonais, Allemands, etc..., et les sephardim qui comprennent les juifs du bassin méditerranéen. Le Congrès de Carlsbad en 1923 a décidé le principe de la réunion d'une Conférence des Juifs sephardim lesquels ont peu fourni à l'idéologie sioniste de ces dernières années, mais dont le concours serait très utile à cause de la vivacité de leur intelligence. Les protagonistes de l'idée d'une Conférence des Juifs sephardim y voyaient l'origine d'un lien entre le sionisme et le judaïsme oriental, mais jusqu'ici, en fait, une telle conférence n'a pu être organisée. Nul doute qu'elle le sera et que, par là, le judaïsme sepharade pourra prendre une part plus active au travail de reconstruction palestinienne.

La politique actuellement suivie par l'Organisation sioniste n'est pas sans rencontrer une certaine opposition. La personnalité la plus représentative de cette opposition est M. Jabotinsky qui a fondé le *parti revisionniste*. Le groupe revisionniste, dont le noyau est concentré autour de la rédaction de la revue *Rassviet*, compte des adhérents dans tous les pays ; ils sont peu nombreux, mais extrêmement actifs.

Le parti revisionniste prétend que le sionisme a perdu, dans l'opinion juive, tout son prestige et apparaît de plus en plus comme un mouvement dépourvu d'efficacité, tant au point de vue pratique qu'au point de vue idéologique.

Le parti revisionniste déclare que la situation qu'il qualifie de déplorable — de la reconstitution palestinienne aurait trois causes principales :

1° L'attitude de passivité politique que l'organisation sioniste toute entière a adoptée envers les autorités admi-

nistratives de Palestine et envers le Gouvernement britannique lui-même.

2° Le caractère précaire d'un système financier basé sur des revenus casuels et sur des procédés sentimentaux, mais négligeant complètement les principes économiques qui doivent présider à toute colonisation progressive.

3° L'incapacité défensive de l'organisation sioniste en matière d'organisation de forces militaires, qui réduit la population juive palestinienne au rang de « juiverie protégée ».

Le Parti revisionniste développe ses critiques avec une très grande richesse d'argumentation, étant donné le talent oratoire de M. Jabotinsky, son talent d'écrivain et, en même temps, sa forte personnalité. Mais, lorsqu'il s'agit de passer de la partie critique à la partie constructive, voici ce que propose le Parti revisionniste :

Une nouvelle offensive politique qui devrait surgir des profondeurs mêmes de la masse juive.

Une action nationale, sur une échelle universelle, en vue d'obtenir l'ouverture de la Palestine et de la Transjordanie à l'immigration et à la colonisation en masse, au profit des dizaines de milliers de Juifs sans foyer, dont les anciens ghettos d'Europe regorgent.

Ce mouvement porterait ses protestations et ses revendications devant tous les gouvernements et tous les parlements, et devant la Société des Nations, par des manifestations publiques de nature à ébranler la conscience mondiale. On créerait ainsi l'atmosphère de pression morale qui amènerait l'élargissement radical du Jewish National Home forçant la puissance mandataire à changer sa tactique.

M. Jabotinsky suggère que cette action politique pourrait peut-être, à l'instar du mouvement chartiste qui eut lieu en Angleterre au siècle dernier, prendre la forme d'une pétition nationale mondiale qui contiendrait les demandes suivantes :

1^o Inclusion de la Transjordanie dans le territoire du Home national ;

2^o Création immédiate des conditions législatives administratives et militaires indispensables pour réaliser l'immigration en masse et la colonisation en deça et au-delà du Jourdain ;

3^o Conclusion d'un emprunt national garanti par la Société des Nations contre le gage éventuel de tout l'avoir juif en Palestine, de tous les terrains réservés à la colonisation, ainsi que d'autres valeurs réelles ;

Un puissant appareil financier devrait être établi au centre même de la politique économique et financière du Sionisme. A cette fin, le versement complet des actions non appelées de la Banque coloniale juive devrait être effectué jusqu'à concurrence de deux millions de livres sterling. La Banque coloniale créerait des succursales dans les principaux centres juifs et en ferait une base pour son développement et sa consolidation ultérieure. Elle se préparerait à devenir l'organe directeur de toute l'activité économique juive en Palestine et à jouer un rôle primordial dans le lancement de l'emprunt national en perspective.

Le soin de maintenir l'ordre en Palestine, au moment actuel et plus particulièrement lorsque la colonisation en masse aura commencé, devrait être confié aux Juifs. Les bataillons juifs qui existaient dans l'effectif de l'armée britannique durant les années 1917-1921 devraient être rétablis et devenir la partie principale de la garnison britannique en Palestine. La jeunesse juive en Palestine et dans la diaspora devrait être préparée à cette fin, par un entraînement et une organisation, tant psychologiques que techniques.

Nous avons tenu à signaler l'existence de l'opposition revisionniste et le terrain sur lequel elle prétend qu'il serait avantageux pour le sionisme de se placer. Il n'entre pas dans les cadres de notre étude de développer les raisons

qui s'opposent à ce que les dirigeants sionistes prennent ces propositions en considération. D'un mot nous pouvons cependant dire qu'elles heurtent de front toute l'attitude jusqu'ici suivie par le sionisme officiel de cordiale entente constante, tant avec le gouvernement anglais que la Société des Nations.

Et il semble que ce soit une question qui se résoud par elle-même dans le sens de la négative que de se demander si le sionisme agressif des revisionnistes est en état d'affronter, pour en modifier les volontés cent fois exprimées, la diplomatie universelle, — qui a accepté le Foyer National Juif tel qu'il est en voie de constitution et n'entend certainement pas, d'ici une époque indéterminée, en élargir beaucoup la conception.

« Une politique de protestations systématiques, à mon avis, déclarait M. le Professeur Weizmann au Congrès sioniste de septembre 1923, ne serait pas justifiée par les faits et serait désastreuse, sinon fatale dans ses conséquences. Elle ne lèverait pas les difficultés, elle ne ferait que les créer. Nous ne gagnerions rien à lutter contre des moulins à vent. »

En ce qui concerne la sûreté éventuelle du territoire, un certain nombre de sionistes pensent qu'elle doit être assurée par les Juifs. A un moment, des légions juives furent organisées, plus ou moins clandestinement, en vue de résister à des attaques arabes.

Les initiateurs de ce mouvement de self-defence prétendaient, pour obtenir le droit de s'organiser ouvertement, que le recrutement de forces juives aurait plus d'importance encore en temps de paix qu'en temps de guerre. Et certains événements du cours des années 1919-1921 semblaient devoir corroborer ce point de vue.

En effet, sans rappeler le détail de tout ce qui a pu survenir depuis 1920, il est suffisant de mentionner les rixes de Jérusalem d'avril 1920, rixes qui n'auraient jamais eu lieu si les quatre cinquièmes du contingent juif n'avaient pas été démobilisés cinq mois auparavant.

De plus, il est indispensable d'avoir des troupes juives en Palestine, prétendaient les sionistes organisés en self-défence, non-seulement pour prévenir les troubles anti-juifs, mais parce qu'il est évident que, de même que le percepteur anglais n'est pas bien reçu lorsqu'il demande à ses concitoyens de tirer de l'argent de leurs poches pour l'établissement d'un Foyer national juif en Palestine, de même il n'est pas très séduisant pour un citoyen anglais de voir ses fils aller courir des risques en vue de soutenir les aspirations sionistes. Il n'y a pas à se faire d'illusions à cet égard ; il faut assurer la défense juive et le plus tôt sera le mieux. S'il survenait un malheur quelconque sur les frontières de Palestine et que les troupes anglaises soient obligée d'intervenir, un ressentiment très violent naîtrait immédiatement dans l'opinion publique anglaise, alors qu'il faut remarquer que le Parti du Travail a toujours donné au sionisme son appui le plus cordial.

D'une façon générale, les sionistes raisonnent de la façon suivante, sur la question d'une organisation militaire privée: il peut arriver en Palestine un incident quelconque avec les tribus bédouines, comme il en arriverait sur les frontières de n'importe quel pays; mais, immédiatement, les ennemis des Juifs diraient que c'est à cause du sionisme et un certain nombre d'actuels Philosémites seraient disposés à le croire. Il suffirait de quelques incidents de ce genre pour amener rapidement l'affaiblissement de la position sioniste. Même à l'heure actuelle, où la Palestine est tout à fait calme, les opposants anglais de la politique sioniste prétendent que le seul moyen pour la Grande Bretagne de soutenir le sionisme, est de maintenir en Palestine une armée imposante et le cri : « Tous les troubles palestiniens sont dus au sionisme » trouve une certaine sympathie dans une partie de la population et deviendrait rapidement dangereux. Il faut dire les choses telles qu'elles sont : si, dans une liste de pertes survenues à la suite d'événements comme ceux auxquels nous faisons allusion, il y avait seulement des

noms anglais ou même indiens, cela porterait un coup à la politique pro-sioniste. A Dieu ne plaise que cette hypothèse se réalise ! Mais, dans ce cas, il faudrait que cette liste contint un certain nombre de noms juifs. Ainsi l'exige non pas la justice, mais une saine politique. Si bien que la création d'une légion juive doit devenir une des revendications capitales du programme du sionisme.

Ce problème politique soulève un problème financier. Les sujets britanniques supportent assez d'impôts et de taxes et ils sont particulièrement irrités par les taxes visant l'entretien de l'armée. Or, le budget de 1921-1922 comprenait 26 millions de pounds pour la Mésopotamie et la Palestine. Evidemment les $\frac{4}{5}$ de cette somme étaient destinés à la Mésopotamie et la partie qui devait être utilisée en Palestine est tout à fait infime. Cependant la protection du canal de Suez nécessite un certain déploiement de force dont le point d'appui est en Palestine. L'importance de la Terre-Sainte comme point d'appui de la défense du canal a été reconnue par plusieurs autorités militaires pendant la guerre ; il ne faut pas oublier cependant que d'autres autorités militaires ont contredit cette opinion. En tous cas, les dépenses militaires palestiniennes sont mal vues en ce moment. La demande de réduction de la force d'occupation est générale en Angleterre.

Evidemment, les Juifs ne peuvent envisager ce problème qu'avec des ressources limitées. Israël n'est pas un état et on ne peut attendre de lui des versements d'argent équivalents à ceux des nations les plus riches du monde, comme l'Angleterre.

Il faut observer également que certains pourraient taire remarquer que des troupes juives stationnant en Palestine serviraient non pas seulement la politique juive, mais les intérêts britanniques. Même en mettant de côté le rôle de la Palestine, considéré sous l'angle de la défense du canal de Suez, le premier devoir de la puissance mandataire en Palestine est la défense de l'ordre public, si bien qu'il faudra

trouver un *modus vivendi* en accord avec les considérations qui précèdent. Il ne saurait être question, pour le sionisme, d'acheter des équipements militaires, des tentes, des munitions, etc. ; mais ce que l'on pourrait envisager, pour commencer, c'est que ce soient les Juifs qui supportent les dépenses d'entretien d'un certain nombre d'hommes. Il y a des milliers de jeunes sionistes qui seraient désireux de s'engager dans un bataillon judéen, même avec une solde inférieure à celle de l'armée anglaise. Remarquons que les frais d'entretien de chaque pionnier civil, engagé dans un travail d'intérêt national tel qu'afforestation, drainage, etc., sont de 5 à 7 livres par mois pour le Keren-hayesod. Ce chiffre peut donner une idée de la dépense qui pourrait être prévue pour l'organisation d'une légion juive.

Il y a lieu de noter que cette institution pourra réaliser en même temps une sorte d'école de pionniers, sans perdre pour cela son efficacité militaire. Enfin, pendant que ces jeunes gens seraient ainsi retenus, ils pourraient apprendre l'hébreu et l'anglais et, au bout d'un certain temps de service, être employés à des travaux d'utilité publique.

On ne doit pas envisager la possibilité d'avoir une forte armée locale payée sur le Trésor public. Ce serait la solution la moins désirable, non seulement actuellement, mais pour l'avenir. La Palestine est un pays pauvre. Tout sacrifice sérieux, en vue d'une dépense militaire, se répercuterait sur les autres chapitres du budget. Enfin, en admettant que le budget palestinien puisse supporter les frais d'une forte armée, cette armée contiendrait une large proportion d'éléments dont la loyauté à l'esprit du mandat serait douteuse.

LES ORGANISMES FINANCIERS

LE KEREN-HAYESOD

La tâche du *Keren-hayesod* est de recueillir une somme fixée primitivement à 25 millions de livres sterling. Cette somme, d'ailleurs, doit être considérée comme un minimum. Que le peuple juif puisse la fournir et même très au delà, cela est certain. Il y a, dans le monde, environ 15 millions de Juifs ; si seulement les deux tiers de ce nombre participent à la fondation du Keren-hayesod ils n'auront pas — et de loin — à verser le dixième de leurs revenus comme il serait cependant obligatoire, d'après l'antique loi d'Israël. La répartition des sommes recueillies sera approximativement la suivante :

a) Un cinquième pour l'achat de terrains et leur préparation à l'usage des colons ;

Le reste divisé en tiers.

b) Un tiers pour des travaux d'utilité publique comme afforestation, drainage de marais, hôpitaux, écoles, logements ouvriers ;

c) Un tiers pour des entreprises de nature commerciale ou industrielle susceptibles de rapporter un intérêt raisonnable telles que : force motrice, irrigation, crédits à l'entreprise ;

d) Un tiers pour l'organisation de l'immigration (abris, hôpitaux, institutions sociales).

Il faut noter que le Keren-hayesod n'est pas une partie de l'organisation sioniste. C'est un organisme absolument indépendant ; ses statuts prévoient qu'il ne pourra jamais

dégénérer en entreprise capitaliste. Autrement dit, c'est une entreprise qui est sans couleur politique, formée uniquement en vue du but de colonisation, et par suite devant rallier l'effort des Juifs de toute opinion. Il est à retenir, néanmoins, qu'il est dirigé par des partisans du sionisme. Bien entendu, les neuf dixièmes des Juifs du monde entier sont partisans de la mise en valeur de la Palestine, mais la volonté des sionistes est : d'abord que cela soit fait par eux-mêmes.

Nous allons passer en revue, avec quelque détail, les projets primitivement édifiés par le Keren-hayesod pour la restauration et la mise en valeur de la Palestine juive. Nous pourrions ensuite, plus aisément, apprécier la partie de ces projets qui, jusqu'ici, a été effectivement réalisée. Un comité d'experts fut désigné, assisté d'hommes d'affaires compétents en différentes branches et le résultat des études de ce Comité a été la publication d'un livret : *Les problèmes de la colonisation d'Eretz-Israel* publié à Londres en 1921.

Le livret présente cette observation préliminaire qu'il a été écrit par certaines personnalités, chacune ayant foi principalement en la pratique de ce qui est de sa compétence, à savoir : ce qui a trait à la colonisation agricole par un « partisan de la charrue », ce qui a trait aux possibilités industrielles, par un partisan de l'école plutôt opposée à des procédés purement politiques, et ce qui touche à la coopération par un adhérent de l'idéal socialiste.

Cette remarque nous explique le ton de grande confiance et d'optimisme de chacun des chapitres de l'étude éditée par le Keren-hayesod.

Le but du Keren-hayesod, déclare le comité, est de permettre aux Juifs de restaurer la Palestine ; il doit encourager l'initiative individuelle. Ni la charité ni la philanthropie ne suffiraient pour cette œuvre. L'exceptionnel effort demandé doit prendre la forme d'une taxe imposée au

peuple juif. De lourds impôts pèsent sur chaque peuple pour des buts de reconstruction nationale. Il n'y a pas d'Etat juif, mais, précisément, il s'agit de savoir si la conscience du peuple juif est encore assez éveillée pour n'avoir pas besoin de contrainte. Les portes de la Palestine sont ouvertes et les clés sont dans les mains du peuple juif.

Et, tout d'abord quelques observations. Les méthodes pacifiques de colonisation des anciens temps doivent subir une importante modification. Autrefois, il fallait plutôt des hommes que de l'argent. Lorsque les premiers pionniers abordèrent l'Amérique ou l'Australie, ils s'étaient peu munis d'argent ; les occupants antérieurs étaient refoulés par des méthodes rudes mais peu coûteuses. Les pionniers bâtissaient leur cabane pour laquelle ils n'avaient pas à payer de loyer ; ils se nourrissaient de gibier, et l'eau était donnée par la nature gratuitement.

La colonisation moderne, en Palestine, doit se développer dans des conditions toutes différentes. Presque chaque pouce de terre doit être acheté, ainsi que les matériaux de construction, lesquels pour la plupart, au surplus, doivent être importés ; la nourriture, jusqu'à ce que la terre rapporte, doit être trouvée par le pionnier et l'eau elle-même, sauf dans certaines parties privilégiées, doit être tirée de réservoirs préalablement remplis.

Cela est souvent oublié par ceux qui critiquent les dépenses de colonisation en Palestine. La colonisation palestinienne doit être, de nos jours, considérée moins comme l'œuvre du pionnier personnellement que celle de l'effort collectif de ceux qui sont derrière lui et le soutiennent. Les uns ont à fournir le travail, les autres l'argent.

Encore ceci : dans tout autre pays les pionniers travaillent pour eux-mêmes. En Palestine, les pionniers prépareront seulement la place pour d'autres. Ce qui explique que la dépense est plus élevée que si les immigrants travaillaient seulement pour eux ; ils devront pratiquer des terrasses sur des collines où ils ne planteront rien

et construire des routes pour des colonies futures ; plus encore : le désir violent du peuple juif de voir la Palestine devenir un foyer d'inspiration nationale amène les immigrants à édifier des écoles, des théâtres, des musées, et même une Université, sur un pied de développement qui, de toute évidence, dépasse les besoins de la population juive actuellement en Palestine. Il ne s'agit pas seulement d'un abri pour pauvres immigrants, mais d'une métropole spirituelle du peuple juif. Une métropole est bâtie par l'effort de tout un peuple et tout un peuple doit en supporter les frais.

Ceci amène à cette autre observation qu'il y aura, dans ce qui sera entrepris en Palestine, des travaux profitables et d'autres qui ne le seront pas. Les travaux d'adduction d'eau, d'irrigation, les emprunts pour l'agriculture, les édifices à construire, tout cela, en quelque façon, peut procurer des revenus ou des dividendes plus ou moins immédiats ; l'afforestation, le drainage des marais, la construction de routes, les établissements d'enseignement, tout cela ne peut « payer » qu'indirectement. Encore faut-il noter que si certaines œuvres ne paient pas de suite, elles se révèlent en réalité comme créatrices du milieu favorable à l'essor juif palestinien et comme des forces véritables dans l'œuvre de colonisation.

Certains ont tendance à penser que ces tâches incomberaient, plutôt qu'au peuple juif, au gouvernement palestinien ; on a été, à cet égard, jusqu'à proposer la suppression de l'Organisation sioniste, et demander que l'œuvre soit accomplie par le Haut-Commissaire et son administration.

Sans doute, une grande partie de l'œuvre de reconstruction est affaire de gouvernement, mais le budget gouvernemental, il faut bien le dire, pendant de longues années encore, sera bien modeste en ce qui concerne les besoins de l'agriculture, des écoles, des hôpitaux, etc. En outre, puisque le Mandat prévoit une large immigration, il doit y avoir un budget gouvernemental établi en conséquence ;

mais, de toute façon, il est évident que la Commission sioniste, prévue par le mandat, aurait à intervenir pour que cette immigration ait lieu sur une certaine échelle.

A ce sujet, il est difficile de dire, dès maintenant, d'une façon un peu certaine, combien d'immigrants pourront être installés en Palestine par des institutions telles que le Keren-Hayesod. Cela dépend, en effet, du coût de la vie, des instruments et machines nécessaires, des matières premières. Aucun de ces prix ne peut être supposé devoir rester stationnaire pendant une période de quelques années. Ceci, surtout en fonction de la crise universelle des changes, qui influe, de toute évidence, sur ce qui est d'abord fondamental, à savoir le prix d'achat de la terre en Palestine. Si toutes choses étaient restées en l'état depuis 1921, et si la cadence des rentrées d'argent qui avait été prévue s'était réalisée, le Comité du Keren-hayesod pensait pouvoir introduire 50.000 Juifs annuellement en Palestine. Pour de multiples raisons ces espérances, d'ailleurs très optimistes, ne se sont pas réalisées. Si elles l'eussent été de 1921 à 1926, il fut entré en Palestine 250.000 immigrants en outre des 70.000 environ qui y étaient déjà, ce qui porterait leur nombre à plus de 300.000, soit une forte proportion de la population palestinienne totale. Le problème palestinien, dans ces conditions, se présenterait sous un autre aspect que celui qu'il a actuellement.

Nous faisons allusion plus haut à l'obligation morale pour tout Juif de participer dans la proportion du dixième de ses moyens, à la reconstruction palestinienne. Il s'agit de l'institution du « Maaser » dont la résurrection a été tentée par l'organisation sioniste.

On comprendra qu'une telle institution devait se heurter à des difficultés sans nombre dans la pratique et que c'était là plutôt un vœu théorique. Cependant, une propagande active a été faite dans ce sens et les promoteurs de cette idée ont essayé de la baser sur l'histoire même du

peuple juif. Il a été établi, par des citations nombreuses, tirées des Ecritures, que le paiement de la dîme était une pratique constante parmi le peuple juif. Nous ne rapportons pas ces citations, qui sont extraites du *Deutéronome*, du *Lévitique* ou du Livre de la *Genèse* ; car il est de toute évidence que le dixième, à ce moment-là, constituait l'impôt public, comme tout peuple en a toujours payé ; mais c'est une autre question d'obtenir le paiement d'un nouveau dixième s'ajoutant à tous les dixièmes que paient déjà, comme citoyens des différents pays, les Juifs épars dans le monde.

Nous relèverons, comme une manifestation curieuse de cet état d'esprit et des résultats qu'il a pu produire, le fait que dans des pays comme l'Italie une propagande habilement menée a fait consentir au principe du Maaser des personnages assez représentatifs du judaïsme italien : non seulement des rabbins, mais des universitaires, des bourgeois aisés, des intellectuels, des commerçants importants se sont engagés à payer la dîme du Maaser.

Les signataires de cet engagement se déclarent profondément convaincus du devoir qui s'impose à tous les Juifs, dans ce moment décisif de leur histoire, de verser la dixième partie de tout ce qu'ils possèdent pour la reconstruction de la Palestine hébraïque et ils prennent solennellement l'engagement de verser au Keren-hayesod, suivant un mode et des conditions déterminées, cette dixième partie de leur capital et de leurs revenus. — De plus, ils invitent tous les partisans de l'idée de la reconstruction de la Palestine à s'unir à eux pour assurer le développement toujours plus large de cette entreprise.

Il faut reconnaître la valeur d'une telle propagande, même faite sous la forme impérative ; car il est évident que celui auquel on demande de payer le dixième de ses revenus et de son capital, même s'il s'exonère de cette obligation, n'en est pas moins moralement tenu de participer, dans une mesure appréciable, à l'œuvre qu'il lui est demandé de soutenir.

Quoique fondé en 1920, le Keren-hayesod ne commence réellement ses opérations que vers le milieu de 1921. C'est, il ne faut pas l'oublier, l'instrument capital pour le développement de la Palestine ; rien de ce qui touche à sa constitution ou à son fonctionnement ne doit donc être tenu pour négligeable. Il y aura une connexité étroite entre le Keren et la *Jewish Agency*, entre la capacité d'action de la première et celle de la seconde institution.

Une question importante était celle de savoir si, puisque les sommes recueillies par le Keren-hayesod sont en partie placées dans des entreprises productives, un intérêt serait versé aux souscripteurs. Le Comité du Keren-hayesod a déclaré que serait examinée la possibilité, en 1927, et non auparavant, de payer un intérêt n'excédant pas 5 %. Le Comité, en annonçant cette décision, avait soin de faire remarquer que, quoique un tel intérêt était possible, l'entreprise ne devait pas être considérée comme essentiellement payante, mais plutôt comme une œuvre de propagande. Les souscripteurs du Keren doivent également, en principe, recevoir un certificat, servant de titre pour le montant de leur souscription. En pratique cette prescription n'est pas toujours suivie. Mais, pour faciliter la tâche des organismes de propagande, il a été décidé que, dans un proche avenir, des certificats seraient régulièrement émis ; la distribution en a commencé en certains pays particulièrement productifs, étant entendu que ces certificats, actuellement, confèrent, plutôt que le droit à un dividende, celui de participer à l'administration du Keren, puisque ces certificats donnent un droit de suffrage.

Un mouvement se dessine pour le transfert, à Jérusalem même, de toutes les administrations centrales du sionisme. Le Keren-Kayemeth (Fonds national juif) y est déjà transféré ; la Conférence de 1922 avait émis le même vœu en ce qui concerne le Keren-hayesod.

Cette même conférence avait émis le vœu que la base du travail de propagande fut celle du Maaser, soit l'obliga-

tion pour tout Juif de verser au sionisme le dixième de ses revenus. Naturellement tout prétendant à un rôle de direction quelconque, dans l'administration du Keren-hayesod, doit remplir cette condition. Mais, très opportunément, le bureau du Keren remarque que « le principe du dixième doit être décidé et maintenu seulement quand et où un certain degré de stabilité économique existe ». Et, aussi, que la propagande faite sur l'obligation du paiement du dixième doit être « progressive ». On ne saurait être plus opportuniste. Les dirigeants de la propagande sioniste, tant celle du Keren-hayesod que celle du Keren Kayemeth, se sont montrés d'ailleurs pendant les dernières années de remarquables positivistes.

La propagande du Keren-hayesod a deux bases également développées ; il y a, d'une part, la publication de livres, brochures, journaux, revues en différentes langues, édités soit par les organismes centraux, soit par les initiatives particulières et répandues ensuite par les groupements. Nous trouvons, dans les comptes-rendus, des chiffres impressionnants quant à la distribution de fortes brochures et de volumes : 75.000 en langue anglaise, 95.000 en yddish, 25.000 en français ; pour une seule année, près de un million en langue allemande.

L'autre base est la propagande orale. Des délégués sont envoyés en chaque pays. Et, comme la grande majorité des administrateurs du Keren-hayesod, outre qu'ils sont des administrateurs habiles, sont aussi des orateurs plus ou moins brillants, mais tous utiles, cette partie de l'effort est grandement féconde. Les premiers rôles sont joués par MM. Weizmann et Sokolow qui, à eux deux, ont fait couler dans les caisses sionistes, par des meetings de masse, où rendait au maximum leur éloquence imagée et directe, des millions de livres sterling. Sans doute ces voyages, organisés avec faste et large publicité, coûtent cher, mais ils produisent beaucoup. La première campagne eut lieu aux Etats-Unis au printemps 1921 pour jeter les bases du

Keren-hayesod ; la seconde durant l'hiver 1921-1922 étendit les bases de la propagande. L'année suivante M. Wegdwood, qui tient une place importante dans la politique travailliste, se rendit aux Etats-Unis comme ami de la renaissance du peuple juif.

La caractéristique du judaïsme américain est dans le fait que ce dernier se considère comme une fraction à part du judaïsme mondial et qu'il a conservé un très vif sentiment pour la terre de Palestine. C'est la raison pour laquelle ont pu être agrégés au mouvement pro-palestinien, des juifs américains, appartenant à toutes les classes de la société, les plus élevées par la fortune ou simplement par l'influence économique ou sociale. Ce qui a été obtenu comme collaboration est considérable, le sera plus encore et n'est rien à côté de ce qui pourrait l'être. L'appoint sérieux, à l'heure actuelle, est donné par des hommes comme M. Louis Marshall, par M. S. Untermeyer, qui peuvent être considérés comme les chefs d'influence du judaïsme américain.

De son début à juillet 1924, le Keren-hayesod américain a reçu 5.800.000 dollars. Les frais divers à déduire sont en général de 18 à 25 %.

Le même procédé de propagande fut poursuivi avec succès au Canada où les résultats obtenus sont rapportés ci-dessous :

Du 1 ^{er} avril 1921 au 31 mars 1922	£ 427.856
— 1922 — 1923	£ 381.700
— 1923 — 1924	£ 466.990
— 1924 — 1925	£ 495.770
— 1925 — 1926	£ 488.250

Au total : £ 2.260.600 en cinq ans.

Il ne faut pas croire que, seuls les pays riches à monnaie stable, versent largement à la caisse sioniste. Tout au contraire, la foi messianique, religieuse ou mystique est plus forte dans les judaïsmes persécutés, partant le désir plus grand de réédifier la Palestine. On verra, au tableau de contribution générale, que les pays à change déprécié ont

donné des sommes qui, même en livres sterling font encore bonne figure.

L'Amérique du Sud a été travaillée sur les plans de l'Europe Centrale. Les procédés doivent être pourtant assouplis aux mœurs du pays visé. Là se trouvent beaucoup de Juifs sephardim c'est-à-dire d'origine espagnole ou méditerranéenne.

La première campagne en Argentine a donné...	240.000 pesos
La deuxième	162.000 —
La troisième	110.000 —

Au total plus de 500.000 pesos (1).

De mars 1923 à mars 1925, £ 35.000 furent recueillies D'importantes souscriptions ont été reçues des autres états Sud-américains. Le Brésil, en deux ans, a fourni. £ 7.300.

En France, un comité fut constitué à Paris sous la présidence de M. le Dr Léon Zadoc Kahn, fils du grand rabbin, qui a laissé dans le judaïsme français un souvenir de respect très profond. La situation difficile des Juifs de l'Europe centrale a été l'occasion de nombreux meetings, où parlèrent, notamment, les orateurs de la Ligue des Droits de l'Homme. La propagande en faveur du Keren-hayesod et de la renaissance palestinienne n'y fut pas poursuivie en se basant sur l'idée de nationalité, ce concept étant inaccessible aux Juifs français, totalement assimilés, mais sur le plan philanthropique ou celui de la création d'un foyer de rayonnement de l'esprit juif au point de vue éthique ou intellectuel. M. de Monzie, M. Painlevé, M. Justin Godart, M. Léon Blum prêtèrent au sionisme français l'appui de leur influence politique. M. Herriot, M. Briand M. Poincaré lui-même donnèrent quelques paroles d'encouragement, tandis que M. Doumergue, président de la République, acceptait la présidence d'honneur du Comité France-Palestine. Ce dernier Comité a permis de susciter un intérêt pour la renaissance palestinienne parmi les non Juifs français.

1. Le peso en avril 1926 a une valeur de 11 à 12 francs français.

L'appui donné par ces notabilités politiques a beaucoup aidé au développement du sionisme français. En général, les israélites français craignaient de laisser suspecter leur attachement à la France, en participant au Foyer National Juif. Le fait que des membres du Gouvernement prirent part à de retentissantes manifestations affaiblit cette crainte.

Quant au rabbinat français, jusque fin 1925 il se tint sur la réserve et sembla ignorer le sionisme, quand il ne le combattit pas. Une conférence rabbinique fut tenue à Strasbourg qui, tout en reconnaissant la valeur judaïque de la reconstruction palestinienne, réservait l'adhésion aux postulats sionistes. Mais, sous la pression des événements, en mars 1926 le rabbinat décida de créer lui-même une œuvre d'aide palestinienne, distincte de toute autre et notamment du Keren-hayesod, et du Keren-Kayemeth. Reste à savoir si l'avenir n'amènera pas la fusion de ces divers organismes, ce qui simplifierait la propagande. Le public français, en effet, peu versé dans les particularités du sionisme, distingue malaisément le Keren-hayesod, fonds général de reconstruction palestinienne, du Keren-Kayemeth, fonds de rachat de la terre.

Cette question de la fusion des divers organismes a été soulevée souvent ; des essais de propagande commune furent tentés à certaines époques, mais l'état major de chaque organisme, comme il arrive souvent, tend à se maintenir, ce qui rend presque impossible un effort commun. Au surplus, les méthodes de chaque groupement étant adaptées à une catégorie de population plus spécialement, ou bien sa propagande se développant à propos d'événements différents, il a été soutenu, souvent avec de bons arguments, qu'une propagande séparée était plus productive qu'une propagande conjointe.

De toutes les régions de France, c'est Strasbourg, l'Alsace et la France de l'Est qui apportent la plus forte contribution. Ce résultat est dû à l'état d'esprit des popula-

tions alsaciennes, où la tradition juive est maintenue beaucoup plus vivace qu'à l'intérieur de la France, en même temps qu'aux efforts d'un état major actif de jeunes sionistes strasbourgeois.

Dans son effort de travailler avec zèle à recruter les sommes les plus élevées, le Keren-hayesod a tenté même de s'établir en Palestine. L'idée était curieuse, mais après tout, s'agissant de restaurer la Palestine sur la base du Maaser, c'est-à-dire du paiement du dixième de son revenu par chaque Juif, on pouvait admettre que les Juifs de Palestine devaient également leur effort personnel. Il ne semble pas que les Juifs de Palestine aient apprécié cette conception, car ils ont assez de difficultés personnelles à surmonter pour être plutôt enclins à laisser le soin de financer l'opération aux Juifs de la Dispersion, ce qui, après tout, est raisonnable.

Quoi qu'il en soit, des bureaux furent établis non seulement à Jérusalem, mais à Jaffa, Haïffa, Tibériade, Safed, ainsi que dans les colonies les plus peuplées. Les sommes recueillies d'octobre 1923 à avril 1925 sont de l'ordre de 6.200 livres égyptiennes, mais avec un pourcentage élevé de frais, puisqu'il atteint environ le tiers de la recette. Le nombre des souscripteurs fut de 8.000.

Voici le tableau général des recettes, par pays, du Keren-hayesod, de sa fondation au 30 juin 1925 :

PAYS	TOTAL
	Livres sterling
1. Etats-Unis	1.162.222
2. Sud Africain	100.999
3. Canada	84.880
4. Allemagne	73.976
5. Pologne (incl. Wilna).....	76.546
6. Angleterre	52.840
7. Roumanie	43.893
8. Tchécoslovaquie.....	38.517
A reporter.....	£ 1.633.873

PAYS	TOTAL
	Livres sterling
Report.....	1.633.873
9. Argentine (incl. Uruguay).....	41.791
10. Hollande	29.286
11. Lithuanie	22.548
12. Bessarabie	15.222
13. Russie (Réfugiés).....	14.604
14. Australie	11.876
15. Bulgarie.....	9.455
16. Galicie Est	10.373
17. Belgique	8.285
18. Brésil	7.509
19. Latvia	8.004
20. France (incl. Strasbourg).....	6.371
21. Yougoslavie	6.091
22. Bukovine.....	6.129
23. Finlande	5.453
24. Mésopotamie	4.269
25. Chili	3.730
26. Tunis	3.160
27. Dantzig	3.356
28. Esthonie	3.105
29. Danemark	2.888
30. Suisse.....	3.127
31. Eretz Israël (Palestine).....	4.276
32. Grèce	2.803
33. Italie	2.239
34. Suède	2.997
35. Norvège.....	2.097
36. Maroc	3.278
37. Transylvanie	2.107
38. Egypte	7.799
39. Algérie	839
40. Indes Est (Singapore).....	805
41. Indes	815
42. Aden	800
43. Sibérie	743
44. Turquie	600
45. Portugal	642
A reporter.....	<u>£ 1.893.271</u>

PAYS	TOTAL
	Livres sterling
Report.....	1.893.271
46. Espagne	353
47. Chine	534
48. Luxembourg	300
49. Gibraltar	270
50. Kenya colonie	125
51. Hongrie	64
52. Pays variés (inclus contributions individuelles).....	248
Total.....	£ 1.895.265

Au 31 décembre 1925, ce total atteignit £ 2.120.315, et, nous l'avons vu, au 31 mars 1926 £ 2.260.000

Quant à la répartition des sommes recueillies, par pourcentage aux divers chapitres du budget palestinien, en voici le tableau :

Agriculture	29,73 %
Education	18,79
Immigration	11,66

Placements :

(Hypothèques sur immeubles : Palestine Electric Corporation, Palestine Land Development Cy, Solel Boneh) (coopérative de travaux publics)	8,88 %
Construction d'écoles à Jérusalem.....	
Artisans'Bank	
Palestine Mining Syndicate.....	8,26
Hygiène publique	
Travaux publics.....	
Administration	7,93
Bureaux hors Palestine.....	4,79
A l'organisation religieuse Mizrahi.....	6,40
Au Keren Kayemeth.....	1,54
Commerce, Industrie, Tourisme.....	1,09
Institut technique Haïffa.....	0,93
Total	100 %

Les fonds du Keren-hayesod vont directement à la reconstruction palestinienne. Rien n'en est distrait pour frais d'administration. Ceux-ci sont couverts par la contribution du shekel. Le budget palestinien proprement dit a été couvert : d'avril à septembre 1922 par £ 150.220 provenant du Keren-hayesod et d'octobre 1922 à mars 1923 — c'est ainsi que se divise l'année budgétaire palestinienne — par £ 142.500.

D'avril 1923 à mars 1925 le total du shekel reçu est de £ 25.172 pour le shekel ordinaire, et pour le shekel-or. £ 3.250. En outre par des contributions spéciales, l'Exécutif sioniste a reçu £ 3.500 ; d'un fonds spécial d'Australie et Nouvelle-Zélande il fut encore reçu £ 9.575. Les dépenses totales de l'administration anglaise pendant les deux années en question sont de £ 40.000.

Les projets de budget palestinien avaient été établis pour 1921-1922 et 1922-1923 de la façon suivante :

	1921-22	1922-23
	£ E.	£ E.
Education	100.000	70.000
Agriculture	225.000	100.000
Hadassah	100.000	45.000
Immigration	70.000	36.000
Travail	70.000	80.000
Station expérimentale	10.000	10.500
Technicum	10.000	3.000
Bibliothèque	3.000	1.500
Administration	25.000	18.000
Dépenses spéciales.....	25.000	9.000
Commerce et Industrie	3.000	9.000
Université	—	1.000
Construction d'écoles	15.000	—
£ E.	656.000	333.000

Mais ces chiffres ne purent être maintenus et furent, à l'exécution, réduits respectivement de 60 % en 1921-1922 et de 70 % en 1922-1923. Les budgets suivants furent éga-

lement laborieux, ce qui amena des non-paiements de gages de fonctionnaires notamment des instituteurs.

Pour donner une idée de ressources d'ordre général mises à la disposition des différents organismes sionistes, tant à Londres qu'en Palestine, nous dirons que, de 1917 à 1921, les recettes totales du Fonds de Restauration furent de £ 878.000. Les recettes totales du Keren-hayesod jusqu'en juin 1924 furent de £ 1.398.000. Les revenus du Fonds National Juif (keren kayemeth) se sont élevés à £ 688.000. Si bien que les recettes combinées de ces trois fonds ont apporté à la Palestine près de 3 millions de livres sterling. On comprend que, s'agissant d'un aussi petit pays et d'économie si primitive, cette somme ait été de nature à constituer un sérieux appoint à son enrichissement et on comprend également qu'il y ait, dans de pareils chiffres, un fort argument en faveur du Foyer National Juif contre les résistances arabes plus ou moins personnellement intéressées chez ceux qui les formulent.

Mais ce n'est pas tout, il y a lieu d'ajouter à ces 3 millions de livres les sommes employées en Palestine par la Jewish Colonisation Association et le Joint Distribution Committee de New-York. On peut affirmer, d'après le rapport de l'Organisation sioniste d'octobre 1924 à la Société des Nations, qu'outre les 3 millions de livres plus haut indiquées, il n'a pas été dépensé moins, de 1918 à 1924, de 1.500.000 livres. Ceci sans compter les sommes importantes placées par diverses entreprises particulières en Palestine ; on peut les estimer également à £ 1.500.000, ce qui porte à 6 millions de livres sterling, le total d'argent étranger, entré en Palestine à la suite de la mise en œuvre du mandat britannique.

Recettes du Keren hayesod
Etat global de

	1921	1922
	£ s. d.	£ s. d.
1. Etats-Unis d'Amérique	172.730,18, 4	265.052,12, 2
2. Afrique du Sud	» » »	25.765, 1, 2
3. Pologne (y compris la Galicie occi- dentale et Vilna)	13.098,19, 2	10.803, 8, 6
4. Canada	30.882, 8,11	15.377, 2, 9
5. Allemagne	13.757, 8, 6	3.488, 3, 3
6. Grande-Bretagne	8.263,13, 6	8.074,11,11
7. Roumanie	54,10,11	3.342, 6,10
8. Argentine (et Uruguay)	11.691,16, 6	4.133, 0, 9
9. Pays-Bas	3.649,17, 6	4.579,19, 7
10. Tchécoslovaquie	4.354, 0,11	10.620,14, 0
11. Lithuanie	1.467,14, 8	2.324,15, 6
12. Bessarabie	6.557,14, 7	1.490,19,10
13. Réfugiés Russes	182, 0, 0	10.300, 0, 0
14. Autriche	117, 8, 0	1.100,17, 4
15. Galicie orientale	236,14, 0	1.946, 9, 5
16. Bulgarie	2.429,19, 6	2.918,19, 4
17. Lethonie	55, 0, 0	863, 3, 5
18. Egypte	» » »	» » »
19. Belgique	» » »	2.273,13, 5
20. Brésil	» » »	3.448,11, 4
21. Palestine	» » »	915, 2, 1
22. France (et Algérie)	» » »	2.467,14, 1
23. Bucovine	» » »	612, 3, 5
24. Yougoslavie	1.842, 3,11	1.397, 1,10
25. Finlande	1.079, 0, 0	512,17,10
26. Chili	13, 5,10	1.729, 3, 9
27. Mésopotamie	4,15,10	1.998, 0, 0
28. Maroc	1.577,18, 1	236,14, 0
29. Esthonie	» » »	575,12, 0
30. Dantzig	» » »	424,10, 4
31. Grèce	1.416, 9, 9	100, 0, 0
32. Suisse	» » »	655,16, 3
33. Suède	769,13, 1	241,17,11
34. Tunisie	19, 7, 3	215,14, 7
35. Danemark	1.269, 5, 9	523,14, 3
36. Transylvanie	» » »	31, 8, 6
37. Portugal	540, 0, 0	» » »
38. Norvège	948,14, 2	88, 2, 5
14 autres pays	1.157,14,11	2.124,19, 0
	280.168,13, 7	392.755, 2, 9
Contributions individuelles pour dé- penses administratives	12.500, 0, 0	2.000, -0, 0
Organisation Internationale des Fem- mes Sionistes (Fonds des Bijoux) ..	1.527, 3, 4	782,10, 0
Keren Hageulah, Palestine	815,14, 5	97, 4, 0
	295.011,11, 4	395.634,16, 9

(fonds de reconstruction)

921 à 1925

1923	1924	1925	Total au 31 décembre 1925
£ s. d.	£ s. d.	£ s. d.	£ s. d.
301.045,15, 0	285.573,16, 8	266.689, 0, 4	1.291.092, 2, 6
14.875, 0, 0	41.307,15,11	26.173, 6, 0	108.121, 3, 1
8.489, 1, 2	22.000,19, 0	39.904,15, 8	94.297, 3, 6
18.600, 6,11	14.399,18, 0	6.761, 3, 0	86.020,19, 7
10.164,19, 0	23.742,14, 2	32.691, 7,10	83.844,12, 9
11.106,19, 8	8.801, 4, 7	21.248,13, 5	57.495, 3, 1
9.004,15, 9	16.818,12, 0	19.753,18, 9	48.974, 4, 3
10.205,19, 2	8.260, 3, 8	11.754,18, 0	46.045,18, 1
16.134,16, 6	1.598, 5, 3	16.662,12, 9	42.625,11, 7
12.584,13, 2	6.620,12, 7	7.817, 9,10	41.997,10, 6
8.711, 5, 4	7.492, 7, 3	4.055, 5,10	24.051, 8, 7
3.037, 0, 0	2.067,12, 3	2.827,14,11	15.981, 1, 7
3.769, 3, 4	353,12,11	» » »	14.604,16, 3
3.383, 2, 1	3.849, 5, 4	5.439, 3, 5	13.889,16, 2
1.512,17, 4	3.339,17, 0	4.888,16, 6	11.924,14, 3
1.303,12,11	2.649,12, 3	2.077,17, 6	11.380, 1, 6
2.089,13, 7	3.116,13, 2	4.273,19, 1	10.398, 9, 3
» » »	160, 0, 0	9.013,18, 3	9.173,18, 3
3.178,18, 1	2.427,18, 2	1.260,10, 6	9.141, 0, 2
2.200,15, 4	1.652, 9, 8	877,13, 8	8.179,10, 0
202,17,11	1.147, 5,10	5.737, 0, 0	8.002, 5,10
2.494, 5, 3	1.583,13, 0	1.177, 7, 4	7.722,19, 8
1.740,18, 1	1.784, 2, 1	3.476, 2, 8	7.613, 6, 3
1.341,10, 4	1.499, 9, 1	702, 4, 8	6.782, 9,10
1.573, 0, 0	1.346, 3,10	1.931,19, 6	6.443, 1, 2
1.627, 0, 6	211, 9, 8	1.454, 1, 6	5.035, 1, 3
1.350, 0, 0	613, 0, 9	403, 5, 0	4.369, 1, 7
16, 0, 0	111, 3, 6	2.266,12, 0	4.208, 7, 7
1.813,11, 4	264,14, 4	1.228,19,10	3.882,17, 6
1.213, 1, 2	1.221,14, 6	940, 8, 8	3.799,14, 8
754,14, 8	225, 0, 5	992, 5, 8	3.488,10, 6
928,12, 1	923,16, 5	898,11, 3	3.406,16, 0
335,12, 5	634, 2, 1	1.288,10, 7	3.269,16, 1
2.135, 7, 3	682, 6,10	211, 1,10	3.263,17, 9
280,16, 9	566,17, 2	542,12, 8	3.183, 6, 7
357,11, 9	961,17,11	1.805,13,10	3.156,12, 0
» » »	» » »	1.927,14, 1	2.467,14, 1
300,14, 2	373,19, 2	421, 0, 6	2.132,10, 5
2.364, 6, 3	1.748, 6, 3	1.452,16, 9	8.848, 3, 2
462.228,13, 3	472.132,14, 8	513.030,13, 7	2.120.315,16,10
1.500, 0, 0	» » »	» » »	16.000, 0, 0
243, 6, 0	75, 4, 3	112, 2, 5	2.740, 6, 0
3.453, 1,11	838, 4, 7	110,18, 8	5.315, 2,11
467.425, 1, 2	473.046, 3, 6	513.253,14, 0	2.114.371, 5, 9

LE FONDS NATIONAL JUIF KEREN-KAYEMETH

Le Fonds National Juif (*Keren Kayemeth Leisrael*) a été fondé pour procéder à l'achat de la terre du Foyer National Juif. Il l'acquiert en propriété inaliénable pour le peuple juif.

L'idée première de la création de ce Fonds date de 1897, mais son existence date de 1901. On comprend que, jusqu'à la guerre, et avant l'institution du Foyer National Juif, les sommes recueillies par le Keren Kayemeth ne peuvent être comparées à celles recueillies depuis la Déclaration Balfour. Elles s'élevaient tout au plus à quelques centaines de milliers de francs jusqu'en 1914.

Les procédés employés par le Keren Kayemeth pour recueillir des fonds sont extrêmement variés et conformes à la psychologie de chaque partie du public visé. Le Keren Kayemeth n'a pas de minimum de souscription ; il recueille toutes les sommes, même les plus minimales. En général il saisit tout événement de la vie privée, toute cérémonie, toute fête pour se présenter et demander une obole pour Eretz-Israël.

Des timbres-vignettes ont été créés, dont, pendant un temps, l'usage a été assez répandu. Des « journées » ont été organisées.

Toute une littérature a été lancée qui vante les beautés de la Palestine ; des prospectus proposent l'achat de terrains ; des diplômes sont distribués aux souscripteurs. Certains, qui versent une somme importante, sont inscrits dans *le livre d'or de la Renaissance palestinienne*.

Le système des tirelires, déposées à domicile par le Keren Kayemeth, a été généralisé, car il s'est montré très productif. A toute occasion une légère obole est mise dans la tirelire du Fonds national juif par les enfants, la femme ou le chef de famille. Et, quand on sait que le contenu de la tirelire va être relevé, on y ajoute encore quelque menue mon-

naie par amour-propre. En 1921, le nombre de tirelires était de 275.000, en 1925 il était de 675.000, soit une augmentation de 400.000 en quatre années. Dans certains pays de l'Europe orientale, le contenu des boîtes est relevé, non pas seulement trois ou quatre fois par an, mais mensuellement. La participation financière de la famille juive devient ainsi une véritable habitude.

A ces procédés, s'ajoutent ceux des ventes, bazars, expositions de produits palestiniens, etc... L'amour de la danse, qui s'est universalisé, n'a pas laissé d'avoir sa répercussion dans les caisses sionistes. A Paris même, ces réunions ont paru tout d'abord assez profitables pour être répétées, — mais leur multiplicité a ensuite affaibli leur rendement. Les dames juives de France ayant adopté l'école d'agriculture de jeunes filles de Nahalal, ont pu, par deux fois, réunir des sommes de 30 à 35.000 francs.

Dans certains pays, la jeunesse a été embrigadée pour organiser des quêtes dans toutes les occasions où s'assemblent les Juifs. Et c'est un point d'honneur, pour les organisateurs du Keren Kayemeth, d'augmenter sans cesse le rendement de la collecte. Des hommes très dévoués forment les cadres de la direction centrale qui est actuellement à Jérusalem.

Nous résumons ci-dessous le rapport fait au Congrès de Vienne en août 1925 par l'Exécutif sioniste en ce qui concerne les achats de terres de différentes sortes et les travaux exécutés par le Fonds National Juif (Keren Kayemeth).

Au Congrès de 1923, le Fonds indiquait posséder 9.108 hectares. En juin 1925, il en possédait 15.152 dont 1.000 seulement environ en terrains urbains. Mais des négociations engagées doivent porter la propriété totale à près de 19.000 hectares. Le principe, généralement appliqué dans la politique d'achat, est d'agrandir les installations déjà faites, d'acquérir des terrains urbains et de concentrer les achats ruraux sur les mêmes points. La politique d'achat

de terres urbaines a été commandée par le caractère des nouveaux immigrants qui, possédant des moyens financiers plus ou moins appréciables, se dirigent vers l'industrie plutôt que l'agriculture. La politique de concentration de la terre achetée a permis de tracer dans la plaine d'Esdrelon une ligne presque ininterrompue (elle l'est en trois endroits seulement) de l'ouest de Nahahal à l'est de Nouris, sur une surface d'environ 11.000 hectares, qui seront bientôt portés à 15.000.

Les terres urbaines, acquises par le Fonds National Juif, qui mesuraient en 1923, 1.149.200 pics (le pic mesure 0 mq. 56) ont été portées à 1.620.000 pics à Jérusalem, Jaffa, Haïffa.

Le Fonds National Juif n'a pas seulement acquis de la terre, ce qui est sa destination essentielle, il a continué les travaux d'amélioration, il a drainé, creusé, canalisé, arrosé, pourvu d'eau plus de 100.000 mètres carrés de terre ; il a complètement fait disparaître la malaria de plusieurs régions, notamment à Nuris, améliorant par le fait même, non-seulement ses propres terres, mais les terres arabes voisines. C'est là un gros point dont la justice impartiale doit tenir compte, lorsque le bilan du pour et du contre est fait au point de vue arabe.

La plantation d'arbres a été activement poussée ; 300.000 arbres ont été plantés en deux ans dans neuf colonies, sur lesquelles la commission forestière a constaté seulement deux insuccès (notamment à Nahlat Yehouda où une tentative d'arrêt de dunes glissantes avait été faite par la plantation d'arbres).

Nous n'hésitons pas à donner les chiffres ci-dessous, qui sont plus éloquents que tout commentaire, pour montrer l'effort d'amélioration de la terre palestinienne réalisé par le Fonds national Juif de 1921 à 1925 :

Soit en achat de terres rurales, en amélioration des mêmes, en achat de terres urbaines, en construction de fermes et de locaux pour femmes adonnées à l'agriculture,

en travaux d'adduction d'eau, en plantations ou en prêts
l'agriculture, le Fonds national Juif a dépensé :

En 1921	£ 146.300
En 1922	182.200
En 1923	140.000
En 1924	106.000
Et au 31 mars 1926.....	66.000

On conviendra que c'est là une œuvre considérable, s'appliquant à un pays de petite surface, où toute création répercute sur l'économie entière du pays.

Recettes du Keren Kayemeth de 1902 à 1922

1902-1903-1904	41.300
1905	9.500
1906	10.100
1907	9.700
1908	13.700
1909	20.200
1910	21.200
1911	27.100
1912	29.500
1913	40.600
1914	29.800
1915	25.500
1916	37.300
1917	64.500
1918	86.300
1919	130.700
1920	161.300
1921	128.900
1922	72.600
	£ 959.800

Encaissements du Keren Kayemeth
par pays d'origine du 1^{er} décembre 1923 au 31 mai 1925 (1)

PAYS	Du 1. X. 23 au 31. V. 24 £ E.	Du 1. X. 24 au 31. V. 25 £ E.
Afrique du Sud	3.422.880	4.193.598
Allemagne	7.906.832	14.898.449
Angleterre	7.415.334	10.800.520
Argentine	2.129.039	3.540.702
Australie	2.635.373	1.584.473
Autriche	1.178.899	1.448.193
Belgique	1.573.746	1.015.742
Brésil	369.925	511.043
Bulgarie	969.913	631.740
Canada	3.316.128	2.762.373
Chili	117.—	351.—
Chine : (Honkong)	»	54.076
— Shanghai	2.631.771	81.858
Charbin	362.723	25.480
Danemark	113.405	78.998
Divers	458.451	339.072
Egypte	161.600	142.625
Eretz-Israël	2.575.728	4.600.908
Espagne	13.800	6.182
Esthonie	128.371	70.028
Etats-Unis	25.644.362	36.045.883
Finlande	111.141	179.527
France	346.337	206.476
France (Est de)	933.775	640.983
Grèce	714.579	2.169.131
Hollande	551.298	2.021.992
Hongrie	10.609	»
Indes Britanniques	31.190	1.950
Indes Néerlandaises	105.196	88.862
Italie	1.323.749	1.510.382
Japon	»	15.639
Lettonie	590.145	2.241.461
Lithuanie	2.870.037	4.975.497
Maroc	18.824	38.223
Mésopotamie	1.077.980	173.555
Mexique	»	9.890
Norvège	21.132	31.053
Nouvelle-Zélande	2.088.451	1.095.850
Philippines	105.140	»
Pologne :		
Cr. Cracovie	169.347	3.960.633
Cr. Lwow	2.187.856	9.229.957
Cr. Varsovie et Vilna	2.869.776	30.006.568
Roumanie :		
Cr. Bessarabie	993.668	2.323.432
Cr. Bukovine	571.709	1.670.012
Cr. Transylvanie	223.640	1.068.249
Cr. Vieille Roumanie	2.958.454	4.712.416
Singapore	346.125	146.250
Suède	121.587	42.444
Suisse	1.260.904	886.418
Tchéco-Slovaquie	3.674.120	5.258.197
Tunisie	246.607	41.124
Turquie	23.770	0.511
Yougoslavie	923.047	854.014
Dons individuels	»	487.500
Keren Hayessod	»	974.855
Legs et testaments	»	2.240.154
Total	90.593.471	162.486.139

1. Pour ces mêmes pays, les recettes de janvier 1926 sont de : £ E. 21.774 et pour février, de 22.085.

L'IMMIGRATION JUIVE

Il est intéressant d'examiner de quelle façon, en ce qui concerne l'immigration, les organisateurs du Keren-hayesod se représentaient sa réalisation possible, en 1921, au début de l'activité du Keren.

La Conférence de l'organisation sioniste, tenue à Londres en 1920, avait établi le plan d'action du Département d'immigration de l'Organisation, institué un bureau central en Palestine, avec des filiales dans chaque pays et des bureaux de port dans toutes les contrées à travers lesquelles les immigrants devaient passer avant d'arriver aux ports de Palestine.

Il était prévu que tout un système d'informations serait organisé dans chaque pays d'où pourraient partir des émigrants. Des brochures, des tracts, des bulletins seraient édités ; des conférences seraient faites ; des lettres personnelles seraient adressées à tous ceux qui demanderaient des renseignements ; des articles seraient publiés dans la presse, une publicité systématique de la situation de la Palestine serait faite constamment, donnant les conditions du travail, les offres et les demandes de situations dans les différentes corporations, le prix de la vie, le tout afin que l'émigrant connaisse exactement ce qui l'attendait lorsqu'il arriverait en Palestine.

Il est de toute évidence que ce système de large information était la première base de l'organisation d'une immigration pratique. Le Bureau d'immigration devait ensuite faciliter le travail des immigrants en Palestine, en ce sens que certains pouvaient y continuer la profession

qu'ils exerçaient précédemment et que d'autres, au contraire, devaient acquérir la possibilité d'exercer une autre occupation. Dans ce but, il devait être institué des organisations de perfectionnement technique, qui prendraient en charge les émigrants entre le moment de leur inscription et celui où ils partiraient pour la Palestine. Ceci devait fonctionner spécialement en ce qui concerne le travail agricole, afin d'avoir des travailleurs pouvant se rendre véritablement utiles. Des stages d'adaptation étaient prévus en ce qui concerne le travail de jardinage. Une instruction technique devait être également dispensée, afin d'obtenir le concours d'artisans et de travailleurs compétents.

On devait instituer, en outre, un enseignement de la langue hébraïque ; — enseignement rudimentaire pour ceux qui ignoraient totalement cette langue, tandis que ceux qui en avaient déjà des notions devaient se perfectionner de façon à pouvoir parler l'hébreu de façon courante.

Le Bureau d'Immigration devait diviser les immigrants en groupes correspondant à leurs spécialités : tailleurs, corbonniers, charpentiers, travailleurs agricoles, jardiniers, vignerons. Ces groupes devaient être réunis non seulement par un lien corporatif, mais encore par un lien d'origine quant à la ville dont ils provenaient. Les avantages de ces groupements sont évidents. La préparation pour le voyage est rendue plus aisée ; les voyageurs ont le bénéfice d'une aide mutuelle, d'un appui moral et d'une mutuelle connaissance. Ils nouent ainsi des relations qui, dans l'avenir, peuvent leur être utiles et peuvent constituer un avantage économique.

La construction d'abris pour les immigrants était prévue dans les grandes villes et dans les ports, de façon à fournir, dans des conditions avantageuses, la nourriture et le logement. L'attention était appelée sur la nécessité d'éviter aux immigrants les souffrances qu'ils eussent endurées par suite d'un arrêt prolongé pour attendre l'obtention des

passesports, le change de la monnaie, etc. On sait combien, à l'occasion de ces opérations, les émigrants sont exploités par des agents sans scrupules qui les humilient de toutes les façons et qui les démoralisent. Seule, la construction d'abris ouverts à l'immigrant peut remédier à ces mauvaises conditions. Il devait en être immédiatement construit à Odessa, à Trieste, à Constantinople. Ce qui était encore à prévoir, c'était l'examen médical des immigrants. Parmi les malades éventuels, il fallait essayer de séparer ceux qui sont curables et ceux qui ne le sont pas ; il fallait éviter le transfert de tuberculeux. De même, il était à prévoir d'écarter un certain nombre de candidats indésirables.

L'organisme d'immigration devait représenter, en toutes circonstances, les immigrants devant les Autorités, afin d'aplanir tous les obstacles légaux ou administratifs qui se dresseraient devant eux.

Des arrangements devaient être pris avec les compagnies de chemins de fer ou de navigation, de manière à obtenir les tarifs les plus réduits et ce, dans l'intérêt même des Compagnies ; car le Bureau d'immigration pouvait grouper les immigrants au mieux des services maritimes. De même, l'Organisation pouvait surveiller les conditions sanitaires à bord, ce qui est d'une très grande importance, tant au point de vue moral qu'au point de vue physique.

Le Bureau d'immigration prévoyait l'assistance aux immigrants, pendant une certaine période, même après leur arrivée en Palestine ; car les premières dépenses faites d'une façon inconsidérée pouvaient amener la dilapidation rapide du petit patrimoine de chaque immigrant.

La question capitale était, ensuite, de trouver du travail pour l'immigrant. Le Bureau d'immigration devait être tenu constamment au courant des conditions du travail, du chômage, des institutions sociales et des institutions d'assistance existantes. Il devait connaître le nombre de travailleurs de toutes qualités qui pouvaient être envoyés dans telle ou telle direction. Il fallait, à cet égard, prévoir

le moins de temps perdu pour chaque immigrant. La construction d'hôtels était envisagée dans les ports de Palestine, des constructions pour le Service médical, etc., tout cela semblait devoir engager une dépense totale de £ 350.000 pour la première année.

Evidemment, on pouvait se demander si ce n'était pas une tâche incombant au budget gouvernemental que de résoudre tous les problèmes de l'immigration palestinienne ; mais, de toute évidence aussi, il était de l'intérêt de l'Organisation sioniste de prendre en mains, dans toute la mesure du possible, la direction de cette immigration en vue de surveiller les conditions d'absorption les meilleures pour le pays. Une telle conduite, qui serait raisonnable dans tous les pays, l'est plus encore étant donnée l'exiguïté des ressources actuelles de la Palestine. Tout cela faisait que, quelles que soient les modalités qui pouvaient intervenir dans l'avenir, l'Organisation sioniste envisageait d'avoir toujours à supporter une large part du budget d'immigration palestinienne.

Voilà quel était l'état d'esprit de l'Organisation sioniste dans son examen théorique du problème de l'immigration. Il faut reconnaître que le plan ainsi établi a été à peu près suivi, — en s'accommodant naturellement, aux limites budgétaires.

En fait, dès avant même que la guerre eût touché à sa fin, de nombreux jeunes juifs et juives, en Europe orientale et d'ailleurs, à la suite de la Déclaration Balfour, se préparèrent à émigrer en Palestine, dès qu'ils pourraient y obtenir admission. Dans la plupart des cas, ils désiraient cultiver la terre. Le plus grand nombre étaient citadins ; certains étaient sur le point d'entrer dans les Universités ou d'adopter une carrière libérale ; mais ils commencèrent à faire leur apprentissage agricole et à s'habituer aux durs travaux manuels. C'est de ces Halutzim (pionniers) qu'on a tiré la masse des premiers immigrants. Les Halut-

zim ont continué à affluer et à constituer le fondement de la population juive d'après-guerre. Aux immigrants de cette catégorie, est venue s'ajouter une autre catégorie importante, constituée par de petits ouvriers et artisans, dont quelques-uns possèdent un certain capital et l'expérience nécessaire à leurs diverses occupations. Ils sont pères de famille, et, pour la plupart, finissent par trouver à gagner leur vie dans les villes. D'autres types d'immigrants sont représentés par les hommes d'affaires par des personnes ayant des revenus personnels, ainsi que par de nombreux parents et amis de personnes déjà établies en Palestine.

Les principaux centres d'émigration ont été, jusqu'à présent, Varsovie, Kowno, Riga, Lemberg et Bucarest, et nombre de transmigrants passent par Constantinople, Vienne, Berlin et Czernowitz. Dans toutes ces cités, également à Trieste et à Galatz, où s'embarque la majorité des immigrants, l'Organisation sioniste a ses bureaux palestiniens, soutenus par le Keren-hayesod. Les principales attributions de ces bureaux sont d'enregistrer et d'examiner les émigrants qui se présentent ; de surveiller l'apprentissage de certaines classes d'agriculteurs ; d'aider les immigrants de toutes catégories en leur donnant les renseignements utiles et en leur facilitant les formalités nécessaires ; et, enfin, de choisir les émigrants qui vont occuper des places disponibles sur le marché du travail en Palestine, en conformité avec les permis accordés par le Gouvernement de Palestine à l'Exécutif sioniste de Jérusalem, et distribués par l'Exécutif dans les divers centres d'émigration. Dans certains cas, les Bureaux palestiniens sont également appelés à donner une assistance matérielle aux émigrants sans ressources, et des dispositions ont été prises, là où elles se sont avérées nécessaires, pour loger les transmigrants.

Une fois débarqués en Palestine, les immigrants relèvent des Bureaux d'immigration de l'Exécutif sioniste à Jaffa, Haïfa et Jérusalem. Ces Bureaux aident les immigrants

à remplir les formalités nécessaires à leur débarquement et les font passer par les Douanes et les Services de désinfection. Les immigrants sont alors conduits dans des camps ou des hôtelleries, où ils sont logés et nourris jusqu'à ce qu'ils trouvent du travail. En cas de besoin, les immigrants reçoivent de petits prêts pour les achats d'ustensiles et autres emplettes similaires.

Une des tâches les plus importantes de l'Agence juive a été d'intégrer les immigrants dans la vie économique du pays en leur trouvant du travail productif.

La population juive de l'Europe Orientale et Sud-Orientale, a fourni, d'après les chiffres officiels, 6.769 immigrants sur 7.844 en 1922, et 6.216 sur 7.421 en 1923. D'autre part, on constate une immigration appréciable et croissante de Juifs venus de diverses parties de l'Orient, constituant 9,5 % du total de 1922, et atteignant 11,4 % en 1923.

Parmi les immigrants de la fin 1925 et début 1926, se trouvait une grande proportion de gens classés comme aisés. venus en Palestine dans l'intention arrêtée d'acheter des fermes et de s'y établir. Ce désir d'acquérir des propriétés rurales est manifeste, même parmi les immigrants qui arrivent des villes. A cet égard, la situation, en Palestine, reflète un phénomène qui est visible dans beaucoup de parties de l'Europe orientale et centrale, où les Juifs citadins éprouvent un croissant désir d'abandonner une vie qui ne leur offre aucune perspective et d'en commencer une nouvelle à la campagne.

Les statistiques officielles révèlent que 12.856 immigrants juifs se sont établis en Palestine en 1924, contre 7.421 en 1923. Au cours des six premiers mois de 1925 — les chiffres des mois suivants ne sont pas encore publiés — le nombre total d'immigrants a été de 15.821 qui, à part une proportion insignifiante, étaient tous Juifs.

Le nombre total d'émigrants qui ont quitté la Palestine, en 1924, est officiellement évalué à 2.500 environ. Les chiffres détaillés n'ont été publiés que pour le second se-

mestre, et indiquent 1.111 émigrants, dont 507 Juifs, comprenant 212 résidents d'avant-guerre, et 295 colons d'après-guerre. On peut donc évaluer à 1.000 le nombre total de Juifs (y compris les résidents d'avant-guerre) qui ont quitté la Palestine en 1924, contre 3.466 en 1923. Durant les six premiers mois de 1925, les statistiques officielles accusent 632 émigrants juifs, dont 356 résidents d'avant-guerre.

Le nombre total d'immigrants juifs qui se sont installés en Palestine depuis l'occupation britannique jusqu'au 31 mai 1925 est approximativement de 55.000, sans compter environ 5.000 résidents d'avant-guerre qui sont maintenant revenus à leurs foyers. En avril 1925, la population hébraïque de la Palestine était officiellement évaluée à 108.000 contre 83.794 au recensement d'octobre 1922, et 55.000 environ au moment de l'armistice (1).

D'après le système des contingents, actuellement en

1. Le tableau ci-dessous montre les chiffres de l'immigration juive aux Etats-Unis comparés aux chiffres de l'immigration palestinienne :

	Etats-Unis	Palestine
Octobre 1924	854	1.000
Novembre 1924	1.204	1.859
Décembre 1924	1.151	1.726
Janvier 1925	945	1.762
Février 1925	972	1.860
Mars-avril 1925	1.760	6.815
Mai-juin 1925	1.640	7.330
Juillet 1925	627	2.779
Août 1925	792	3.586
	<u>9.945</u>	<u>28.717</u>

On voit d'après ce tableau que la Palestine a reçu, au cours de l'année passée, cinq fois autant de Juifs que les Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

Un autre grand pays d'immigration juive était le Canada. On ne possède pas encore les chiffres exacts pour l'année d'octobre 1924-septembre 1925, puisque le nombre de Juifs immigrant par New-York, Vancouver et Victoria n'est pas connu. Par les trois plus grands ports de Québec, Saint-John et Halifax, sont entrés cette année 2.696 immigrants juifs et le nombre total des immigrants juifs pour le cours de cette année, atteindrait environ 4.000, c'est-à-dire moins qu'il n'y a eu d'immigrants en Palestine dans le seul mois de juin, 1925.

vigueur, le nombre de personnes de la classe ouvrière qui peuvent obtenir des visas pour la Palestine est très limité. Le nombre des demandes enregistrées par les bureaux palestiniens dans les principaux centres d'émigration pendant les douze derniers mois, a toujours été trois ou quatre fois supérieur au nombre de permis accordés. Les bureaux palestiniens, tenus bien au courant de la situation économique en Palestine, ont ainsi un vaste champ de recrutement pour choisir les candidats les plus aptes à satisfaire aux demandes variables de main-d'œuvre.

Les immigrants ont toutes facilités pour acquérir l'instruction professionnelle dans leur pays d'origine et après leur arrivée en Palestine. Grâce à l'Organisation Hehaluz « Pionnier » placée sous le patronage sioniste, des milliers de futurs colons ont pu faire leur apprentissage agricole ou industriel. L'Organisation Hehaluz qui a de nombreuses filiales dans diverses parties de l'Europe, a actuellement environ 4.000 membres des deux sexes qui suivent ses cours ; 10.000 de ses membres se sont déjà établis en Palestine. Elle entretient ses propres fermes-écoles en Pologne, en Lithuanie, en Roumanie, en Allemagne, et en d'autres parties de l'Europe orientale et centrale. De plus, en vertu d'arrangements conclus avec des propriétaires fonciers juifs dans diverses parties de l'Europe, ceux-ci acceptent ses membres comme élèves. L'Organisation Hehaluz entretient aussi un certain nombre d'ateliers où elle donne un enseignement préparatoire à l'exercice des métiers du bâtiment, de la mécanique, de l'ébénisterie, etc...

En Palestine même, l'Organisation sioniste a fait des arrangements en vertu desquels des groupements organisés d'immigrants peuvent recevoir un enseignement pratique en agriculture, dans l'un ou l'autre des établissements juifs. En 1924-1925, trente de ces groupes, ont ainsi fait leur apprentissage. L'Organisation sioniste entretient aussi trois fermes-écoles pour femmes dans diverses parties de la Palestine. L'Organisation sioniste internationale

pour femmes a fondé une école d'agriculture à Jaffa et, en 1925, la même organisation a ouvert une école similaire à Nahalal dans la vallée de Jesreel. Cette institution fournit un enseignement de trois années dans toutes les branches de l'agriculture convenant aux femmes. Un cours d'éducation agricole de trois années, pour les jeunes gens entre quatorze et dix-huit ans, est donné par l'école Mikveh-Israël près de Jaffa, laquelle est entretenue par l'Alliance israélite universelle.

Si la population totale agricole de Palestine forme 18 % de son total et compte 22.000 personnes et si, de toute évidence, ce résultat donne une situation infiniment préférable à celle des Juifs de la Dispersion, il n'en est pas moins qu'un tel chiffre est loin de satisfaire l'Organisation sioniste, spécialement étant donné le développement continu du nombre d'immigrants urbains. De plus, le nombre des installations de propriété privée augmente sans cesse par rapport à celles du Fonds national juif. Des 90.000 hectares en possession de mains juives, 15.000 appartenaient en 1925 au Fonds national juif, 30.000 à la Palestine Jewish Colonisation Association (Pica) et 45.000 à des sociétés privées ou particuliers. Ce n'est donc pas une réalisation suffisante du programme entrevu lors de la fondation du Fonds national juif : la propriété de la terre juive au peuple juif à titre d'entité juridique ou de personne morale. Il faudra que ceci soit modifié pour que l'aspect économique agraire de la Palestine juive soit sensiblement différent de ce qu'il est en tous pays.

Dès 1919, quand les portes de la Palestine furent ouvertes à l'immigration, le besoin de construction d'habitations était évident. Les loyers étaient plus élevés à Haïffa, à Jaffa et à Jérusalem qu'à Paris et à Londres. Les quelques locaux qui étaient disponibles dans les maisons nouvellement construites étaient loués bien avant d'être achevés et les loyers devaient être payés deux ou trois ans à l'avance.

Or, il est arrivé, depuis cette époque, des dizaines de mille

immigrants. Le flot de l'immigration continue toujours sans interruption, si bien que le manque d'habitation a revêtu une forme calamiteuse. Le montant des loyers s'est considérablement élevé et on peut considérer que le loyer d'un local à Jaffa est le double de ce que serait le loyer d'un local équivalent à Londres.

Des efforts énormes ont été tentés pour abriter les nouveaux arrivants. Des baraques de guerre ont été temporairement élevées pour servir d'abris ; mais elles ne réalisent ce but que dans des conditions très peu satisfaisantes.

La conséquence de ces mauvaises conditions d'habitation est le développement de la malaria et des autres maladies infectieuses parmi les immigrants. Il est de toute évidence que la continuation d'une immigration, sans une augmentation correspondante de maisons construites, est impossible.

Le taux élevé des loyers est la principale cause de la cherté de la vie en Palestine et de l'élévation des salaires juifs.

Pour maintenir un niveau raisonnable du coût de la vie, il est évident qu'on doit mettre à la disposition de chaque famille de 5 personnes, au moins deux ou trois chambres, avec une cuisine et une salle de bains. L'expérience a montré que ce qui donne le mieux satisfaction, c'est la construction de petites maisons pour une ou deux familles ; mais si l'on admet ce point de vue, il faudrait construire plusieurs milliers d'habitations.

On peut envisager que, par des constructions en séries et par l'adoption de méthodes modernes, on pourrait réduire le coût de la construction. Cependant, il faut prévoir à cet égard une dépense de plusieurs milliers de livres sterling. Encore faut-il ajouter au prix de la construction le prix du terrain sur lequel ces maisons seront élevées.

C'est en vue de remédier à cette situation qu'ont été constituées à Londres l'Anglo-Palestine Buidling, la Palestine

silicat C^o, pour la production des briques de silicate et d'autres sociétés pour la production du ciment genre Portland.

La question de la construction des locaux nécessaires aux fermiers, colons et ouvriers, a été, on l'imagine, l'objet d'études sérieuses et prolongées par différentes commissions techniques de l'Organisation sioniste. Il s'agit d'abaisser le prix de construction le plus possible en standardisant, en groupant les achats de matériaux, etc...

Une catégorie d'ouvriers, les yéménites, ont rendu aigu le problème de l'habitation. Pendant des années, ces pauvres Juifs yéménites, attirés vers le Foyer National, n'ont trouvé comme abris que des baraques faites avec des bidons de pétrole américains posés les uns sur les autres. Le fait d'agglomérations humaines vivant dans de telles conditions était extrêmement pénible. Finalement, des maisonnettes ont pu être construites pour un certain nombre de familles yéménites, notamment près de Richon-le-Zion, mais ces maisons sont au nombre de quelques dizaines, alors qu'il en faudrait plusieurs centaines. L'état précaire dans lequel vivent les yéménites avait amené notamment une mortalité infantile qui s'éleva, à la colonie Rehovoth, jusqu'à 40 %.

Le flot des immigrants, jusqu'ici, bien entendu, n'a jamais été limité par le nombre de volontaires, mais par l'application des règles d'admission, lesquelles sont commandées, soit par l'opportunité politique, soit par les possibilités économiques. S'il n'avait tenu qu'à la bonne volonté des Juifs, il y a longtemps que la Palestine eût reçu deux ou trois millions de Juifs, il n'y a à cet égard aucun doute. Le fait est si certain que des théoriciens ardents en Amérique préconisaient ce procédé : ouvrez les portes largement, disaient-ils, et on verra bien ce qui arrivera. Après quelques incidents les choses se tasseront.

C'est un procédé; mais ni l'Angleterre, ni l'Organisation sioniste n'ont voulu en courir le risque.

Dans le courant de 1925, la petite classe aisée du centre

Europe a fourni des immigrants ayant quelques moyens financiers de £ 200 à 1.000, lesquels voulaient entreprendre l'agriculture. Ils viennent en Palestine en groupes organisés, déjà propriétaires de la terre antérieurement à leur venue; mais, personnellement, ces immigrants étaient dans leur pays d'origine non des agriculteurs, mais des hommes d'affaires ou de petits manufacturiers.

L'Organisation sioniste ne se dissimule pas les difficultés que peuvent occasionner ces nouveaux arrivants, en particulier leur complète ignorance de tout ce qui touche aux travaux de la terre, le fait qu'ils ne sont nullement préparés aux fatigues physiques, et, en outre, que la plupart du temps leur capital est insuffisant. Si bien que, loin de faciliter la tâche, ces apports de petits capitaux amènent une complication supplémentaire.

Un bureau d'information spécial est chargé de donner les avis utiles à ces nouveaux arrivants et de les prémunir contre des découragements d'autant plus rapides que leurs illusions étaient plus grandes.

Le lecteur lira encore sans doute avec intérêt quelques réflexions publiées récemment par M. Wolfgang von Weisl dans *The New Palestine*, concernant l'immigration.

M. Amery, sous-secrétaire d'Etat britannique aux Colonies, pendant son voyage en Palestine fin 1925, prononça des paroles qui frappèrent fortement à la fois les Arabes et les Juifs, mais furent plus agréables aux premiers qu'aux seconds : c'est à savoir que, quelle que soit l'augmentation du nombre de Juifs admis en Palestine en cinq ans, *il n'atteint pas*, tant s'en faut, le chiffre des excédents de naissances arabes.

Or, M. Weisl oppose à ces paroles le tableau ci-dessous

Recensement d'octobre 1922	Non-juifs	Juifs	Total
Population stable	565.258	83.790	649.048
Militaires	4.801	2	4.803
Bédouins (estimation)	103.331	»	103.331
Excès des naissances (1 ^{er} janvier 1923 au 30 juin 1925).....	36.824	5.728	42.552
Immigration et émigration (1 ^{er} janvier 1923 au 30 juin 1925).....	2.160	30.944	28.784
Total de l'augmentation de la population au 30 juin 1925.....	34.664	36.672	71.336
Population palestinienne 1 ^{er} juillet 1925 (estimation officielle).....	708.054	120.466	828.520

Ces chiffres sont très significatifs. Ils montrent que toute l'augmentation de la population palestinienne juive est le résultat des quelques derniers mois. Si, par exemple, l'examen se place au 1^{er} juin ou 1^{er} juillet 1925, l'excès des naissances sur les décès chez les Arabes depuis octobre 1922, aurait surpassé le total de l'augmentation de la population juive, à la fois par les naissances et l'immigration. Et seulement le surplus de l'immigration en juin 1925 (3.500 âmes) a introduit un gain de la population juive envers la population arabe.

L'effet produit par ces statistiques est entièrement différent, si nous prenons les chiffres au 1^{er} janvier 1925. Durant les années 1923-1925, le total de gain juif était de 20.674, le gain arabe de 30.554. Dans les six premiers mois de 1925, les gains juifs étaient de 16.000 presque autant que dans les deux années précédentes.

Autre fait. En trente mois la population arabe a gagné 35.000 âmes exclusivement par l'excès des naissances sur les décès, en dépit d'une émigration de 2.000 personnes (Encore faudrait-il ajouter, pour être exact, l'excès des naissances bédouines qui n'est pas connu, mais doit être appréciable). On est près de la vérité en portant à 38.200 l'excès des naissances arabes.

Que nous apprend ce chiffre? Que l'excès des naissances arabes en Palestine est de 1.300 par mois, et l'excès juif

seulement de 190. En d'autres termes, les gains arabes par les naissances seulement sont *mensuellement* de 1.100. Aussi M. Amery avait-il raison de noter que, pour les années 1920, 1921, 1922, l'immigration juive était loin derrière les naissances arabes et qu'avec 2.200 immigrants par mois, il fallait attendre trois ans avant que les immigrants juifs atteignissent seulement les naissances arabes en surplus. Cela montre si les Juifs doivent se déclarer satisfaits parce qu'ils introduisent 3.000 immigrants par mois dans les périodes les plus favorables.

Cela est vrai, mais il y a une autre manière d'envisager les chiffres. Quand les Juifs arrivèrent en Palestine en 1919, il y avait 55.000 Juifs soit 9 % de la population totale. Les Juifs montèrent à 84.000 en 1922, la population non juive étant 67.500, les Juifs étaient 11 %. En quatre ans, le pourcentage juif avait monté de 2 %. Le 1^{er} janvier 1925 il y avait 104.468 Juifs en Palestine. Total de la population : 808.212. Les juifs constituent 13 %, soit un nouveau gain de 2 % en *deux* ans. Les chiffres pour juillet 1925 sont 120.466 juifs, total de la population : 828.520 ou 14,65 %. Si on ajoute quelques milliers de touristes qui doivent revenir s'installer bientôt, on arrive à 15,3 %, soit un autre gain de 2 % en *six* mois.

En somme, quand Herbert Samuel vint en Palestine, il y trouva un Juif contre dix Arabes ; quand son successeur, Lord Plumer y arrive, il trouve un Juif contre 5,6 Arabes. Le memorandum de l'Exécutif à la Société des Nations ne donne pas le vrai aspect actuel en disant que les arabes forment 91 % de la population palestinienne. Les mois qui ont immédiatement suivi le memorandum donnaient 11 % pour les Juifs au lieu de 9 %. Le total de l'augmentation juive est sensible depuis 1919 et monte à 75.000 âmes.

Mais une très minime partie de cette augmentation est due à l'appoint des naissances juives. Et c'est là un point très important et digne de retenir l'attention.

D'octobre 1921 à avril 1923, un tiers des immigrants est venu de Pologne, un tiers d'Ukraine et de Russie, le reste a toutes les origines de la population juive.

Il faut noter que le nombre des immigrants venant d'Asie, d'Afrique (Perse, Mésopotamie, Maroc, Afghanistan) est de quelques centaines seulement. Ces immigrants ont l'avantage de connaître la langue et les habitudes des arabes mais, par ailleurs, ils ignorent tout de la vie juive actuelle de la Palestine, notamment le système coopératif en usage dans les groupements de travailleurs. De plus, ils sont attirés par des illusions ou des vues chimériques sur la Palestine et sont déconcertés par la réalité assez rude. Cela amène des plaintes auprès des institutions sionistes qui, précisément, ont beaucoup de difficultés pour protéger cette sorte d'immigrants.

Voici un tableau montrant l'origine des immigrants d'avril 1923 à avril 1925.

Autriche	123
Etats-Unis	898
Angleterre	78
Argentine	31
Mésopotamie	1.080
Italie	97
Afrique, sauf Égypte et Maroc	38
Afghanistan	51
Hongrie	67
Bulgarie	1.053
Brésil	6
Boukhara	99
Géorgie	5
Allemagne	527
Dantzig	5
Hollande	29
Indes	27
Yougo-Slavie	84
Grèce	704
Lithuanie	1.657
A reporter	6.659

	Report.....	6.659
Latvie		275
Egypte		194
Maroc		56
Mexico		1
Syrie et Liban.....		138
Pologne	13.940	
Perse		603
Tchéco-Slovaquie		116
France		65
Canada		7
Kurdistan		639
Caucase		76
Russie	1.485	
Roumanie	6.814	
Suisse		12
Yémen		948
Turquie		946
(Retour d'immigrants)		164
De divers pays.....		21
Total		33.116

Quant à la communauté originaire à laquelle appartiennent les immigrants d'avril 1923 à avril 1925, il faut noter que 26.085 sont Askenazim c'est-à-dire d'origine allemande, polonaise, russe, akrainienne, etc., et 3.072 seulement sephardim c'est-à-dire originaires du bassin méditerranéen ou judeo-espagnols. Cela illustre la carence presque totale de l'influence sepharade dans le sionisme réalisateur et il semble que de sérieux efforts doivent être tentés par les Juifs espagnols s'ils veulent marquer le Foyer National Juif de leur empreinte, qui pourrait être très précieuse et qui apporterait aux Juifs ashkenazim des qualités très sympathiques aux esprits latins.

UNE VILLE NEUVE JUIVE : TEL AVIV

Nous ne voulons pas ici renouveler les enthousiastes descriptions faites maintes fois de Tel Aviv. Si rapide que soit le contact pris par qui que ce soit avec la Palestine, la

réputation de Tel Aviv attire immédiatement le visiteur. Il est très sûr qu'il y a, dans la croissance de cette ville, une sorte de tour de force inattendu. Son aspect est riant, actif, bourdonnant, très comparable à celui d'une ville américaine hâtive.

Elle est, au propre, bâtie sur le sable des dunes de Jaffa. L'est-elle aussi au figuré? Nous ne répondrons pas personnellement, n'ayant pas l'autorité voulue pour le faire, mais nous donnerons l'appréciation d'un des hommes les plus considérables de l'Organisation sioniste, spécialement qualifié pour parler objectivement, M. Arthur Rupp, dont les avis font autorité auprès des Congrès sionistes.

Tel Aviv a été fondée en 1907 par quelques hardis pionniers au nombre de 60 disposant d'un capital, personnel ou avancé, de £ E. 4.000 environ. Ils s'établirent sur une lande d'environ 14 hectares. En 1911, ils étaient 550 habitants, en 1913, 980 ; en 1919, 2.862 ; au début de 1922, 5.500 et à la fin de 1922, 12.800 ; en 1923, 16.500, en décembre 1924 : 27.000. Le nombre de maisons était de 100 en 1910 ; 200 en 1914, 300 en 1920 ; 600 en 1921 ; 1.500 en 1923 ; 2.000 en 1924.

On doit ajouter à ces maisons un grand nombre de baraques et de tentes, où s'abritent tant bien que mal ceux qui n'ont pas encore trouvé d'habitation. L'espace occupé en 1924 était de 600 hectares. En y comprenant l'augmentation de 1925 qui a porté les habitants à plus de 35.000, Tel Aviv contient près du quart des habitants Juifs de la Palestine. On peut imaginer ce qu'il adviendra si la même proportion de croissance continue pendant quelques années encore.

On a reproché à Tel Aviv d'avoir été construite sans plan préconçu, au hasard de son accroissement et du caprice individuel. Mais cela s'explique bien naturellement : les Juifs qui construisirent là n'avaient et ne pouvaient avoir aucune idée de ce qu'il adviendrait vingt ans plus tard. Les maisons du début furent construites avec de la main-

d'œuvre locale sans architectes ni ingénieurs. C'est ce qui explique leur aspect pauvre et leurs vilaines façades.

Les rues étroites de Tel Aviv n'ont pas prévu le trafic moderne, — et si leurs constructeurs l'avaient prévu, ils n'auraient pu vraisemblablement les faire plus larges. Beaucoup de ces rues sont en zigzag parce que les terrains furent achetés un à un, sans plan préconçu, — qu'il eût été impossible d'ailleurs de concevoir à cette époque.

A cette époque aussi les attributions de la Municipalité étaient très rudimentaires ; elles n'avaient aucun rapport avec ce qu'elles doivent être aujourd'hui que la population de la ville dépasse 35.000 habitants. Actuellement la Municipalité doit s'occuper de l'ordre public, de règlements pour la construction, la salubrité, l'enseignement, l'aide médicale. Il est urgent de faire disparaître les baraques et les tentes et d'adopter une politique du logement. Il faut, par un moyen ou un autre, obtenir qu'il soit construit sur de très nombreux terrains disponibles dans les voies les plus fréquentées et que leurs propriétaires conservent généralement dans des vues spéculatives. Il faut prévoir dans quelle direction s'étendra désormais Tel Aviv et préparer l'acquisition de nouveaux terrains.

Mais quelle est la structure économique de Tel Aviv ? De quoi vivent les habitants ? Voici à cet égard quelques chiffres.

En septembre 1924, sur 5.000 personnes ayant une profession, 26 % s'occupaient de commerce ou d'industrie hôtelière, 26 % étaient artisans, 28 % avaient des professions diverses, 12 % étaient fonctionnaires. Sur 370 boutiques, il y en a 210 qui vendent de la nourriture, 32 des matériaux de construction, 27 des draperies, 27 des articles de fantaisie, 11 des meubles, 10 des livres, etc... Il y a une boutique vendant des articles de nourriture pour 60 habitants, ce qui est beaucoup trop ; un docteur pour 400 habitants, un dentiste pour 800 ; 250 professeurs divers pour 6.000 enfants.

En prenant les statistiques différemment, on peut esti-

mer qu'à peu près la moitié des travailleurs de Tel Aviv est occupée directement ou indirectement à ce qui a trait à la construction. Il en résulte que la prospérité de la ville est attachée à l'intensité de l'immigration. C'est le point faible de Tel Aviv. La vie de la population est dépendante de l'afflux de nouveaux arrivants. Il en est ainsi non seulement pour le bâtiment, mais pour le tourisme et pour les soins aux malades. Ces compartiments peuvent prospérer ou être soutenus seulement si de la monnaie étrangère vient dans la ville. C'est ce qui se produit notamment pour la Hadassah qui jette tous les ans dans la circulation près de £ E. 40.000.

Il y a aussi tout le travail développé par, notamment, l'exportation des oranges. Si bien qu'on peut dire que, d'une façon générale, les sources par lesquelles Tel Aviv « fait de l'argent » sont les suivantes.

30 % par la construction des immeubles (payé par de la monnaie venant du dehors) ;

10 % par les touristes ;

10 % par le négoce interne et les environs de la ville ;

20 % par les rentiers dépensant leurs revenus ;

30 % par l'industrie (oranges) ou artisans satisfaisant aux besoins des habitants.

On voit que cette énumération ne dispense pas d'avoir quelque préoccupation. Mais il faut ajouter qu'il en est à peu près ainsi dans toute ville surgissant comme l'a fait Tel Aviv, jusqu'à ce qu'une sérieuse structure économique se soit développée dans le pays environnant.

Le seul remède est d'intensifier l'industrie. C'est à quoi beaucoup d'esprits avisés s'appliquent. Il y a déjà quelques établissements de moyenne importance et quatre ou cinq de large envergure. Tel Aviv est fortement en avance sur le développement acquis du pays ; mais elle est destinée à être toujours sans doute en avance. L'essentiel c'est que l'aide du judaïsme mondial ne s'arrête pas, — et que le courant d'immigration continue aussi sans arrêt.

LA COLONISATION AGRICOLE

Il est généralement admis que l'agriculture est la base normale de toute économie sociale. Ce qui est vrai dans tous les pays d'un haut degré de développement industriel, doit l'être plus encore en ce qui concerne la Palestine, où la population urbaine est actuellement peu productive et où, par conséquent, la production doit être attendue spécialement de l'agriculture. De plus, ce n'est que par des établissements agricoles que les Juifs pourront se répandre dans toute la contrée. Un développement qui viserait simplement à former des centres de production industrielle amènerait la constitution de simples îlots entourés de territoires arabes et ne créerait jamais une Palestine juive. En outre, les effets physiques et moraux d'un retour à la terre seraient perdus.

Une population agricole de 40 à 50 % de la population totale doit être considérée comme normale et désirable dans la colonisation de la Palestine. Dans les autres pays les proportions respectives de population sont les suivantes :

Italie	Agriculture : 59 %	Industrie : 24 %
France	— 42 %	— 31 %
Allemagne	— 42 %	— 40 %

En Angleterre seulement, qui est un pays industrialisé au plus haut point, la proportion est de 8 % pour la population agricole et de 46 % pour la population industrielle.

En 1914, il y avait en Palestine 43 colonies juives d'une superficie de 41.000 hectares, avec 12.000 habitants. La valeur totale des plantations était estimée à £ 840.000.

En outre, les immeubles de toutes sortes avaient une valeur d'environ £ 880.000. De sorte, que le capital investi en Palestine, pour l'agriculture, était, en cette année 1914, de £ 2.400.000. C'est en présence de ces chiffres que le lecteur doit se placer pour apprécier les possibilités d'un avenir immédiat.

Quand il s'agit d'acquérir de la terre en Palestine, il faut d'abord se demander si l'on peut en acquérir sans chasser la population native, c'est-à-dire les Felahim arabes. Cette question doit être considérée comme étant de première importance pour les Juifs en Palestine, car les Juifs doivent y entrer, *non pas en prenant la place de ceux qui en ont déjà une, mais en créant eux-mêmes leur propre place*. Et alors la question se pose : Y a-t-il une possibilité de trouver de la place pour les Juifs, sans chasser les occupants préexistants?

Si nous estimons la surface cultivable de la Palestine à environ 2 millions d'hectare et le nombre rationnel des établissements agricoles à 80 ou 100.000 et si, d'autre part, nous estimons que chacun de ces établissements devrait avoir une surface de 10 hectares, nous constatons qu'un million d'hectares environ sont disponibles pour des établissements juifs. En admettant la même estimation de 10 hectares pour chaque établissement, cela suffirait pour 100.000 familles ; si des méthodes intensives modernes étaient adoptées, ce chiffre pourrait être considérablement accru.

Mais à qui appartiennent actuellement ces terrains? La question est importante. Est-il possible que les Juifs les acquièrent pour leur colonisation?

Le sol de la Palestine peut être divisé en trois catégories.

- a) Terres non cultivables (no man's land) ;
- b) Terres occupées, mais non enregistrées à titre de propriété ;
- c) Terres d'Etat ;
- d) Terres en propriétés privées.

Sous le régime turc, le « no man's land » ne pouvait être occupé par qui que ce soit qui eût voulu le cultiver. Il est probable que cet état de choses cessera par le fonctionnement du Mandat.

On peut espérer également un changement en ce qui concerne la seconde catégorie : les terres déjà occupées, mais non enregistrées comme propriété privée. Il est vraisemblable que ces terres devront être rapidement enregistrées. S'il en est ainsi, des étendues considérables de terre, pourraient être réservées à une acquisition future.

En ce qui concerne les terres d'Etat, elles doivent être d'une surface totale de 125.000 hectares environ. En supposant que la moitié de ces terres, soit 62.500 hectares soient conservées par leurs occupants actuels, l'autre moitié resterait disponible pour la culture juive. Il est à prévoir que le Gouvernement aidera la colonisation juive à en obtenir une partie, soit en les achetant, soit en les louant.

Tous les terrains qui pourraient être acquis dans les trois cas précédents sont plutôt de qualité inférieure. Le bon terrain ne pourrait être acheté qu'à des propriétaires privés. Et, pour arriver à des prix raisonnables, il est nécessaire que l'acheteur de terres soit non pas un particulier, mais une personne morale.

La Conférence de juillet 1920, à Londres, a envisagé ces questions et elle a pris les résolutions suivantes :

1^o Le principe fondamental de la politique sioniste agraire est que toute terre sur laquelle la colonisation juive peut éventuellement prendre place devient la propriété commune du peuple juif.

2^o L'organisme chargé de développer la *politique agraire* à la ville et à la campagne est le Keren Kayemeth ou Fonds National Juif, dont l'objet sera le suivant : utiliser les contributions volontaires du peuple juif pour faire de la terre de Palestine la propriété commune du peuple juif ; donner la terre exclusivement en location héréditaire ;

aider les fermiers à organiser leurs établissements ; surveiller l'organisation du travail, combattre la spéculation et protéger le travail juif.

Ces résolutions montrent que le Fonds national juif Keren-Kayemeth est la clef de voûte de la politique agraire de l'organisation sioniste.

Une autre question est celle de savoir s'il faut encourager des établissements individuels ou des groupes coopératifs ; quel est de ces deux types celui qui convient le mieux à la Palestine et, enfin, on doit envisager la question de l'organisation des travailleurs agricoles.

En ce qui concerne la première question, elle a été traitée également à la Conférence de Londres de juillet 1920, qui a décidé que la colonisation juive doit poursuivre les deux méthodes à la fois.

D'après le Dr Ruppin, qui est l'autorité la plus compétente en ce qui concerne la colonisation palestinienne, on peut envisager cinq types différents d'établissements agricoles :

1° Le grand établissement de 7 à 20 hectares, dont le propriétaire doit posséder un capital de £ 2.000 au moins ;

2° L'établissement ordinaire dont le propriétaire peut avoir moitié moins de capitaux.

Il est vraisemblable que, dans les années qui vont suivre, très peu de propriétaires d'établissements agricoles pourront appartenir à ces deux premiers groupes. Les émigrants qui doivent être envisagés appartiennent à la population originaire de la Russie, de la Pologne et de la Galicie qui n'a que de petites ressources. Après avoir liquidé leurs affaires pour venir en Palestine, c'est tout juste s'ils seront en possession d'une somme bien inférieure à celles prévues plus haut. Etant donnée la dépréciation de la monnaie russe, il est vraisemblable que les émigrants seront dépourvus de ressources. Cela changera sans aucun doute dans l'avenir ; mais il faut tenir compte de l'état de choses actuel.

L'immigrant qui se destine à la culture doit avoir une endurance physique remarquable. Seuls des hommes jeunes et forts ayant déjà l'expérience du travail agricole peuvent l'entreprendre. Il est de la plus haute importance qu'ils soient aidés de femmes ayant une robuste santé.

3° Dans le voisinage des villes, l'industrie laitière sera spécialement utile. On peut entreprendre ce genre d'exploitations avec un capital de £ 350, en y ajoutant un emprunt hypothécaire d'environ £ 300 ; mais une somme de £ 350 est encore difficile à exiger des immigrants.

4° Les tout petits exploitants pourraient avoir 1 hectare $1/2$ à 2 hectares de terre irriguée sur laquelle ils se livreraient à l'industrie laitière, en même temps qu'à la culture des légumes et à l'élevage de la volaille. Quelques essais ont été faits à cet égard et ont donné un plein succès. Ces petites entreprises requièrent des connaissances techniques plus développées et une habileté plus grande dans l'organisation du travail, mais elles demandent aussi moins de force physique. Tout ceci sous réserve des nouveaux moyens de culture qui pourraient être mis en œuvre et qui donneraient des résultats bien supérieurs à ceux obtenus actuellement. M. Soskin, ingénieur agronome, préconise depuis plusieurs années des procédés de culture intensive que le Congrès de 1925 a décidé de mettre à l'étude et même d'expérimenter sur une certaine échelle. Ces procédés de culture demandent une irrigation artificielle et permettent d'obtenir des résultats assez semblables à ceux obtenus dans le Sud de la France, ou dans les environs de Paris pour l'industrie maraîchère.

5° On doit prévoir également en Palestine le type du propriétaire de « cottage », genre anglais. Il s'agit d'individus vivant d'un travail quelconque, autre que l'agriculture et cultivant, en même temps, quelques parcelles de terre pendant leurs heures de loisir, avec l'aide de leur femme, ce qui leur permet de recueillir un appoint utile à l'entretien de leur ménage.

Pour ce genre d'exploitation, il faut pouvoir disposer d'un capital de £ 100 à 125, plus le montant d'un emprunt hypothécaire.

Les difficultés que rencontre le travail agricole en Palestine, en ce qui concerne les ouvriers juifs, sont considérables à cause du climat auquel les Juifs ne sont pas habitués et de la présence de la malaria. De plus, beaucoup d'immigrants fournissent difficilement un travail physique. Enfin, le plus grave des problèmes est la concurrence faite par les Arabes, car le travailleur arabe se contente de salaires qui sont inférieurs d'un tiers à ceux des travailleurs juifs. Toutefois, le problème ne doit pas être considéré comme insoluble, car la guerre a déjà augmenté les besoins des Felahim et, le développement de culture intensif des colonies juives requiert chez les travailleurs, de l'intelligence et de la moralité, ce qui donne un avantage incontestable au travail juif.

Toutes ces raisons font que la différence entre le travail juif et le travail arabe va en diminuant ; mais, afin de faire pencher la balance du côté du travail juif, un effort organisé doit être poursuivi. Il ne faut pas oublier que l'Arabe n'a besoin ni d'écoles ni de livres, ni d'assistance médicale. Le Juif ne peut pas faire abstraction de tous ces besoins. Il faut donc prévoir que des institutions juives devront satisfaire tous ces besoins de l'ouvrier en créant encore des cuisines, des fonds de secours, des écoles, des bibliothèques, etc. Plus tard, toutes ces institutions devront être organisées par les travailleurs eux-mêmes.

L'article 6 du Mandat palestinien prévoit que « l'administration de la Palestine... encouragera, en coopération avec l'Agence juive visée à l'article 4, la colonisation de Juifs sur la terre, y compris les terres d'Etat et celles en friche non requises pour services publics ». Jusqu'à présent, le Gouvernement de Palestine n'a pas été à même de réserver une portion considérable quelconque de terres pour la

colonisation juive, et, sauf quelques petites exceptions, aucune terre d'Etat ou en friche n'a été utilisée dans ce but.

Cependant au début de la guerre, en 1914, la Jewish Colonisation Association (reconstituée actuellement sous le nom de *Palestine Jewish Colonisation Association*) avait reçu des autorités turques la promesse d'une cession, à titre de bail, des marais de Kabbara, couvrant, avec les dunes de sable adjacentes, une superficie d'environ 4.500 hectares, dans le voisinage de Césarée. Le Gouvernement de la Palestine a ratifié cette concession d'avant-guerre et a accordé à l'Association le bail des terrains de Kabbara, à condition qu'ils soient drainés et exploités.

A la conclusion de la guerre, près de 40.000 hectares de terres en Palestine, étaient propriété juive. Le plus grand propriétaire était la Jewish Colonisation Association (I. C. A.). Au début de l'année 1924, les propriétés juives avaient augmenté de 75.000 hectares. Depuis 1920, le Fonds National Juif, qui se trouve sous un contrôle sioniste direct, a acheté en tout près de 8.100 hectares dont la totalité sauf une petite partie se trouve dans les régions rurales.

Toutes ces terres ont été achetées à des vendeurs qui les ont cédées librement, à marché ouvert. Comme le fait remarquer le Rapport officiel de l'Administration de Palestine pour la période se terminant en décembre 1921, « les organisations juives elles-mêmes ont veillé à ce qu'en aucun cas les cultivateurs qui se trouvaient en occupation d'une partie ou de la totalité des terres achetées, n'eussent à souffrir de ce transfert de propriété. Le Gouvernement n'a pas eu à intervenir autrement dans la question, et l'achat et la vente ont été entièrement libres ». La même remarque s'applique à tous les achats ultérieurs.

D'une façon générale, en commençant l'utilisation de ses propriétés foncières, l'Organisation sioniste a dû entreprendre un très grand nombre de travaux préparatoires, qui peuvent être résumés sous les chapitres suivants :

I. Assèchement des marais, comme par exemple, à Merchavia, Nouris, Nahalal (Plaine d'Esdreton et Vallée de Jesréel), Kinereth et Dagania (sur les rives du lac de Tibériade). Des travaux similaires ont été exécutés par la Jewish Colonisation Association dans le voisinage de Césarée.

II. Défréchissement et terrassement de terrains pierreux, comme par exemple à Kalendia et Kiriath-Anavim (Dilb) (près de Jérusalem), Merchavia et au Mont Carmel.

III. Construction de routes (spécialement dans la vallée de Jesréel, où les nouvelles colonies sont reliées aux routes principales et aux stations de chemin de fer) ; fourniture d'eau, comme à Ein Ganim (près de Jaffa), Gan Samuel (près de Césarée), Hulda (près de Jérusalem) et dans la Vallée de Jesréel ; et création de constructions fermières, y compris des baraques, des cottages, des étables et des installations laitières.

IV. Reboisement. — Des pépinières d'arbres forestiers ont été créés à Nahalal Jehuda et à Petah-Tikwa. A Talpiot, près de Jérusalem, un terrain a été réservé pour y faire des expériences d'introduction d'arbres étrangers. Il existe de même à Kiriath-Anavim (Dilb) un établissement dans lequel 65 des meilleures variétés étrangères d'eucalyptus, 132 variétés d'arbres forestiers, 22 variétés d'acacias et un très grand nombre d'autres arbres, ont été plantés pour étudier leurs possibilités d'acclimatation. En 1919-1923, l'Organisation sioniste a planté 886.000 arbres, y compris plus d'un demi-million d'eucalyptus, et a préparé plus de deux millions de graines dans ses pépinières.

AFFORESTATION

L'afforestation est le meilleur moyen de reconquérir le territoire actuellement occupé par des dunes sur une superficie d'environ 150.000 hectares, le long des côtes de la Méditerranée.

Dans ces régions, les forêts sont, non seulement utiles pour elles-mêmes, mais elles fixeront les sables, les empêchant de se répandre dans les champs voisins. L'afforestation est également le plus rapide et le plus sûr moyen de supprimer les marais. Certains arbres, comme l'eucalyptus, agissent comme des pompes de drainage, absorbent l'humidité, suppriment les mares d'où s'échappent les moustiques qui propagent la malaria et autres maladies.

En outre, les racines des arbres solidifient le sol et peuvent être considérés, dans certains cas, comme préparant le passage de la charrue. L'afforestation, après un nombre déterminé d'années, peut arriver à transformer une terre désertique en terre arable. Les rocs dénudés que le voyageur rencontre dans la Haute Judée étaient autrefois — il y a longtemps — recouverts d'une terre fertile. La destruction des forêts et l'action des grosses pluies d'hiver ont amené lentement le glissement des terres dans les vallées qui se sont ainsi graduellement élevées. Des techniciens pensent que, dans certains cas, sous la pierre, il peut y avoir une couche de terre fertile.

La construction de terrasses sur les collines et le transport de la terre nécessaire ne sont qu'une question de travail et d'argent.

Le bénéfice qui résulterait de la plantation de forêts sur les collines vaudrait à lui seul la dépense. Les pluies d'hiver, au lieu de couler inefficacement par des ruisseaux rapides, répandraient uniformément leur humidité le long des terrasses. Cette humidité ne s'évaporerait plus et ne serait plus perdue dans les crevasses du roc, mais elle resterait sur le sol. L'influence qu'un tel changement exercerait sur le climat peut être aisément imaginée.

L'expression afforestation implique la plantation d'arbres fruitiers aussi bien que d'arbres forestiers. Les oranges, les amandiers constituent un article essentiel d'exportation des colonies juives et il est à espérer que leur plantation se développera ; les arbres qui pourraient être plan-

tés arrivent à une croissance suffisante en cinq ou sept ans.

Il ne faut pas perdre de vue non plus l'utilisation que l'on pourrait faire de ces forêts pour la fourniture du bois destiné à la construction des immeubles.

Il est de toute évidence que l'afforestation devrait être un service public, puisqu'elle intéresse la population tout entière, sans distinction de race ou de religion. Mais la proclamation de cette indéniable vérité n'aiderait pas le Gouvernement de la Palestine à obtenir les sommes importantes qui sont nécessaires à ces travaux ; si bien que l'afforestation systématique du sol de la Palestine ne peut être entreprise que si le peuple juif tout entier, reconnaissant l'utilité que présente ce travail, fournit les fonds nécessaires.

Au surplus, le besoin d'afforestation a été compris dès les premiers jours de la colonisation juive. La vigne, l'olivier, l'amandier ont formé la base du travail de colonisation dans le district de Jaffa. On doit y ajouter l'eucalyptus dont la plantation s'est grandement développée dans les colonies juives. Le Foyer National Juif a décrété la réalisation de sommes importantes pour créer la forêt Herzl, en mémoire du grand inspirateur de la Renaissance juive. Dans de très nombreuses colonies, des plantations d'arbres ont été faites, à Merhavya, à Kinnereth, Dagania Ben Shemo, Hulda, Rishon-le-zion, etc.

L'organisation sioniste reconnaît qu'il ne peut être question de planter actuellement des arbres partout où cela serait nécessaire. On doit commencer par en planter sur des terres qui sont ou qui doivent être possédées par des Juifs ou par des institutions juives.

Le gouverneur du district de Jaffa a adressé aux habitants des colonies de Judée la communication suivante :

Le gouvernement d'Eretz-Israël, qui cherche le bien de tous les habitants, voudrait voir de nouveau le pays boisé comme il l'a

été jadis. Dans ce but, le gouvernement fait établir de nombreuses pépinières et les travaux de reboisement vont commencer incessamment. Le gouvernement utilisera, pour le reboisement, les terrains qui ne sont point appropriés à la culture et aux diverses plantations.

Mais cela ne suffit pas. Chaque village, chaque colonie et établissement agricole doit se mettre dès cette année à planter des arbres pour embellir le paysage, pour procurer de l'ombrage aux passants et assurer à l'avenir, aux propriétaires, du bois à brûler et de bons revenus. Le gouvernement désire que les habitants du district de Jaffa, montrent aux habitants des autres districts d'Eretz-Israel ce qu'il y a à faire et, qu'ainsi, ils leur donne l'exemple. Toute fête de famille telle que mariage, naissance, doit être l'occasion de planter un arbre commémoratif.

EDUCATION AGRICOLE

L'apprentissage des nouveaux arrivants au travail agricole est un des problèmes capitaux de l'activité sioniste. Il devient chaque année plus difficile à résoudre parce que la réserve d'ouvriers entraînés, qui a formé la base de l'installation palestinienne, s'épuise peu à peu. L'entraînement de jeunes Halutzim dans l'agriculture doit être réalisé dans un temps bref et de grandes difficultés sont rencontrées avec les nouvelles recrues des classes moyennes, qui n'ont pas encore une tradition de travail familial physique et qui, cependant, désirent devenir des paysans dirigeant leurs propres fermes. Non moins urgent est le besoin d'entraîner des jeunes filles pour le travail de la terre et de les préparer en vue de leur rôle de femmes de paysans. Même bien préparé le fermier a besoin de conseils constants donnés par des instructeurs ambulants afin de lui communiquer, par des démonstrations pratiques, les dernières découvertes des stations expérimentales.

C'est dans ce sens qu'ont été développées les directives du Département d'agriculture.

Les écoles d'agriculture de jeunes filles sont établies dans des fermes où 20 à 30 jeunes filles font tout le tra-

vail qui se rencontre d'habitude dans une ferme. Le cycle d'occupations pour chaque jeune fille est d'environ deux années. L'école agricole de jeunes filles de Nahalal est prévue pour 60 jeunes filles. Le Département d'agriculture a contribué pour £ E. 3.300 à cet établissement. L'organisation sioniste internationale des femmes a participé à l'érection des bâtiments et au maintien des écoles.

PRÉPARATION DES HALUTZIM (PIONNIERS).

La demande croissante de travailleurs juifs dans les diverses installations agricoles, surtout depuis l'instauration de la culture du tabac, l'amélioration des cultures d'oranges et l'augmentation des travaux d'ordre public, a mis au premier plan la nécessité d'organiser l'utilisation et la préparation à leur future destination des Halutzim c'est-à-dire des jeunes pionniers qui accourent se mettre, avec un dévouement absolu et un désintéressement total, à la disposition de l'Organisation juive.

Les Halutzim (pionniers) peuvent être partagés en deux catégories : ceux qui entrent dans de grandes coopératives (Havuroth), ceux qui font partie de petits groupes indépendants (Kvutsoth). Les grandes sont susceptibles par le nombre de leurs membres (30 à 150) d'entreprendre les travaux publics ; le nouvel arrivé trouve là immédiatement un travail qui sert de transition entre son arrivée et son incorporation définitive au pays ; les petites kvutsoth (10 à 20 hommes) comprennent plutôt des jeunes gens qui se connaissaient déjà pour avoir travaillé ensemble, ou qui se préparent à une forme particulière de colonisation.

Le mode d'installation des établissements agricoles, ainsi que les avances à faire aux Halutzim sont déterminés par le Vaad Hahaklant (Comité agricole) qui prévoit que le Halutz doit être employé successivement dans toutes les branches de l'agriculture et qu'il doit être mis au courant de ces travaux dans les fermes des colons eux-mêmes.

Des fonds sont avancés, non pas pour l'attribution de fermes aux Halutzim ce qui entraînerait à des dépenses sans profit, mais pour leur fournir l'outillage nécessaire pour le travail auquel ils sont employés.

Un procédé employé a été celui d'établir de petites fermes mixtes, non point pour fournir tout ce qui est nécessaire à l'alimentation des grandes coopératives, mais pour leur faciliter l'obtention de certains produits, tels des bêtes de basse-cour ou des produits de laitage. Tout l'argent mis à leur disposition l'est à titre de prêts, conjointement par le Département d'agriculture et le parti ouvrier. Ce système a produit d'excellents résultats et plus de 1.200 hommes ont été assistés de cette sorte en peu de mois.

Il ne faut pas oublier, dans le même ordre d'idées, l'école de Mikvé-Israël où les jeunes gens reçoivent, à titre d'élèves, un enseignement agricole technique et où, en outre, de jeunes Halutzim sont admis pour des périodes indéterminées à titre d'auditeurs, dans les périodes où ils n'ont point de travail régulier. Le Département de la colonisation a, dans les deux dernières années, dépensé £ 7.150 pour la préparation méthodique des Halutzim.

Les colonies agricoles juives comprenaient, à la fin de 1924, 75.000 hectares de plantations se décomposant comme suit :

Orangers et Citronniers.	1.200 hectares (environ)	
Amandiers	3.300	—
Vignes	2.000	—
Oliviers	1.000	

Depuis la guerre, l'Organisation sioniste a établi un Institut Agricole, ayant son siège à Tel Aviv (Jaffa), et des Stations expérimentales à Ben-Shemen et à Daganian, pour la Vallée du Jourdain. Pendant quelque

temps, il a existé aussi une station à Merchavia, pour la Vallée de Jezréel.

L'Institut Central comprend des sections et des laboratoires pour la chimie agricole, la pathologie des plantes, la botanique et l'analyse du sol. L'œuvre menée par l'Institut comprend des expériences portant sur :

1^o Méthodes de fermage, y compris la fertilisation, la culture sèche, et la méthode intensive chinoise.

2^o Acclimatation de variétés étrangères.

3^o Plantations commerciales, y compris le chanvre, le lin, la canne à sucre et le tabac. Pour le tabac, il a été obtenu des résultats prometteurs. Les colons juifs ont pris une part importante à l'introduction de la culture du tabac sur une échelle commerciale ; ils ont été conseillés et assistés par le Département agricole de l'Organisation sioniste, à la fois pour la culture et pour l'écoulement de cette récolte.

L'Institut Agricole s'est également préoccupé de l'éducation agricole en nommant 4 instructeurs mobiles pour les colonies. Les chefs des Stations expérimentales et des divers départements scientifiques visitent les colonies juives et font des conférences pour les colons. Les colons, de leur côté, sont encouragés à visiter les Stations expérimentales, où les conseils et l'assistance sont gratuits. L'éducation agricole est également développée grâce, à l'Ecole Agricole de Filles à Nahalal, entretenue par l'Organisation Sioniste Internationale des Femmes.

L'Institut a commencé à publier récemment une série de monographies sur la flore de la Palestine, contenant les résultats de ses recherches. L'Institut et ses Stations expérimentales communiquent bien volontiers les résultats de leurs travaux au Département d'agriculture du gouvernement, pour que la population tout entière en profite.

Outre l'Institut Agricole de Tel-Aviv, l'Organisation sioniste a établi en 1920 un Musée Agricole à Jérusalem.

L'Organisation sioniste se rend parfaitement compte

que le développement agricole de la Palestine présente un certain nombre de problèmes techniques qui n'ont pas été encore définitivement résolus. Dans le but d'être complètement documentée et conseillée sur ces questions, l'Organisation a sollicité le concours du Dr Elwood Mead, Professeur des Institutions Rurales à l'Université de Californie, et ancien Président du Comité des Terres, établi par l'Etat de Californie en 1917. Le Dr Mead, sur l'invitation de l'Organisation sioniste, visita la Palestine vers la fin de 1923, et étudia soigneusement l'état présent et les perspectives d'avenir de la colonisation juive. Le Dr Mead a soumis un rapport dans lequel, tout en présentant de nombreuses suggestions et critiques, il a exprimé des vues favorables sur les ressources agricoles de la Palestine et sur les possibilités d'une colonisation juive de ce pays.

Un Musée d'Agriculture a été installé à Jérusalem. Les collections de ce Musée, d'abord assez primitives, ont été rapidement complétées. De nouvelles sections ont été ouvertes notamment pour l'industrie agricole. Cet établissement, qui a maintenant sept ans d'existence, s'est révélé comme très intéressant pour toute la population palestinienne tant juive que non juive ; il a été visité déjà par plus de 30.000 personnes. Les colons des établissements éloignés, les Arabes de l'intérieur, ne manquent pas de s'y rendre, de même que les élèves des écoles arabes chrétiennes et juives qui, successivement dans les salles du musée, suivent des leçons et des conférences qui y sont faites, illustrées par les objets matériels qui sont sous leurs yeux. Des touristes de toutes les parties du monde se rendent à ce musée, qui mesure en quelque sorte, l'étiage du développement agricole du pays.

A l'exposition de Wrembley le musée a envoyé de remarquables graphiques et des échantillons démonstratifs de toute la production palestinienne. Il a participé, en outre, à une exposition à Moscou et à une exposition ambulante du Keren Kayemeth en Amérique.

Sur le total de 23.000 juifs adonnés à des travaux agricoles 3.000 sont employés comme ouvriers dans les colonies juives.

Au cours de l'exercice financier 1924-1925, une somme de £ 144.000, provenant de fonds sionistes, a été dépensée pour la colonisation agricole, et comprenait une subvention de £ 8.000, à l'Institut Agricole de Tel Aviv. A ceci, il faut ajouter £ 172.000 dépensées pendant la même période, pour l'achat et l'amélioration de terrains destinés à l'agriculture, et £ 100.000 dépensés dans le même but par la American Zion Commonwealth. Des colons indépendants se sont établis sur la terre, sous le patronage sioniste, et ont engagé leurs propres capitaux, dont le total, pour 1924-1925, est évalué à £ 150.000. De nouveaux capitaux, placés durant l'année dans les colonies agricoles sionistes, portent le total à plus d'un demi-million de livres sterling

PRIX DES TERRES]

Pour donner une idée du prix auquel les transactions immobilières peuvent être faites en Palestine, on peut citer les chiffres suivants :

La Palestine Land Co Ltd offre des terres agricoles de bonne qualité, du côté de Balfouria, au prix de 37 à 40 livres sterling l'hectare ; à Mehavia à 40 livres sterling ; à 7 kilomètres de Haïffa et du côté de la Chaussée Haï-Naz, auprès de la station du chemin de fer et de la rivière Kichon à 70 livres sterling l'hectare. A Kalindia, à 8 kilomètres de Jérusalem, sur la route de Majil, terrain bon pour fonder des exploitations agricoles, dont les produits pourraient se vendre à Jérusalem, le prix oscille entre 40 et 60 livres sterling l'hectare.

En ce qui concerne les terrains à bâtir à Jérusalem, à Talpiot, emplacement favorable pour construire un grand quartier juif moderne sur un très beau plateau et dans la

partie qui est la plus proche de la ville et d'une station de chemin de fer, le prix est de 12 piastres (1) le pic.

Route de Bethléem, sur un beau plateau, avec vue sur la Mer Morte et la banlieue de Bethléem et de Jérusalem, on vend des étendues suffisantes pour la création d'un nouveau quartier, destiné à s'unir par la suite à Talpiot, au prix de 12 piastres.

A Jérusalem même, auprès de l'école Bezalel, au centre de la ville, où, d'après le projet de la nouvelle cité, passera un large boulevard qui reliera le centre de la ville à la station de chemin de fer, on trouve des terrains au prix de 23 piastres.

Plusieurs milliers d'hectares ont été acquis sur le Mont Carmel par la Palestinian Devel Co, tous ces terrains étant contigus les uns aux autres ; le lotissement en est déjà préparé pour une centaine de villas qui domineront Haïffa et d'où l'on jouira d'un panorama splendide sur la mer ; le terrain a été divisé en lots attribués à différents pays : Pologne, Autriche, Egypte, Amérique, lesquels constitueront des sortes de colonies nationales où vivront des habitants de même origine. Le prix des emplacements de 1.000 mètres carrés est de 50 à 150 livres sterling égyptiennes.

Sur la pente même du Mont Carmel, un quartier juif est en construction. Là, se trouvent l'école Polytechnique juive et l'école Real Haïffa. Le climat est admirable. Il y a de très beaux terrains. Le prix varie suivant la qualité et on doit y ajouter les frais de construction de routes.

Que coûte la colonisation palestinienne? On a souvent parlé de son prix élevé ; il est possible de donner des chiffres très exacts. Une commission, nommée pour étudier cette question par le Conseil financier et économique de Pales-

1. La piastre est la centième partie de la livre égyptienne, laquelle est d'une valeur de 2,50 % supérieure à la livre sterling anglaise. Le pic est 0 m. 56 cent. carrés.

tine, a donné, pour l'été 1924, le prix de £ E. 700 pour le coût d'installation d'une famille, somme se décomposant ainsi :

Habitation et locaux de ferme	£ E. 320 »
Provisions de subsistance	136,50
Accommodation, eau, bornage	30 »
Capital roulant y compris semences	147 »
Outillage	32,50
Imprévu (5 %)	34 »
	£ E. 700 »

Ceci pour une ferme de 10 hectares prise comme unité normale et donnant, après cinq ans, 2 % au Fonds national juif et 4 % d'intérêt et amortissement au Keren-hayesod qui fait le prêt.

Une question actuellement à l'étude est celle de mettre à la disposition des familles des lots moins étendus de 1 à 5 hectares dans le voisinage des villes. Cela ne peut être envisagé que pour des terrains pouvant être assez facilement irrigués.

COOPÉRATION

En Palestine, le système de la colonisation coopérative est un facteur de grande importance.

En 1920, il y avait une trentaine de sociétés coopératives en haute Gallilée et 10 petits groupes, soit au total 560 membres, qui cultivaient seulement une superficie de 2.000 hectares. A cette époque, le tiers environ des travailleurs agricoles étaient enrôlés dans des entreprises coopératives de diverses natures, travaillant sans aucun intermédiaire. En outre, plus de 250 travailleurs appartenaient à des sociétés coopératives urbaines. La valeur des entreprises dans lesquelles étaient engagés ces établissements se montait à plusieurs millions de francs.

Cependant, il ne faut pas se dissimuler que ce nom de coopératives ne vise pas les établissements stables qu'il est d'usage de désigner ainsi en Europe. Les sociétés ouvrières comprennent souvent des groupes momentanés de tra-

vailleurs non qualifiés, dirigés par les techniciens élus par les travailleurs eux-mêmes, et chargés de poursuivre la réalisation d'un travail défini, tel que la préparation de la terre avant son utilisation agricole, la construction de routes, l'afforestation, c'est-à-dire plus généralement la réalisation de travaux publics.

Le nombre et l'importance de sociétés semblables ont considérablement augmenté pendant ces derniers mois. Par exemple, un des groupes qui avait traité avec le gouvernement pour la construction de Tibérias-Semach comprenait 350 travailleurs et, d'autre part, les ouvriers occupés à Dilb., dans les travaux d'afforestation étaient au nombre d'environ 200. En février 1921, il y avait près de 1.500 ouvriers occupés dans des travaux d'intérêt public. Il est évident que le développement même de la colonisation devait faciliter la multiplication de ces groupes.

Ces sociétés coopératives, en partageant leurs bénéfices avec leurs propres membres et en économisant sur toutes les dépenses d'administration, sont en mesure de donner des salaires équivalents à ceux des travailleurs européens.

Il existe un autre genre de coopératives : ce sont les sociétés purement agricoles qui entreprennent de cultiver une étendue de terre par une entente avec le propriétaire. On trouve des coopératives de ce genre à Petah-Tikva, et près de Haïffa. Les jardins d'oranges du Fonds national juif et d'autres terrains où sont cultivés des légumes, sont exploités dans les mêmes conditions.

Les coopératives qui exercent la plus grande influence sur la colonisation sont celles qui ont entrepris d'établir de grandes fermes sur des terres appartenant au Fonds national juif, en vue de préparer des travailleurs à la situation de colons indépendants. Ces colonies se trouvent surtout dans la Haute Galilée. Certaines ont été détruites lors des hostilités entre Français et Arabes, pendant la guerre ; mais elles ont été ensuite reconstituées. Il y a plus sieurs dizaines de coopératives de ce genre.

Il existe des coopératives urbaines. Les plus importantes sont : l'Union des Imprimeurs à Jaffa, les Unions de charpentiers et de serruriers à Haïffa.

Les raisons du développement de ce mouvement coopératif sont assez particulières. Consciemment ou inconsciemment, il y a parmi les travailleurs ce sentiment que le transfert à la campagne d'individus habitués à vivre dans les villes serait physiquement impossible, s'il n'était pas contrebalancé par l'obtention de formes plus élevées de la production. Beaucoup d'ouvriers juifs sont convaincus que les entreprises économiques individualistes pourraient développer des tendances opposées aux intérêts du peuple juif, considéré comme une entité. Les travailleurs juifs sentent que les conditions de la colonisation en Palestine demandent des méthodes nouvelles. Ils sentent également qu'on doit essayer de trouver, dans l'agriculture, une base indépendante du salariat privé. Ce résultat ne peut être obtenu que par l'organisation du travail sur des bases coopératives. Le capital doit exister sans aucun doute et ce capital doit recevoir un intérêt raisonnable ; mais il doit être une propriété commune. De plus, il n'existe pas actuellement de paysans juifs et il n'existe pas non plus de terres qui puissent leur être attribuées. Si bien que les hommes et la terre doivent subir une préparation.

Il y a un autre aspect de la question : c'est que le sol de la Palestine, qui a été longtemps négligé et qui ne donne qu'un rendement infime quand il est cultivé par la méthode primitive des Arabes, doit devenir beaucoup plus productif pour satisfaire aux exigences plus grandes des fermiers juifs. Ce résultat ne peut être obtenu par une petite exploitation individuelle. Il ne peut être obtenu que par un capital et une force collectifs que les travailleurs croient ne pouvoir être fournis que par les entreprises coopératives.

Quoiqu'il en soit, ces coopératives ont prouvé leur effi-

cacité, notamment dans l'exécution des travaux publics. A l'exemple de ce qui s'est produit en Italie où des travaux de cet ordre, pour des sommes considérables, ont été exécutés, il s'est créé en Palestine des sociétés qui ont mené à bien des tâches considérables. Il est incontestable que ces sociétés de travail donneront pour l'irrigation, pour le drainage, pour la force motrice, pour les constructions dans les villes, pour l'amélioration des communications, des résultats précieux.

Le Gouvernement de la Palestine a reconnu l'efficacité des efforts faits en ce sens, en acceptant de traiter avec des coopératives ouvrières comme entrepreneurs publics.

Le développement de ces sociétés coopératives en Palestine dépend naturellement, comme cela s'est produit en Italie, de leur possibilité de devenir propriétaires de leur outillage et d'obtenir du crédit, dans de bonnes conditions, par une banque coopérative.

Beaucoup de ces sociétés ont eu à lutter contre les difficultés des débuts ; mais il ne faut pas exagérer les pertes qu'elles peuvent avoir subies à l'origine de leurs opérations. Si on examine leur situation, on s'aperçoit qu'au fur et à mesure qu'elles travaillent, elles améliorent singulièrement leurs possibilités d'action. Nous pourrions donner comme exemple les sociétés de Merhavia, et de Daganian.

Les leaders du mouvement coopératif croient fermement que la coopération est, pour la masse des travailleurs juifs, le plus sûr moyen d'arriver à une production intéressante, spécialement en agriculture. Ils croient qu'une paysannerie juive ne pourra être créée qu'au moyen de la coopération.

En effet, la coopération répond au désir des travailleurs juifs d'obtenir l'indépendance ; elle est génératrice de l'énergie dont la Palestine a besoin pour sa reconstruction.

Ce mouvement coopératif est donc soutenu non seulement par les Juifs socialistes, mais aussi par tout Sioniste

qui désire que la Palestine soit réellement une Palestine juive.

Les colonies de l'Emek présentent le type des nouvelles et des anciennes formes d'organisation agricole. Il y a la « Kvutza » et la « Moshav Ovdim ». La Kvutza est la guilde de travailleurs qui exploitent une terre en commun, le terrain étant fourni à long bail par le Fonds National Juif. Les repas sont pris en commun les travaux sont répartis entre tous les membres, et le résultat obtenu est partagé également ; c'est sur ces bases que fonctionne l'exploitation de la colonie Dagania et ses membres sont satisfaits puisqu'ils ont fondé une filiale sur les mêmes principes, Dagania B.

Le type Moshav Ovdim a été mis en pratique par des travailleurs qui, parfois, ont appartenu plus ou moins longtemps à des Kvutzoth, mais qui pensent que le travail personnel d'une famille s'applique plus avantageusement sur un terrain particulier. Ils regardent la famille, c'est-à-dire le père, la mère et les enfants comme l'unité de colonisation ; ils estiment qu'une famille, travaillant ainsi une parcelle de terre, s'y attache et réalise les vraies conditions d'une paysannerie heureuse et favorable à la reconstitution du pays. Sans doute, dans les Kvutzoth il y a des mariages, mais la vie en commun ne permet pas aux colons mariés de développer la même intime collaboration. Le type très heureusement réalisé de colonisation familiale est à Nahalal, qui est la parure du système colonial juif. D'ailleurs, même dans les colonies comme Nahalal qui sont de propriété familiale, la coopération est réalisée dans la plus large mesure : utilisation en commun des animaux domestiques, construction des bâtiments par aide réciproque, et, souvent, destination et usage commun de ces bâtiments tels les étables. Le produit de chaque parcelle est la propriété de la famille qui travaille la parcelle, mais le surplus des récoltes qui ne sont pas consommées par ces familles est réuni et vendu en commun, de même que

sont achetées en commun toutes les fournitures, semences et outillage.

Entre les petits établissements agricoles à propriété privée et les établissements en coopération totale il y a bien des points communs. Car le système coopératif, s'il n'existe pas pour la possession de la terre, puisque chaque famille cultive une zone qui lui est attribuée en propre, — existe néanmoins pour tous les achats et parfois pour la vente des produits. De même, il existe encore pour certains travaux d'utilité collective tels creusage de puits, construction de chemins, etc...

Et une règle encore commune entre les deux sortes d'établissements, c'est que, dans les uns comme dans les autres, la surface de terre attribuée à une famille ou à l'ensemble ne comporte, en aucun cas, l'usage de main-d'œuvre salariée. En conséquence, la surface de la terre attribuée à une famille ou à une coopérative, est calculée pour répondre à cette nécessité. L'expérience a montré que, pour chaque famille la surface normale pouvait être 10 hectares.

En général, d'ailleurs, les travailleurs qui se mettent en coopérative se connaissent au préalable ; ils ont travaillé ensemble plus ou moins longtemps. A notre avis il ne faut retenir ces établissements que comme indices d'un état d'esprit. Il n'y a pas de doute que l'esprit coopératif sera maintenu, car il est avantageux pour tous, mais, pour le système des fermes en commun, la question reste ouverte. Car, après quelques années, des mutations interviennent, les enfants grandissent, des questions de partages et d'attributions nouvelles se posent, etc. C'est l'avenir seul qui résoudra ces questions.

En tout cas, l'administration sioniste ne perd pas le droit de veiller à l'installation matérielle de ces établissements ; c'est elle qui trace les limites, qui dicte l'emplacement des édifices d'utilité commune, les routes, etc... tous ces points sont décidés par des experts en urbanisme si bien que la fantaisie individuelle n'y répercute pas.

Il a été établi une Banque Centrale des Institutions Coopératives avec un capital de £ 100.000 fourni conjointement par le *Joint Distribution Committee* (de New-York), le *Palestine Development Council* (également de New-York), la *Jewish Colonisation Association*, et le *Conseil Economique pour la Palestine*, de Londres.

L'ENSEIGNEMENT

L'enseignement a toujours été une préoccupation à premier plan pour l'organisation sioniste ; le développement rapide du système scolaire palestinien date même des années précédant la guerre, à la suite de l'action du *Hilfsverein deutschen Juden* qui fit, pour le développement de la langue allemande en Palestine, une tentative à laquelle répondit un mouvement spontané des Juifs nationalistes défendant le langage national juif. Grâce à l'appui généreux du sionisme américain, le système scolaire absorba d'abord rapidement les précédentes écoles du *Hilfsverein deutschen Juden* et celles de l'I. C. A. ; cette absorption ne fut pas le résultat d'une lutte, mais le processus naturel de l'attraction exercée sur les professeurs, les parents et même les administrations, par un système national coordonné d'enseignement. Au surplus, les écoles soutenues par l'I. C. A. ont accepté la langue hébraïque ainsi que le contrôle du bureau d'éducation. Dès l'année 1919-1920, il y avait 600 professeurs et 11.000 élèves.

L'éducation hébraïque en Palestine commence au Kindergarten, qui ne présente pas de particularités, sauf l'usage de la langue hébraïque que le maître cherche à répandre parmi les enfants. Ensuite, vient l'école élémentaire. Dans les colonies, les écoles sont mixtes, dans les lycées également. Un certain nombre d'écoles sont du type orthodoxe. Dans ces écoles, on poursuit surtout l'enseignement du Talmud, ainsi que l'étude des prescriptions religieuses. Toute école orthodoxe peut se placer sous le contrôle du bureau d'éducation, pourvu qu'elle poursuive l'enseignement en

hébreu et qu'elle enseigne un minimum de connaissances générales, dans des conditions hygiéniques déterminées. L'entente entre les écoles orthodoxes et le Bureau d'enseignement a été signée à la Conférence annuelle sioniste de Londres, en juillet 1920, entre le groupe Mizrahi et l'Organisation générale sioniste.

L'enseignement présente forcément une particularité : dans tous les pays, il est donné dans la langue maternelle ; en Palestine il n'y a pas de langue maternelle, mais il y a une langue de l'école ; car beaucoup de mères ne sont pas encore en mesure d'enseigner l'hébreu à leurs enfants. Il faut remarquer, d'ailleurs, qu'un certain nombre d'enfants fréquentent les écoles palestiniennes, alors que leurs parents n'habitent pas le pays. Les enfants y sont envoyés, parce que « l'air de la Palestine rend l'homme plus sage » suivant un proverbe juif ancien.

Les dépenses de la Section « Enseignement » sont considérables, attendu qu'elles se sont élevées, dès le début pour l'année 1920, à £ 110.000, ce qui fait une dépense de £ 9 par élève, pour une année. La comparaison avec les différents pays montre que ce chiffre n'est pas trop élevé, puisqu'en Angleterre pour la même année il s'élevait à £ 10, 11 sh. Il ne faut pas oublier que le coût de la vie est plus élevé en Palestine qu'en Angleterre. Il n'en est pas moins vrai que de telles dépenses constituent une charge considérable pour le budget de l'Organisation sioniste. En tous cas, il ne peut pas être question de réduire le salaire des professeurs qui commence à £ 15 par mois, ce qui est considérablement moins élevé que ce que gagne un bon secrétaire sténo-dactylographe. Quant à la rétribution qui peut être demandée aux élèves, elle n'est pas extrêmement élevée, à cause de la pauvreté de la population juive ; de plus, si la rétribution demandée aux élèves était élevée, il y aurait à craindre que quelques-uns s'en lassent dans des écoles non hébraïques, dont il existe un certain nombre en Palestine.

Le meilleur procédé consisterait à percevoir sur la popu-

lation juive une taxe légère destinée à soutenir l'enseignement.

De toutes façons, on ne saurait augmenter le nombre des élèves recevant l'enseignement d'un même professeur ; car ce nombre dépasse déjà la moyenne admise dans les pays occidentaux.

D'autre part, alors que certaines écoles sont extrêmement chargées, d'autres doivent être maintenues bien qu'elles n'aient qu'un trop petit nombre d'élèves, étant isolées dans certaines colonies.

Le problème de l'enseignement est fonction de la qualité des immigrants. Pendant toute une période, la majorité des immigrants étaient des « halutzim », c'est-à-dire des jeunes gens et des jeunes filles sans famille. Dès que les familles arrivent avec des enfants, il est de toute évidence que le problème de l'enseignement demande à être envisagé différemment.

Au problème de l'enseignement, s'ajoute le problème du manque de locaux pouvant servir d'écoles. Très peu d'entre elles sont établies dans des bâtiments spéciaux ; ce sont des maisons qui sont transformées en écoles et cela présente, on le devine, de grands inconvénients ; elles ne présentent pas les garanties d'hygiène moderne ; certaines d'entre elles, si elles étaient situées dans les pays occidentaux, seraient immédiatement fermées par les inspecteurs sanitaires. Il est donc urgent qu'un plan de construction d'écoles soit, dès le début, mis à exécution.

Il serait également de première nécessité de publier des livres d'école. Plusieurs milliers de livres sterling devraient être immédiatement employées dans ce but. Pour donner une idée du manque de livres, il faut dire que, dans un grand nombre d'écoles, l'enseignement géographique est fait sans carte. Sans doute, on pourrait espérer une certaine aide du Gouvernement palestinien ; mais, jusqu'ici, cette aide ne s'est manifestée que dans des proportions absolument insignifiantes, le Gouvernement pa-

lestinien ayant laissé presque entièrement la charge de l'enseignement à l'organisation sioniste.

Les dépenses du Département d'Education, en 1921, se sont élevées à £ 108.000, mais a dû, postérieurement, être réduit très sensiblement. Les réductions des dépenses ne suffisant pas, des établissements scolaires ont été supprimés ; puis le nombre des élèves de chaque classe a été augmenté ; puis les professeurs furent payés irrégulièrement. On comprend combien de telles mesures furent désagréables à l'Organisation sioniste, mais elles s'imposaient.

La conséquence de cet état de choses est que des enfants, en grand nombre, ne purent fréquenter les Kindergarten pendant que leurs parents travaillaient, et restèrent sans soins ni surveillance ; l'enseignement de l'hébreu en fut ralenti. Une autre conséquence a été que l'Organisation sioniste a dû se montrer très sévère dans l'exigence d'une participation, par les parents, aux frais d'études, ce qui n'était pas dans les habitudes antérieures, et cela au risque de voir certains enfants aller vers des écoles non-juives. L'augmentation de la contribution des parents est constante. Elle était de £ E 7.000 en 1919, de 12.000 en 1920, de 19.500 en 1921, de 23.500 en 1922 (dans les écoles secondaires, les recettes arrivent ainsi à être 50 % des subventions).

Mais, dans les colonies, il est à peu près impossible d'attendre de hauts encaissements pour les frais d'études. Cependant l'Organisation sioniste insiste, elle a pu récupérer, par exemple, en 1922 : à Rishon le Zion £ E 1.000, à Petah Tikvah, 900 ; à Zichron-Jacob, 700, etc.

En 1924 et 1925, l'Organisation sioniste dut entièrement renoncer à améliorer en quoi que ce soit le système d'enseignement. Tout au plus put-elle maintenir les établissements en fonctionnement. Encore si elle put parvenir à ce résultat, ce fut parce que, dès le début, tout l'édifice scolaire avait été largement prévu et institué. Mais on a dû renon-

cer à bien des expériences et à des désirs de faire mieux et plus en grand. Le nombre des élèves est resté le même dans les classes élémentaires, jusqu'à 60 par classe ; le matériel scolaire n'a pas été augmenté ; à peine si quelques livres d'études ont pu être édités.

L'augmentation de l'immigration a fait qu'un grand nombre d'enfants dans les écoles, ne connaissant pas l'hébreu, langue dans laquelle est donné l'enseignement, il a fallu, d'abord, résoudre cette difficulté. Il a fallu, de ce chef, organiser des classes spéciales, où seulement l'hébreu est enseigné, mais ce procédé ne rend pas tous les services qu'on en attend car l'étude d'une langue requiert évidemment un minimum de temps, pendant lequel l'enseignement des autres matières est ralenti. Grâce à la générosité américaine, quelques écoles spéciales ont pu être organisées telles celle de Jérusalem et celle de Tibérias, où les jeunes filles apprennent le « house-keeping », c'est-à-dire l'art de tenir la maison et où elles sont nourries à prix coûtant.

L'enseignement religieux donné par les écoles, « Mizrahi » a été amélioré dans les matières autres que les matières religieuses, que nous n'avons pas à apprécier ici. Le Séminaire des professeurs Mizrahi fournit un personnel qui, outre les matières religieuses, est de plus en plus apte à dispenser un enseignement d'ordre général.

Mais, si rien ne put être ajouté, en 1924-1925, à l'organisation même des écoles, du moins l'Organisation sioniste a-t-elle cherché à tirer le maximum de résultats des moyens mis à sa disposition. Notamment, dans l'enseignement secondaire, le niveau des études est particulièrement surveillé ; il peut être comparé à celui de tout autre établissement semblable des pays occidentaux. Le certificat de fin d'études, délivré par les autorités gouvernementales, permet aux élèves l'admission dans les diverses Universités européennes.

Les écoles commerciales, comme celle de Tel Aviv, donnent des résultats très utiles ; les élèves qui en sortent son-

immédiatement absorbés par les maisons de commerce palestiniennes.

Le mouvement scoutiste, qui avait été entièrement arrêté en 1922, a été réorganisé en 1924, tant pour les jeunes gens que les jeunes filles et constitue, dans un pays où les conditions sociales et économiques sont très spéciales, un appoint sérieux de discipline.

En 1924, une Exposition pédagogique fut organisée à Jérusalem, montrant le travail scolaire réalisé dans les Kingergarten, et dans l'enseignement secondaire, en vue de faire bénéficier les maîtres de leurs expériences réciproques et d'intéresser le public à l'amélioration de l'état de choses existant.

L'exposition produisit une impression profonde sur des milliers de personnes, et la presse, tant palestinienne qu'étrangère, rendit hommage à ce qui a été fait par un pays exigu, au milieu des plus grandes difficultés. Une partie du matériel de l'Exposition fut ensuite envoyée à l'Exposition de Wrembley.

Une bibliothèque spéciale pour les professeurs a été organisée, permettant des prêts circulants; plusieurs milliers de volumes ont été ainsi mis aux mains des maîtres. En 1925, quelques livres de classes purent être imprimés. Quelques bâtiments scolaires purent également être élevés.

L'année 1925, en ce qui concerne l'arrivée des élèves dans les écoles, connut des difficultés croissantes. Cependant le budget ne fut que de £ E. 58.000 officiellement, alors qu'il eût dû être du double. Tout établissement somptuaire dût être supprimé, soit école de chant, de musique, etc... Les Juifs sont cependant très friands de musique et un effort avait été fait pour sélectionner quelques chansons sur des airs originaux. Divers organismes privés à l'étranger donnèrent de faibles subventions ainsi que la municipalité de Tel Aviv.

Ces difficultés firent surgir un conflit entre les professeurs et le Département d'Education. Les professeurs déclarèrent

n'avoir pas à savoir si le budget du Département d'Éducation était ou non payé ou suffisant et qu'en tout état de cause leurs salaires devaient être réglés en temps utile : la paix fut rétablie par un arbitrage amiable, mais il est de toute évidence que le budget de l'enseignement, qui est capital pour la bonne organisation du Foyer National Juif, doit être assuré à la fois dans son quantum et dans ses recettes.

Ceci soulève la question de la participation du gouvernement palestinien à l'entretien des écoles. Jusqu'ici le gouvernement palestinien a tout juste donné une subvention de 2 à 3 % des dépenses, tandis que la population juive représente déjà à peu près le 1/6 de la population totale palestinienne. Ce point est à régler entre l'Organisation sioniste et le gouvernement, qui, jusqu'ici a considéré les écoles juives comme des « écoles privées », alors que c'est, au vrai, l'organisation d'un service public.

L'UNIVERSITÉ HÉBRAÏQUE

L'Université Hébraïque de Jérusalem fut inaugurée le 1^{er} avril 1925. La cérémonie, présidée par Lord Balfour en personne, revêtit un caractère de grandeur imposante. Il n'est pas exagéré de dire que ce ne fut pas seulement un événement palestinien, mais un événement mondial. L'assemblée comprenait des représentants qualifiés de la plupart des gouvernements d'Amérique et d'Europe, des délégués illustres d'un grand nombre d'Universités et de corps savants. Tous ceux qui assistèrent aux réceptions, aux discours et aux cérémonies en gardent un souvenir profond. Par le retentissement qu'a eu l'ouverture de l'Université de Jérusalem, la valeur morale internationale du Foyer National Juif a pu être mesurée, et, par là aussi, a pu être appréciée la valeur de l'inspiration des chefs sionistes qui aperçurent, il y a plusieurs années déjà que, pendant toute la première partie de son existence, — et peut-être même toujours — ce serait l'Université Hébraï-

que qui donnerait son véritable sens et sa portée réelle au Foyer National Juif.

En décidant la création de l'Université, les dirigeants sionistes n'ont jamais pensé à imiter les organismes qui ont des siècles d'existence derrière eux. Il ne fut pas question de poursuivre la quantité, mais la qualité. Produire des gradués, bacheliers, licenciés et les jeter dans la vie palestinienne, était pure utopie et peut-être grave danger. La politique suivie a été celle de la création d'Instituts de recherches strictement scientifiques.

En 1921, MM. Weizmann et Einstein fondèrent, en Amérique, un groupement de médecins, ayant pour but d'aider à la création de la future Faculté de Médecine de Jérusalem. Des fonds importants purent être recueillis. Après étude des conditions dans lesquelles se présentait le projet, il fut décidé de créer en Palestine un Institut de Microbiologie et de médecine tropicale.

M. le professeur Fodor, de l'Université de Halle (Allemagne) a été chargé de la direction d'un Institut de Chimie. Dès l'automne de 1924, les sections « Biochimie » et « Chimie générale » étaient en fonctionnement. Elles ont déjà produit des publications techniques. Un certain nombre d'étudiants sont attachés à chacun de ces instituts.

Vers l'automne de 1922, des Comités étaient fondés à Jérusalem, Londres, Paris, pour aider à la création d'une Faculté des Arts à Jérusalem. Ce fut, d'abord, l'Institut d'Etudes juives, qui fut organisé et cet établissement sera complété prochainement par une Ecole d'Etudes orientales. Une grande activité n'a cessé de régner, tout naturellement, à l'Institut d'Etudes juives ; de nombreux articles ont été publiés en littérature, archéologie, histoire, philologie, phonétique hébraïque, etc., par plusieurs professeurs de haute valeur, qui ont accepté d'aller faire à Jérusalem des séries de leçons.

Le prochain établissement qui sera mis en fonctionnement sera l'Institut Balfour-Einstein, de Mathématiques

et Physique, — dont la première pierre a été posée le 2 avril 1925.

Ce qui est remarquable, dans l'idée de la fondation d'une Université hébraïque, c'est l'ancienneté de l'idée. Il en fut question dès 1896-1897, alors qu'on préparait à peine le premier congrès sioniste, alors que Herzl mettait à peine en branle le mouvement, qu'il devait diriger jusqu'en 1904. En 1897, M. Reuben Branini écrivait un article, à Saint-Petersbourg, sur la nécessité d'une Université hébraïque à Jérusalem ; et l'auteur ne connaissait aucune hésitation puisque, quoique constatant que son projet ne ralliait pas tout l'enthousiasme voulu chez les sionistes, il écrivait :

Il est un fait certain, c'est qu'une Université à Jérusalem est une nécessité absolue à l'heure actuelle pour les Juifs de la Dispersion et c'est une nécessité à laquelle nous pouvons immédiatement satisfaire.

Mais Herzl et Nordau, à cette époque, n'eurent pas le sentiment que la chose était à envisager pratiquement. En 1902, le projet prenait le nom de création d'un « Sanhédrin », c'est ainsi qu'on envisageait l'existence éventuelle d'une Université. Or, dès cette année 1902, M. Weizmann se saisissait de l'idée qu'il allait désormais ne plus abandonner ; 1902 fut une année de grandes difficultés pour les étudiants juifs des Universités européennes. En 1903, il y avait 7.000 étudiants juifs de la seule nationalité russe à l'étranger ; ce sont les étudiants juifs à l'étranger qui eurent le sentiment qu'il leur manquait une Université qui fut leur. C'est aussi à ce moment que M. Weizmann prenait la direction du Parti sioniste démocratique. M. Weizmann fit part de son projet d'Université Juive à Herzl, qui songea quelque temps à obtenir du Sultan la possibilité de créer un établissement universitaire juif à Constantinople. Puis s'évanouirent les espoirs mis en l'intervention du Souverain Ottoman.

M. Weizmann, avec ses procédés de rapide décision, écri-

vit alors sa brochure *Die Judische Hochschule* (L'Université Hébraïque) qu'il envoya à tous les professeurs juifs et non juifs notoires du monde, et saisit également les étudiants de son projet. En 1906, un questionnaire était envoyé à 10.000 étudiants juifs à l'étranger sur le thème : « Que pensez-vous de la création d'une Université juive en Palestine ? »

Puis ce furent les voyages de M. Weizmann en Amérique, déclanchant un intérêt puissant pour ses projets ; les décisions des Congrès, votant le principe et la création en mai 1914 d'un Comité international de l'Université, où siégeait le baron James de Rothschild.

La guerre ravagea le monde, elle n'entama pas l'idée conçue par ces hommes inébranlables et le 24 juillet 1918, alors que le canon tonnait encore, la première pierre de l'Université hébraïque était posée sur le Mont Scopus. En 1922, l'illustre savant M. Albert Einstein faisait, à Jérusalem, sa première conférence ; et le 1^{er} avril 1924 il envoyait à l'Université un message où il disait notamment :

Une Université est une place où se manifeste l'universalité de l'esprit humain. La science et la recherche reconnaissent comme leur seul but la vérité. Il est naturel, par suite, que les institutions qui servent les intérêts de la science soient un facteur pour l'union des nations et des hommes. Malheureusement, les universités de l'Europe, aujourd'hui, sont pour la plupart des berceaux de chauvinisme et d'une aveugle intolérance pour toutes choses étrangères à la nation ou à la race, pour toutes choses portant le cachet d'une individualité différente. De ce régime, les Juifs sont les premiers à souffrir, non seulement parce qu'ils sont frustrés dans leur désir de libre participation et dans leur anxiété à s'instruire, mais aussi parce que beaucoup de Juifs se trouvent eux-mêmes mal à l'aise dans cet esprit d'étroit nationalisme. En cette occasion, de la naissance de notre Université, j'aime à émettre le vœu que notre Université sera toujours libre de cette malfaisance et que les maîtres et les étudiants garderont toujours la conscience qu'ils servent mieux leur peuple en maintenant son union avec l'humanité et avec les plus hautes valeurs humaines.

On ne saurait élever plus haut et plus noblement la voix en faveur de l'universelle fraternité et de la souveraineté de la science.

M. Victor Basch, professeur à la Sorbonne, qualifiait la création de l'Université de « magnifique acte de foi ».

Il n'est pas étonnant que lorsqu'ils voulurent rebâtir leur Foyer National, les Juifs aient réservé la première et la plus belle place au Temple de la Science. Sans vouloir nourrir d'excessives espérances, nous pouvons être certains que l'Université de Jérusalem sera à même de collaborer avec ses sœurs plus anciennes de tous les pays et qu'une grande et belle lumière jaillira d'elle.

M. Weizmann, au surplus situe et limite les ambitions de la nouvelle création du Sionisme :

Le grand danger menaçant la Palestine est le danger du « levantinisme ». Le levantinisme, dans notre cas, ce serait une façade qui aurait toute l'apparence de la science européenne, sans l'honnêteté, la profondeur, l'exactitude méticuleuse que l'étude scientifique requiert.

Il est exact qu'il n'y a pas une physique juive, ou une chimie juive, mais c'est vrai seulement à un certain degré. La manière d'approcher un problème scientifique et de chercher sa solution, peut être différente en Angleterre et en France et, avec une atmosphère dans laquelle une vie juive normale se développera, un institut scientifique, prenant racine petit à petit dans cette vie normale permettra d'approcher les grands problèmes de la science d'une façon originale.

En fait, sont actuellement en fonctionnement les établissements suivants :

L'Institut de Recherches médicales, connu d'abord sous le nom d'Institut Microbiologique, spécialisé dans l'étude de la microbiologie et de la médecine tropicale. Bien que ses efforts se concentrent surtout vers les recherches, l'Institut fournit aussi un enseignement avancé aux membres de la profession médicale en Palestine et se prépare, en outre, à donner des conférences populaires sur l'hygiène tropicale.

L'Institut de Chimie, connu d'abord sous le nom d'Institut Biochimique, consistant en deux départements, qui se consacrent respectivement à la chimie générale et à la chimie biologique.

Dix étudiants, qui se consacrent à des recherches scientifiques, travaillent sous la direction du professeur Fodor.

L'Institut des Etudes juives et orientales, auquel on espère adjoindre prochainement une section de langue et de littérature arabes, et qui a ouvert ses portes en décembre 1924. Des séries de conférences ont été faites à l'Institut par des savants distingués venus de l'étranger. D'autres érudits, résidant à Jérusalem, ont donné leur concours à l'Institut dans les sections d'études talmudiques, orientales et de philologie.

LA BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ.

Le développement de la Bibliothèque de l'Université a suivi une marche extrêmement rapide. Une campagne énergique a été faite dans les milieux savants des principales villes où le judaïsme a de la cohésion, en vue de doter la Bibliothèque d'ouvrages de valeur. La Bibliothèque comptait 30.000 volumes environ en 1920, 66.000 en 1923, et plus de 100.000 en 1925. Des collections et des bibliothèques particulières ont été acquises ou léguées par testament ; des envois individuels ont été recueillis ; la plupart des gouvernements envoyèrent des séries d'ouvrages.

Un effort de coordination fut tenté par la propagande, afin que la Bibliothèque reçut des ouvrages appartenant aux différentes branches du savoir. Un bulletin est publié qui tient le monde savant au courant des besoins palestiniens. Les Congrès internationaux de bibliographie ont émis des motions favorables à la participation des bibliothèques à la dotation de la Bibliothèque de Jérusalem.

Un service des périodiques a été créé qui a réussi à s'assurer l'envoi de plus de 400 revues de tous les pays. Des

« Sociétés des amis de l'Université hébraïque » sont formées ou en formation dans un certain nombre de pays et des Comités permanents collectent les livres. Il ne semble pas devoir s'écouler un long temps avant que la Bibliothèque de l'Université de Jérusalem puisse faire figure honorable, à côté d'établissements de grandes villes occidentales. Actuellement, des milliers de volumes ont été, un peu partout, en Europe, donnés à la Bibliothèque et n'ont pu être expédiés, ou, s'ils l'ont été, n'ont pu être encore par manque de personnel, triés, différenciés, classés, ou catalogués. Cependant, un catalogue par auteurs et matières sur fiches est en préparation d'après les méthodes les plus modernes.

Le problème du local n'a pas tardé à se poser. Au début, la Bibliothèque était installée dans différents locaux séparés. Le dernier président de l'Organisation sioniste, David Wolffsohn, laissa par son testament, des fonds qui purent être appliqués à la construction d'un monument spécial pour la Bibliothèque. Le lieu est choisi, les travaux commencés.

LA RENAISSANCE DE L'HÉBREU

La langue du Foyer National Juif est l'hébreu. Au premier contact avec cette réalisation on ne peut se garder d'un certain étonnement. Quoi, cette langue antique qui a reçu la patine de millénaires dans les textes sacrés, va être utilisée pour les caquetages de la vie courante?

Ce qui paraissait une gageure a été pleinement réalisé. Il y a, en Palestine aujourd'hui, une littérature de très haute inspiration, une presse très active, des débats parlementaires, une correspondance commerciale, une production dramatique en langue hébraïque.

On a souvent indiqué que la renaissance de l'hébreu était due à des travaux patients et savants, notamment de Ben Yehouda. Cela est vrai ; mais ce qui est vrai aussi c'est que l'hébreu, dès qu'il fut délivré de son suaire des anciens

textes, prit un essor personnel. Il fut, comme toute langue vivante, le patrimoine d'une collectivité qui a ses modes, ses caprices, ses lois impératives ; ce qu'avait de potentiel en soi la langue hébraïque s'est librement développé. De même, s'y est ajouté un hébreu de rue, un argot, issu de la fantaisie d'un peuple plein d'humour. Et il est arrivé que des hommes illustres, tels Bialik ou Aad Hacham s'en sont affligés. Mais certains, en Palestine reprochent précisément aux poètes comme Bialik, qui parlent un hébreu somptuaire et riche, d'être enfermés dans un langage antique. Quoiqu'il en soit, l'usage de l'hébreu courant, l'hébreu parlé est prescrit par la « Légion des défenseurs de la langue ». On conte cette anecdote : Un jour le poète Bialik s'entretenait dans la rue avec un ami, en langue russe. Un jeune garçon passe, qui l'interpelle : Juif, parle hébreu ! Cette admonestation faite à un des animateurs mêmes de l'hébreu, n'était pas sans saveur.

M. Shalom Spiegel, qui s'y connaît, quant à la formation de la langue courante, déclare que les pères de la « Has-kalah », c'est-à-dire les initiateurs, à Berlin, du mouvement de renaissance de l'hébreu, sur des bases tout à fait théoriques, reconnaîtraient mal leur hébreu dans la langue hardie et vive parlée en Palestine.

La littérature et surtout la poésie ont pris un essor nouveau avec la renaissance de l'hébreu. L'enthousiasme de la foi a fait vibrer des âmes qu'anime l'esprit de sacrifice et d'idéalisme. Les Halutzim, cette ardente jeunesse, ont servi d'inspiration à de joyeuses et fortes chansons. Le pays « splendide et désolé » a ses amants romantiques qui acceptent la Palestine telle qu'elle est. « Tu es mon pays tel que tu es », voilà le leit-motiv des âmes sensibles.

« Chaque contact de mon pied avec le sol, s'écrit le poète « élégiaque Fichman, est comme un lien sacré avec ce nouveau foyer, comme si tout ce que j'ai aimé et connu, depuis « la gloire de ma jeunesse jusqu'à maintenant, appartenait

« à ce pays serein et béni. Ici je me trouve moi-même, ici mon âme rencontre la paix, la sécurité et la foi. »

Et Shimonowith s'écrit : « De chaque cœur juif part une route vers Sion. »

On comprend à quelle souplesse doit arriver une langue pour peindre aisément de tels mouvements du cœur.

Il est très curieux de constater que les sémitisants les plus savants n'ont jamais pressenti l'avènement de la renaissance de la langue hébraïque, ni même sa possibilité matérielle ou intellectuelle. Voici quelques lignes curieuses de Renan, que nous ne trouvons qu'en anglais, — ce qui fait que notre texte n'est pas exactement celui de Renan, mais la pensée qu'il exprime lui est familière. On verra combien lourdement a pu se tromper cet esprit pourtant si subtil :

Un frémissement plein de flèches d'acier, un câble avec des nœuds rudes, une trompette d'airain, craquant à travers l'espace, sur deux ou trois notes aiguës, voilà l'hébreu. Une telle langue n'est pas adaptée à l'expression de résultats scientifiques. Les lettres de ses livres n'ont pas besoin d'être nombreuses, mais elles doivent être des lettres de feu. Ce langage n'est pas destiné, à dire beaucoup, mais ce qu'il dit est battu sur une enclume. Il est fait pour déverser au dehors des flots de colère, de hauts cris de rage contre les abus du monde, appelant les quatre vents du ciel à l'assaut des citadelles du mal. Comme la trompette du jubilé dans le sanctuaire, *il ne sera jamais mis au service d'un usage profane.*

Et Herzl lui-même, dans « *l'Etat juif* », recherchant quelle langue serait parlée s'écrit : « certains proposent l'hébreu, — mais y a-t-il au monde quelqu'un capable de demander seulement un billet de chemin de fer en hébreu? »

Comme quoi, dans le domaine du sentiment, il ne faut jamais défier le cœur humain, qui a ses mystères imprévisibles. L'hébreu est aujourd'hui en Palestine une langue vivante, d'usage quotidien et parfaitement implanté.

Il est cependant remarquable que l'hébreu ait pu vaincre

si complètement toute autre langue parmi les sionistes, si on songe que la plupart de ceux-ci sont d'origine russo-allemande, c'est-à-dire ont connu dans leur jeunesse le yddish. Au recensement de 1897 en Russie, sur 5.050.000 Juifs, 96 % avaient déclaré le yddish comme leur langue maternelle. En outre le yddish a ses journaux, ses livres, sa littérature à grand tirage. Mais il ne parle pas au cœur des Juifs qui l'emploient et dont beaucoup le méprisent, ainsi que le faisait Herzl, comme la langue de l'exil et de l'esclavage. Et, toujours au-dessus de cette langue de nécessité, l'hébreu avait pu garder son prestige.

SALUBRITÉ PUBLIQUE. LA HADASSAH.

Un système d'hygiène intensive est indispensable en Palestine. Ce système doit être conçu en vue du traitement des maladies infectieuses ou non infectieuses et de la malaria ; en vue de l'organisation de l'hygiène publique, domestique et personnelle, des secours à la maternité, des soins à donner aux enfants, de l'hygiène scolaire, etc.

En ce qui concerne la malaria, des recherches faites avant la guerre avaient révélé la présence du parasite de la malaria dans le quart environ des établissements juifs et dans le tiers des agglomérations arabes. On peut dire que le quart de la population était atteinte de la malaria, ou en avait souffert.

Non seulement la malaria peut être une cause de mort pour les enfants et les adultes, mais c'est elle qui produit cette sorte de lassitude, cette perte d'énergie qui est constatée dans les régions infectées ; elle mine la constitution et elle rend le malade moins résistant aux autres maladies infectieuses. De plus, chaque malade atteint de malaria est un foyer de propagation de la maladie.

Evidemment, la malaria peut être supprimée en Palestine, comme elle l'a été dans d'autres pays, notamment à l'Isthme de Panama. La malaria provient de la piqûre

d'un certain moustique, si bien que, pour lutter contre cette maladie, il faut remonter à sa cause même : on doit prévoir la destruction des moustiques qui causent la malaria.

Nous n'avons pas à entrer dans les détails techniques de la lutte contre la malaria. Disons simplement que, partout où elle a été entreprise d'une façon systématique, les résultats ont été décisifs.

Trachome. — Le trachome est une maladie infectieuse chronique, des yeux, qui se développe principalement dans les pays d'Orient, et avec une telle intensité que l'on dit couramment que « deux arabes n'ont ensemble que trois yeux ». En tous cas, les deux tiers des Arabes habitant la Palestine et un tiers des Juifs en étaient primitivement atteints.

La lutte contre le trachome demande, tout d'abord, des précautions d'hygiène en ce qui concerne le linge, la propreté des individus, les soins à donner aux enfants, etc. Le Service médical palestinien doit donc prévoir une organisation spéciale et puissante pour combattre cette maladie.

Tuberculose. — Il n'y a pas de statistique authentique du développement de la tuberculose en Palestine. Il y a, cependant, de bonnes raisons de croire que cette maladie est assez répandue. Des catégories d'habitants y sont spécialement sujets, tels les Yémenites.

La lutte doit être menée par l'amélioration des habitations, de la nourriture et des conditions générales de la vie.

Le traitement doit être surtout suivi pendant le début de la maladie, dès ses premières atteintes.

Hygiène publique. — Aucune ville de Palestine n'est pourvue d'une quantité d'eau correspondant à ses besoins. Les citernes, qui existent dans la plupart des villes et des villages peuvent, par des travaux appropriés, être mises à l'abri des moustiques qui transmettent la malaria ; mais ces travaux ne sont pas partout réalisés. Il est à prévoir que, pendant de longues années encore, les citernes seront le principal moyen de se procurer l'eau pour les usages domes-

tiques. Pour des villes importantes comme Jérusalem, Jaffa et Haïffa, il faut cependant prévoir un service public d'eau. Il a été réalisé, en partie, pour Jérusalem. Tel Aviv jouit déjà d'un système entièrement moderne. Partout où les citernes seront maintenues, on doit arriver, au besoin par des emprunts publics, à les agencer de façon satisfaisante.

Il faut encore citer, parmi les travaux qui doivent être entrepris, l'élimination des résidus des cités. A cet égard, il y a des procédés scientifiques d'utilisation des résidus qui pourraient être appliqués en Palestine.

La question doit être comprise dans les plans généraux d'amélioration urbaine.

Maternité. — Un grand nombre de femmes palestiniennes meurent chaque année, des suites immédiates d'accouchement. La proportion de ces cas de mortalité est infiniment plus forte en Palestine qu'elle ne l'est dans les pays occidentaux. Les sages-femmes y sont rares et ont des connaissances médicales tout à fait insuffisantes. On doit donc prévoir, dans le plus bref délai, un certain nombre d'établissements de maternité.

Quant à la mortalité infantile, on peut en avoir une idée par les chiffres suivants ; alors qu'elle est de 13,89 pour mille en Angleterre, elle est de :

168	pour mille	à Jérusalem
185	—	à Hébron
276	—	à Haïffa
340	—	à Jaffa
159	—	à Gaza
204	—	à Naplouse

Les chiffres très élevés de Haïffa et de Jaffa doivent être attribués aux mauvaises conditions d'approvisionnement d'eau.

Hygiène scolaire. — Tout était à faire évidemment, au début, dans cette branche, en Palestine. Il fallait trouver

des emplacements convenables pour l'établissement d'écoles, les construire d'après un plan déterminé, constituer tout le mobilier scolaire dans des conditions hygiéniques, prévoir la nourriture des enfants, l'inspection médicale, l'éducation des parents et l'enseignement de l'hygiène.

Si l'on additionne les sommes nécessaires à la construction d'hôpitaux de maternité, d'asile d'aliénés, de cliniques, d'hôpitaux pour les immigrants, d'établissements spéciaux pour les enfants, d'écoles de nourrices et de sages-femmes, on peut prévoir, hardiment, une dépense de £ 500.000 avant que la Palestine soit normalement équipée à ces différents points de vue.

Cet énorme travail de mise au point salubre de la Palestine a été tenté par l'initiative privée uniquement. Les femmes juives d'Amérique, le corps médical américain ont créé la solide armature d'une sorte d'armée du Salut médicale, où abondent à la fois les bonnes volontés et les capitaux nécessaires.

L'Organisation Médicale *Hadassah*, exclusivement entretenue par des capitaux juifs, avant même l'armistice, a déployé, dans la Palestine ravagée par la guerre, la plus utile activité. Sans vouloir retracer son effort passé, disons qu'en 1924, les hôpitaux de Jérusalem, Jaffa, Caïffa, Tibériade et Safed, renfermaient de 300 à 325 lits. Le nombre de malades qui y étaient admis s'élevait à 8.339, contre 7.719 en 1923. L'Organisation Médicale *Hadassah* entretient aussi 39 cliniques dans des villages et centres agricoles, en sus des cliniques établies dans des centres urbains, juifs et autres, comprenant Jérusalem, Jaffa, Caïffa, Safed, Tibériade, Hébron, Beisan et Ramleh. Dans cette même année 1924, les cliniques *Hadassah* ont reçu 94.011 nouveaux malades, et ont enregistré un total de 520.769 *visites* de personnes en traitement. Entre temps, 78.430 analyses (bactériologiques et chimiques) ont été faites dans les cinq laboratoires *Hadassah*.

Grâce à la générosité du *Comité de Médecins Juifs Amé-*

ricains, qui a entrepris de fournir le matériel des divers instituts destinés à être incorporés dans le service médical de l'université hébraïque, l'Organisation Hadassah a pu ouvrir, au cours de l'année, un institut Röntgen à Jérusalem. L'Institut Röntgen est une addition importante aux ressources médicales de la Palestine, eu égard aux nombreux cas de maladies de peau qui se rencontrent chez les indigènes.

« Hadassah » entretient la plus grande école pratique de gardes-malades de la Palestine. En 1924, l'enseignement était donné à 50 élèves. Le nombre de diplômées est actuellement de 54.

« Hadassah » rend également d'importants services dans la sphère d'hygiène sociale :

a) *Inspection des écoles*. — En 1924, le Service de l'Hygiène scolaire, dépendant de cette organisation, avait plus de 15.000 enfants sous le contrôle médical. L'activité de ce service s'est manifestée par 28.250 examens physiques généraux, et un grand nombre de traitements pour maladies de peau, des yeux, etc...

b) *Campagne anti-ophtalmique*. — La campagne anti-ophtalmique que la Hadassah conduit dans les villes, avec des résultats si satisfaisants, embrasse maintenant tous les établissements juifs agricoles, qui bénéficient des services d'un oculiste visiteur et de gardes-malades expérimentées.

c) *Maternité*. — Des dispositions méthodiques ont été prises, pour fournir conseils et assistance aux femmes enceintes.

Semaine d'hygiène. — Sur l'initiative de la « Hadassah », et avec son aide pécuniaire, la Palestine a eu sa première « Semaine d'Hygiène » en novembre 1924. Des leçons spéciales d'hygiène ont été données dans les écoles juives et arabes ; des milliers de brochures, en arabe et en hébreu, ont été distribuées au public. A Jérusalem, s'est tenue, à l'appui de cette propagande, une exposition d'hygiène qui a reçu 30.000 visiteurs.

Les chiffres ci-dessous montrent l'activité de la Hadassah pour 1921-1922 :

Nombre d'admissions dans les hôpitaux : 5.000 et 6.000.

Consultations aux cliniques :

1921	440.000
1922	600.000

Examens dans les laboratoires :

1921	48.000
1922	71.000

Examens des enfants aux écoles :

1921	54.000
1922	88.000

Visites dans les colonies :

1921	15.000
1922	22.000

En 1923 et 1924 :

Nombre d'admissions dans les hôpitaux : 7.000.8.000.

Examens dans les laboratoires :

1923	67.000
1924	80.000

Budget de la Hadassah :

1919	£ E. 69.000
1920	120.000
1921	119.500
1922	127.50)
1923	64.200
1924	84.500

Au total près de £ E. 600.000 en six années.

Ce sont, naturellement, les malades juifs qui ont le plus recours à la Hadassah, les malades des autres confessions

s'adressant aux institutions gouvernementales et à celles des diverses Missions. Pourtant, les cliniques et les hôpitaux de la Hadassah sont ouverts à tout le monde. Ainsi, en 1921, les musulmans et les chrétiens ont formé 16,3 % de la clientèle de la clinique ophtalmique de Jérusalem et 18,8 % de la clinique de Haïffa.

Aux manifestations de l'activité déployée par l'Organisation Hadassah, il convient d'ajouter celles du Kupath-Cholim, le Fonds de Secours aux malades de l'Organisation juive ouvrière. Cette institution a maintenant 10.000 membres, contre 1.200 en 1919. Les dépenses, en 1924, ont été de £ E. 29.603, contre £ E. 26.238 en 1923 et £ E. 16.613 en 1922. Environ un tiers de son revenu consiste en une subvention, prélevée sur les fonds sionistes. Les deux tiers restants sont fournis par les cotisations des membres et les contributions des patrons et des sociétés coopératives.

Le Kupath-Cholim fournit toute espèce d'assistance médicale à ses membres et à leurs familles, dont l'ensemble s'élève à environ 18.000 personnes dans plus de 70 localités. Pour les traitements dans les hôpitaux, il compte surtout sur l'Organisation médicale Hadassah, avec laquelle il a fait des arrangements satisfaisants. De plus, il pourvoit à l'entretien de ses propres hôpitaux à Ain Harod et à Tibériade ; et, suivant que le besoin s'en fait sentir, dans les colonies agricoles juives, il ouvre aussi des petits hôpitaux temporaires de campagne.

Le Kupath-Cholim a été la première institution en Palestine qui ait pourvu au traitement des ouvriers dans un sanatorium. A Motza, près de Jérusalem, il a récemment ouvert un sanatorium renfermant 30 lits, chiffre qui sera éventuellement porté à 60. Il est question d'ouvrir un second sanatorium au Mont-Carmel, pour les ouvriers employés à Caïffa et aux environs.

L'Exécutif sioniste de Jérusalem a créé un Comité consultatif sous le nom de « Waad Habriout » composé des principaux médecins juifs, et des représentants des diverses

institutions médicales juives, pour donner des conseils sur toutes les questions d'hygiène publique. Le Waad Habriout a étudié le problème de l'Assurance contre les accidents et la maladie, et il a également mené une campagne populaire contre la tuberculose et la malaria, par des conférences et des brochures.

Outre le Département d'Hygiène de l'Organisation sioniste, et la Hadassah, il y a encore un Département d'hygiène et de salubrité dépendant du gouvernement anglais. Il faut déclarer que le triple effort, ainsi conjugué, a accompli en Palestine un changement radical de la situation d'avant-guerre. A ce point de vue seul, le mandat anglais et le Foyer National Juif, constituent de véritables bienfaits pour le pays.

LA VIE ÉCONOMIQUE DU FOYER NATIONAL JUIF

POSSIBILITÉS INDUSTRIELLES

Au début du mouvement sioniste, le développement industriel de la Palestine n'était pas envisagé dans son détail. On prévoyait bien la création de quelques petites industries, mais personne ne songeait à un développement industriel réellement moderne. Actuellement, au contraire, l'opinion courante est qu'une colonisation intensive n'est pas possible sans un véritable développement industriel.

Il ne s'agit pas, bien entendu, d'imaginer de vastes industries modernes, avec des trusts d'industrie électrique et de gigantesques entreprises. La Palestine n'a pas les ressources nécessaires pour créer des industries sur une aussi grande échelle. Il est possible que l'exploitation du pétrole dans la contrée, si elle est bien organisée, arrive à un grand développement ; mais, pour le reste de la Palestine, on doit envisager une industrie de petite ou de moyenne importance et même, en partie, une industrie à domicile.

Il est de toute évidence qu'une telle industrie doit être rapidement organisée pour permettre l'augmentation de la population. L'agriculture ne pourra, dans un temps relativement peu éloigné, donner du travail à tous les ouvriers juifs, de sorte que, chaque pas fait dans la voie du développement agricole, doit être appuyé sur une avance industrielle correspondante. Peut-être trouvera-t-on une solution mixte dans la combinaison des Cités-Jardins qui permettent à chaque individu, travaillant dans la journée à une profession quelconque, d'occuper le reste de son temps à cultiver

un petit terrain. L'idée des Cités-Jardins rencontre une assez grande faveur.

Il faut remarquer que, si la Palestine a besoin actuellement de beaucoup de matériaux de construction, la plupart de ces matériaux peuvent être trouvés sur son sol même. On peut trouver l'asphalte et les phosphates soit dans les montagnes de la Transjordanie et de la Judée, soit du côté de la Mer Morte. On peut trouver une très grande quantité de sels de toutes sortes dans la Mer Morte, qui constitue à cet égard un réservoir pratiquement inépuisable ; notamment les sels de potassium, utilisés dans l'agriculture pour l'enrichissement du sol, ainsi que le magnésium.

L'industrie des fruits et des légumes de conserves peut être très facilement introduite en Palestine et elle serait d'une extrême importance. Il y a, à cet égard, des oranges, des amandes, des raisins, des olives, des abricots, ainsi que toutes sortes de légumes.

L'industrie des confitures serait introduite aisément.

La pêche maritime peut être organisée, ainsi que la pêche ordinaire, sur le lac de Tibériade.

L'industrie de l'huile et du savon doit être développée en connexité avec la culture de l'olivier. Tout ce qui a été fait dans ce sens, jusqu'à présent, l'a été d'une façon primitive, mais, avec des méthodes modernes la production sera considérablement accrue.

Tout ce qui touche l'industrie du vin est déjà assez développé, mais pourrait recevoir de nouveaux développements.

Le tabac est, sans doute, appelé à constituer une des richesses de la Palestine. Il faut distinguer à cet égard le travail de récolte et celui des manufactures de cigarettes. L'industrie des cigarettes correspond aux aptitudes juives et il est à peu près certain qu'elle donnerait de bons résultats. Cette industrie s'est développée dans les pays voisins, en Egypte et en Asie et a atteint, en très peu de temps, une prospérité extraordinaire, alors que la matière

première et les matières d'emballage doivent y être importées. L'Allemagne, avant la guerre, a développé en peu d'années une florissante industrie de cigarettes, bien qu'elle ne produise pas de tabac, et cette industrie a été organisée par des Juifs.

Une autre industrie, qui peut être considérée comme juive, est celle du vêtement. Il n'est pas nécessaire d'insister sur ce fait que des milliers de Juifs dans le monde entier, sont employés dans le travail du vêtement. Dans les temps anciens, la Syrie a été célèbre par ses industries textiles.

Le travail de la dentelle commence également à se développer. Les possibilités, à cet égard, semblent considérables; mais cela constituera plutôt une industrie à domicile qu'une industrie organisée dans des manufactures centralisées.

Il est vraisemblable que l'industrie de la soie prendra un certain développement, au contact des manufactures syriennes. Il y a encore d'autres industries juives, telle que celle de la fabrication des chaussures, celle de l'horlogerie, celle du polissage du diamant, sans oublier l'imprimerie, le dessin, etc...

Etant donné le grand développement du travail intellectuel à prévoir en Palestine, l'impression et l'édition y auront sans doute, dans l'avenir, une importance toute spéciale. De même, on peut prévoir que la production d'articles, pour touristes en général, deviendra une industrie répandue.

Cependant, tant que la Palestine n'est pas assurée d'avoir à sa disposition des forces mécaniques suffisantes et à bon marché, il y a peu d'espoir de voir réalisés les buts pratiques poursuivis par les Juifs modernes. Or, il n'existe de charbon d'aucune sorte en Palestine. Il y a bien des espérances de trouver du combustible liquide dans les régions du Jourdain qui avoisinent la Mer Morte; mais on ne peut baser toute l'installation d'un peuple sur de simples espérances. Si donc on ne peut trouver du combustible liquide d'ici un

nombre raisonnable d'années, il faudra résoudre le problème différemment.

La Palestine a, actuellement besoin de 100.000 tonnes environ de charbon de bonne qualité, ou bien de 50.000 de combustible liquide, par an. Il n'y a pas un seul port de la Palestine qui soit équipé pour recevoir ces marchandises et il y a peu de chemins de fer, de sorte que la question du transport est en suspens comme celle du combustible.

Mais s'il n'y a pas de charbon en Palestine, la nature y a pourvu par des chutes qui peuvent être utilisées. Le Jourdain, en quittant le lac de Tibériade, avant d'arriver à la Mer Morte, présente plusieurs chutes de 150 à 400 pieds. La rivière du Yarmuk, coule entre des rives qui sont absolument à pic et de 300 pieds de haut, et où il serait facile de créer des chutes puissantes. Ce qui est vrai du Yarmuk est également vrai du Yabbok. La rivière Oudja forme, dans le milieu de sa course, plusieurs cataractes naturelles, dont la force n'est pas négligeable.

Ce sont là des possibilités de force motrice qui sont intéressantes.

On doit envisager également, le problème de l'irrigation qui est pratiquement lié à celui de l'utilisation des chutes d'eau. Certains experts ont donné des évaluations de la puissance potentielle totale de l'utilisation de l'eau. Une seule station de force, dans la partie basse du Jourdain, pouvant fournir 100.000 ch. v. en vingt-quatre heures, serait suffisante pour satisfaire tous les besoins. La même station pourrait fournir 200 millions de mètres cubes d'eau pour l'irrigation. On a calculé que l'installation totale d'une telle station coûterait environ £ 2 millions.

L'utilisation de la rivière Oudja, pour le voisinage immédiat, spécialement Jaffa, Tel Aviv, Petah Tikva, demanderait un capital de 100.000 livres sterling, dont une partie importante pourrait être trouvée sur place.

Somme toute, l'électricité est la force naturelle qui doit être employée en Palestine et pour tout ce qui concerne

l'irrigation la comparaison que l'on peut faire entre un terrain irrigué et un terrain non irrigué fait ressortir si nettement les avantages de l'irrigation que, quand bien même les dépenses à envisager seraient considérables, elles seraient encore rémunératrices.

UTILISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE.

Lorsque les immigrants commencèrent à affluer, à la fin de la guerre, il ne fut pas possible de leur trouver tout de suite du travail dans l'agriculture ou l'industrie. D'autre part, il existait certains travaux publics qui devaient être exécutés d'urgence, et qui fournissaient un débouché considérable pour l'absorption d'immigrants ouvriers. Des groupements de nouveaux arrivés réussirent ainsi à trouver du travail dans un certain nombre de travaux publics exécutés par le Gouvernement de la Palestine, et plus particulièrement dans la construction de routes qui fut entreprise avec vigueur. L'Organisation sioniste avait à exécuter, pour son propre compte, le défrichement de terrains pierreux, l'assèchement de marais, le reboisement et les travaux préparatoires des nouveaux établissements juifs.

Un grand nombre de ces entreprises furent exécutées, sur contrats collectifs, par des groupements organisés de travailleurs juifs qui, depuis, comme il a déjà été dit, se sont consolidés en une seule Guilde coopérative, la « Solel Boneh ».

Le nombre des ouvriers croissant rapidement, tous les problèmes que posent l'adaptation de nouveaux arrivants à des professions d'eux auparavant inconnues, les changements nécessaires dans la résidence des ouvriers, la discontinuation de certains travaux ou leur caractère temporaire, le soutien des chômeurs, etc., tous ces problèmes se présentent, simultanément ou successivement, devant le Département du Travail de l'organisation sioniste.

Les ouvriers étaient, courant 1923 au nombre de 8.000

environ, en 1924 de 11.000, au milieu de 1925 de 16.000.

Tous les travailleurs sont sous le contrôle de l'Organisation ouvrière, en même temps que de l'organisation sioniste, lesquelles collaborent étroitement, encore que le point de vue des deux directions ne soit pas, on le comprend, le même. Mais, pendant plusieurs années, cette collaboration ouvrière-gouvernementale sera à la fois imposée par les circonstances et pratiquement possible.

La plus importante coopérative ouvrière est Solel Boneh Société de travaux publics, construction d'immeubles et de travaux industriels. Elle développa son activité avec une telle rapidité que, dans le courant de 1923, elle réalisa £ 136.000 de travaux, en 1924 £ 289.000 et de janvier à juin 1925 £ 150.000. Il n'y a guère d'échafaudage en Palestine qui ne porte en grandes lettres le nom de cette société comme entrepreneur.

Une autre coopérative ouvrière « Nir », s'est installée pour aider le travail agricole, répartir les ouvriers sur des bases corporatives et préparer la création de nouvelles installations ; mais elle n'a pas encore dépassé la période de préparation. Tout au contraire la Société « Hamashbir », fondée pour l'achat et la vente de produits juifs, réalise un bénéfice de £ 640 en 1923, de £ 109.000 en 1924 et de £ 125.000 en 1925 (partiellement). Cette société rendra donc de grands services ; elle comprend 15 branches : laiterie, boulangerie, basse-cour, etc...

Le budget spécial du Département du Travail de l'Organisation sioniste avait été voté à £ 50.000 mais seulement £ 40.000 furent effectivement versées en 1923, puis 30.000 en 1924. Entre 1924 et 1925, une crise sérieuse affecta le marché du travail. Le nombre des chômeurs arriva à 12, 13 % ; ceux qui travaillaient encore ne pouvaient s'employer que trois ou quatre jours par semaine. Cet état de choses amena un sentiment général de pessimisme et un certain nombre de travailleurs saisirent l'occasion d'un départ de Palestine. Le Département du Travail fit effort

pour déplacer l'axe de l'activité économique des villes vers les campagnes ; des travaux publics furent entrepris, la construction immobilière fut poursuivie, des prêts furent consentis à des groupes de travailleurs. L'introduction de la culture du tabac vint à souhait pour employer un certain nombre de chômeurs, quoique avec des salaires nettement inférieurs à ce qui est nécessaire à la satisfaction des besoins essentiels, mais il s'agissait de lancer une nouvelle culture, laquelle d'ailleurs n'a pas pleinement réalisé les espérances conçues.

Ce très rude état de choses atteint son point culminant à la fin de 1924. Mais, à ce moment, l'organisation sioniste obtint l'augmentation massive de l'immigration jusqu'à 2.500-3.000 personnes par mois. Peu à peu, la confiance revint, le cours de la vie économique reprit son essor antérieur et, malgré la masse des nouveaux arrivants, le chômage tomba à 4 ou 5 %. Les chômeurs résidaient principalement à Jérusalem qui, en un sens, n'a pas de vie économique. Un certain nombre de chômeurs étaient également constitués par les enfants des nouveaux arrivants qui n'avaient pas encore acquis une spécification économique.

L'amélioration rapide réalisée en 1925 permit au Département du Travail de conduire son activité sur un plan moins provisoire que jusqu'à cette époque, quoique le budget qui lui était alloué fut encore diminué. Alors qu'en 1923 et 1924 la préoccupation principale du Département du Travail avait été, seulement, de secourir les chômeurs ou de prévenir le chômage, en 1925 il put envisager l'organisation de conditions permanentes du marché du travail.

Un effort fut fait pour la création de carrières de pierre. La « pierre de Jérusalem » est connue comme défiant les siècles. Une entente intervint avec l'organisation ouvrière et le travail commença. C'est grâce à cette initiative que des bâtiments importants, tel l'Université ont pu être construits. Il est espéré que les pierres pourront être non seulement utilisées sur place, mais exportées. Cette industrie

nouvelle, quoique très utile, n'arrive pas à épuiser les réserves de chômeurs qu'à l'état latent recèle toujours Jérusalem.

Parmi les chômeurs, la situation des femmes mérite de ne pas être omise. Le remède au chômage est souvent, soit pour l'organisation ouvrière, soit pour l'organisation sioniste, la mise en œuvre de travaux publics. Cette ressource manque pour le chômage féminin. Les femmes ne peuvent, d'une part, entreprendre les travaux de grosse force physique, ni être occupées à leurs travaux ordinaires: couture, ateliers de tailleur, etc., car ces professions sont surchargées. Il est donc indiqué de les orienter vers d'autres occupations, spécialement dans les campagnes. On comprend que ce n'est pas là une solution à rapide rendement et ce point a toujours été une des plus sérieuses préoccupations du Département du travail. Un grand nombre de jeunes filles, notamment dans les villes, travaillent dans les magasins et ateliers, à des salaires extrêmement bas. Ce n'est pas là une bonne situation économique et cela ne correspond pas au rôle capital que la femme doit jouer dans la reconstruction du pays.

Des prêts assez importants ont été consentis à des groupes indépendants de travailleurs féminins, mais très insuffisants quant aux besoins à satisfaire.

Une autre préoccupation est créée par les invalides du travail dont le nombre, tout naturellement, augmente avec celui des ouvriers. Aucune institution régulière n'existe encore. La chose est à l'étude, mais la commission nommée a noté qu'un grand nombre d'invalides le sont devenus par suite de tuberculose et, souvent, en ayant contracté les germes avant leur arrivée en Palestine. Un sanatorium a bien été créé à Safed, qui a donné d'excellents résultats mais, comme les convalescents sont, pour un temps inutilisables à la plupart des travaux fatigants, il a fallu s'ingénier à leur trouver une occupation. On n'y est pas parvenu d'une façon satisfaisante et cette question prend

chaque jour plus d'importance, parce que le nombre d'intéressés à sa solution se développe constamment.

Le Département du travail pour cet objet, n'a pu disposer en 1924 que de £ E.377 et en 1925 que de £ E.600, soit environ au total £ E. 1.000, ce qui est en vérité dérisoire.

Parmi les entreprises importantes récemment établies en Palestine, grâce au capital juif, on peut mentionner : la Société des Grands Moulins de Palestine, création de la « Jewish Colonisation Association », qui a érigé à Haïffa un moulin fonctionnant d'après les systèmes les plus modernes ; la « Chemen Oil Company » (Haïffa), établie avec un capital souscrit de £ 125.000 pour la production de l'huile d'olive et d'autres huiles végétales par les procédés mécaniques modernes ; et la « Palestine Salt Company », créée par la « Jewish Colonisation Association », en collaboration avec le Conseil économique pour la Palestine, de Londres, pour la production de sels marins par évaporation, à Athlit.

On peut encore citer, parmi les autres industries récemment introduites, ou modernisées par les Juifs, le tissage, le tricotage, l'horlogerie. Il faut attacher une importance capitale au projet hydro-électrique établi par M. Pinhas Rutenberg, qui, peu après la guerre, fit des propositions pour utiliser la force motrice des chutes du Jourdain et de ses affluents. Une concession, dans ce but, fut accordée à M. Rutenberg par le Gouvernement de Palestine en 1921, à condition que le capital nécessaire fût constitué à une date fixée. Ce capital a été fourni par des éléments juifs, et la concession est maintenant exploitée par la « Palestine Electric Corporation » dans laquelle, outre diverses organisations, le Keren-hayesod et le « Jewish Colonial Trust » ont placé des capitaux importants. On espère qu'il sera bientôt possible d'accomplir les travaux nécessaires dans la vallée du Jourdain. Entre temps, une autre centrale utilisant les moteurs Diesel, a été déjà établie à Tel Aviv et fournit la lumière et l'énergie électrique à Tel Aviv et à

Jaffa, tandis que des stations d'électrification sont également en voie de construction à Haïffa et en Tibériade.

Voici quelques données statistiques relatives aux fabriques privées, existant en Palestine, à la date du 1^{er} juillet 1925.

	Capital investi :
Textiles	£ 138.000
Cuirs	44.830
Bois et meubles	54.000
Matériaux de construction.....	482.980
Industrie chimique	337.400
Imprimerie et papier.....	91.485
Métaux	73.155
Aliments.....	383.705
Divers	36.150
Total	£ 1.641.705

Pour être complet, nous signalerons que, dans un rapport officiel de mars 1926 certains signes qui pourraient être précurseurs d'une crise économique, sont signalés de la façon suivante :

L'augmentation des immigrants exige des efforts supérieurs de la part du peuple juif à l'étranger, efforts qui ne sont pas constatés. La vogue de la spéculation sur les terrains est en régression, par contre les agences immobilières chôment ; le nombre des chômeurs en général augmente.

En 1922 le nombre moyen des chômeurs était de 7,5 %, pendant la crise il fut de 12 %. Différence 5,5 %. En 1923, les pourcentages présentaient la même différence de 5 %. En mars 1926, le nombre de chômeurs est de 10 % mais la comparaison avec les vingt mois précédents de prospérité donne une différence de 6 %.

Les premières années du mandat ont été une époque de grands travaux d'Etat. Actuellement on est arrivé à la limite de ces travaux. De plus, l'immigration semble se concentrer dans les villes à concurrence de 72 % pour les nouveaux arrivants, dans des branches d'activité non produc-

tives. C'est ainsi que se forme un prolétariat de petits commerçants dont le *standard of life* est très bas.

En 1925 si, à Tel Aviv par exemple, les entreprises industrielles ont augmenté de 31 %, les magasins et restaurants ont augmenté de 40 %, les bureaux de construction de 96 %, les professions libérales de plus de 30 %, — ce qui marque une classification vicieuse de l'activité générale.

Sur 47 entreprises commerciales ou industrielles créées, 20 ont liquidé ; sur 266 ateliers, 138 ont été fermés.

Par ailleurs, la revue officielle palestinienne *The Commercial Bulletin* a publié le rapport officiel des Douanes pour l'exercice finissant le 31 décembre 1925. Voici les chiffres qui donnent une idée de l'état économique réel de la Palestine au début de 1926.

Le total des droits perçus est de £ E. 1.019.000 en 1925 contre 656.000 en 1924. Quant aux exportations et importations en voici le tableau comparatif pour 1923-1924-1925.

IMPORTATIONS

	1923	1924	1925
	—	—	—
	£ E.	£ E.	£ E.
Importation pour consommation	4.825.185	5.266.349	7.338.491
Importation en transit.....	189.680	136.138	71.776
— de numéraire..	110.080	187.192	193.656
Total.....	5.124.945	5.589.679	7.603.923

EXPORTATIONS

	1923	1924	1925
	—	—	—
	£ E.	£ E.	£ E.
Exportation de produits palestiniens.....	1.143.234	1.200.812	1.297.559
Exportation en transit.....	45.415	61.002	48.852
— de numéraire..	411.496	717.275	102.145
Réexportation de marchandises étrangères	233.973	141.842	139.701
Total.....	1.834.118	2.120.931	1.588.157

Evidemment, ce tableau montre que les exportations forment une partie assez faible du chiffre des importations ; il montre aussi une diminution sensible pour 1925 par rapport à 1924. Beaucoup des nouveaux immigrants ont apporté des sommes importantes, mais des achats, ayant à l'avance été faits à l'étranger en vue de la reprise des affaires, il s'en est suivi une augmentation du taux des prêts. Le coût de la vie est monté de 4,4 % et celui des prix de gros de 7,2 % par rapport à 1924. L'exportation des oranges a légèrement augmenté et les prix se sont maintenus élevés. L'industrie du vin souffre du manque de marchés.

Voici les contrées d'origine des importations :

	1925	Pourcentage
	£ E.	
Angleterre.....	1.083.156	14,5 %
Possessions anglaises	583.550	7,0 %
Autriche	157.971	2,0 %
Belgique	214.288	3,0 %
Tchécoslovaquie	115.956	1,5 %
Egypte	375.169	5,5 %
France	563.689	7,5 %
Allemagne	930.439	12,5 %
Grèce	55.368	0,5 %
Hollande	98.539	1,0 %
Italie	356.204	5,0 %
Roumanie.....	319.641	4,5 %
Turquie.....	69.111	1,0 %
U. S. A. (Etats-Unis)	666.999	9,5 %
Syrie	1.017.903	14,5 %
Yougoslavie	98.642	1,5 %
Autres Pays	631.866	9,0 %
Total	7.338.491	100,0 %

Coût comparatif de la vie compté sur 20 objets essentiels.

Base janvier 1922	100 %
— — 1923	85,8 %
— — 1924	76,8 %
— décembre 1925	83,6 %
— janvier 1926	82,5 %
— février 1926	82,5 %

SITUATION BANCAIRE.

Pour donner une idée au lecteur du mouvement financier palestinien, nous indiquons ci-dessous la situation des principaux établissements bancaires.

Jewish Colonial Trust. — Le bilan de 1924 indique un bénéfice net de £ 15.930 contre £ 15.200 en 1923 ; l'entreprise est donc prospère. Cette banque s'est normalement développée, elle rend de grands services pour le commerce, notamment avec les pays nouveaux issus de l'ancien empire russe. Elle a une réputation fort bien établie et les meilleurs établissements de Londres sont en rapports réguliers d'affaires avec elle. Les bénéfices réalisés ont été également jusqu'ici employés à consolider la situation ; cependant pour 1926 un dividende de 5 % a été payé.

L'Anglo Palestine Cy, a obtenu des résultats peu favorables en 1923 et elle n'a pas payé de dividende ; mais, en 1924, les résultats ont été meilleurs, à cause de la qualité préférable des immigrants qui vinrent avec des ressources.

The Workers Bank (Banque ouvrière). — Cette banque progresse normalement, mais en vue de consolider la situation elle n'a pas payé de dividende. A titre d'observation générale, on peut dire que tous les établissements financiers de Palestine sont conduits très prudemment, l'esprit général étant bien plutôt d'assurer l'avenir plutôt que le désir de montrer de suite les résultats d'une exploitation momentanément bénéficiaire. Etant donné la situation économique de la Palestine, on ne saurait trop louer cette prudence

Il en est de même pour les entreprises de production électrique qui, encore qu'elles soient conduites tout à fait normalement, ont réservé la distribution de dividende. La Compagnie Rutenberg a, bien entendu, payé les intérêts de ses obligataires. D'une façon générale, les dépôts dans les banques augmentent sensiblement ; ils étaient en décembre 1923 d'un total de £ E. 1.028. 284 et en décembre 1924 de £ E. 1.295. 278.

Il faut noter encore, pour avoir un aperçu plus exact de la valeur économique des entreprises capitalistes de Palestine que, dans certaines circonstances, elles renoncent bénévolement à des sources de profit qui, partout ailleurs, sembleraient normales. Par exemple, il s'est trouvé qu'à la suite de crises en 1921-1922, certains débiteurs immobiliers n'ont pas rempli leurs engagements et les propriétés sont passées dans les mains des créanciers hypothécaires qui étaient les banques. Or, celles-ci les ont repassées à d'autres propriétaires, sans spéculer en quoi que ce soit sur l'augmentation de leur valeur ; elles les ont repassées en tenant compte seulement de l'intérêt qui leur était dû. Ceci ne prouve pas que la spéculation sur terrains n'a pas été largement pratiquée en Palestine. Elle ne l'a pas été par le Fonds national juif, mais, par les particuliers, d'une façon intense, autour de Jaffa, Haïffa, Jérusalem. A Tel Aviv c'était une profession d'acheter, revendre, racheter des pièces de terre et le moindre propriétaire d'un immeuble recevait d'importantes rentes d'une location quelconque. Ce fait a donné à ces centres urbains une apparence de prospérité fâcheuse, puisqu'elle n'était pas appuyée sur une production de richesse.

Le parti ouvrier s'est, à maintes reprises élevé contre l'esprit spéculatif ; la ville de Tel Aviv a fait des efforts pour vérifier l'enregistrement des prix payés pour chaque terre. Mais il ne semble pas que le remède puisse venir d'autre source que des mœurs ou des nécessités économiques. Si le Fonds national juif avait été propriétaire de toutes les

terres, il eût empêché la spéculation, puisqu'il remet la terre au prix coûtant. Mais, alors, l'aspect économique du pays eût été entièrement différent et des initiatives privées ne se seraient pas produites. Nous n'avons pas à examiner ici si c'eût été un bien ou un mal. De toute façon, le prix du terrain eût augmenté considérablement à chaque mutation d'une main arabe à une main juive, puisque chaque achat d'une terre fait monter le prix de la terre voisine. La construction de la ligne du chemin de fer, Le Cai e-Jérusalem a donné une grande valeur à des terres qui n'en avaient pratiquement aucune précédemment. Là, comme partout, en outre s'établit le phénomène de la rente des terres privilégiées, rente à laquelle il n'est pas aisé, il n'est sans doute pas souhaitable, de refuser une valeur. Il est évident que toute augmentation de valeur n'est pas spéculative. Et, quand un établissement de crédit palestinien, transfère une terre au prix coûtant plus l'intérêt couru, les actionnaires de cet établissement donnent, au nouveau propriétaire de la terre, plus que celui-ci ne verse par le prix ainsi calculé. L'absence de spéculation va donc là, à l'encontre des intérêts normaux des créateurs de l'établissement bancaire, en l'espèce des actionnaires.

Banque générale hypothécaire de Palestine.

L'enregistrement de la Société date de novembre 1921 ; la Banque a commencé ses opérations au printemps de 1922. Le capital autorisé était de £ 200.000 sur lequel le Jewish Colonial Trust a souscrit £ 50.000 et le Keren-hayesod £ 15.000. Le capital émis porte 6 1/2 % d'intérêt tandis que la Banque prête à 8 1/2 %, ce qui est une marge assez élevée et peut peser d'un poids appréciable sur l'économie immobilière du pays. Le siège social est à Tel Aviv. Des ordonnances spéciales sont intervenues en vue de mettre le statut de la propriété immobilière en accord avec les nécessités d'un régime hypothécaire, notamment en ce qui

concerne les terrains ou immeubles appartenant au Fonds national juif, où la propriété du tenancier est un droit d'usage et de culture à longue échéance.

Palestine Land Development Cy

La valeur des propriétés entre les mains de la Palestine Land Development Cy n'est pas négligeable, puisqu'elle était en 1923, pour les terrains urbains, de £ E. 400.000 et pour les terres rurales de £ E. 170.000. Les terrains qu'elle possédait, à Jérusalem seulement, valaient £ E 220.000, à Haïffa (avec l'Anglo Palestine Cy) £ E. 160.000 et à Tel Aviv £ E. 20.000.

Une politique active fut instituée en vue de permettre à la Banque de vendre des terrains, afin de pouvoir en acquérir de nouveaux ; à cet effet, des délégués habiles furent envoyés en certains pays, en vue de constituer des comités d'achats de terre, notamment en Amérique où l'American Zionist Commonwealth acheta des lots importants, à attribuer à ses membres. En 1923, ces ventes montèrent à £ E. 56.000, en 1924 à £ E. 61.500, dans le premier semestre de 1925 à £ E 228.000, au total près de £ E. 900.000.

Ce sont ces ventes qui mirent en branle le mouvement de spéculation sur la terre, à Tel Aviv. Des terrains vendus £ E. 100 par la Banque, étaient revendus quelques semaines après £ E. 300 et 400. Près de Tel Aviv, la spéculation se porta sur les terrains agricoles. Il est arrivé que des groupes, inspirés par des agents, achetaient à des Arabes des terrains déjà promis à d'autres, payant le dédit, et revendaient encore avec bénéfice. Pour mettre fin à cet état de choses, l'Organisation sioniste a demandé à être pourvue de certains droits de contrôle sur les transactions immobilières, non seulement en vue d'en vérifier le prix, mais aussi pour maintenir, aux mains des vendeurs arabes, une surface de terre suffisante pour leur permettre de vivre.

CONCLUSIONS

POSITION INTERNATIONALE DU FOYER NATIONAL JUIF

Quelle est la position politique du peuple juif, envisagé comme une unité nouvelle du droit international? Les sionistes ne se font pas d'illusion à cet égard. Ils déclarent que l'expression « national home » est une expression vague, appartenant plutôt à la rhétorique, que répondant à des réalités politiques. Le privilège apparent, accordé à l'Organisation sioniste, qui est l'organisme chargé d'investir en Palestine des millions de livres sterling et d'appeler dans ce pays des milliers d'hommes et de femmes disposés à se sacrifier pour une tâche gigantesque, participe purement du caractère de Conseil. Le mandat charge l'Organisation sioniste du fardeau financier et social d'une compagnie à charte, mais il lui refuse les droits accordés dans le passé à ces sortes d'organismes.

La question est la suivante : les limites du Mandat, si peu satisfaisantes qu'elles soient, donnent-elles un espace et une protection suffisants pour procéder, dès maintenant, à la mise en train de la colonisation? A une question ainsi formulée, l'organisation sioniste répond hardiment : « Oui ».

Elle observe, tout d'abord, que même après toutes les amputations qui ont été faites, le territoire sous mandat est d'une étendue d'environ 10.000 milles carrés avec une population d'environ 750.000 âmes. Or, le Pays de Galles couvre 7.500 milles carrés et il abrite une population de plus de deux millions de personnes. La Sicile, mesure près de 10.000 milles carrés, avec 3.500.000 habitants. La Belgique

11.500 environ, avec 7.500.000 habitants. Et, au point de vue de la densité de la population, il y a peut-être 12 habitants sédentaires par mille carré dans le nord palestinien, tandis qu'il y en a 350 en Sicile et près de 1.100 dans la partie cultivée de l'Égypte. Assurément, personne ne peut parler aujourd'hui, avec une certitude approximative, des limites de la densité possible de la population, soit en Cis-jordanie, soit en Transjordanie ; mais il y a une chose évidente : c'est que, même avec la Palestine, découpée telle qu'elle l'a été, le travail d'installation des immigrants pourra occuper largement une génération.

En ce qui concerne les forces motrices utilisables par les cours d'eau, il est évidemment regrettable d'avoir à abandonner dans le présent tous les plans qui auraient pu être faits sur l'utilisation du Litani et du Yarmuk. Cependant, il faut observer que, en ce qui concerne le schéma d'utilisation des forces motrices, ni le Litani ni le Yarmuk ne sont considérés comme des réservoirs immédiatement intéressants, ce qui est, au contraire, le cas du Jourdain depuis le Lac Merom jusqu'à la Mer Morte. Là, les deux rives du fleuve sont dans le territoire du Mandat et cela constitue une base suffisante pour les premières assises du colon et de l'ingénieur. De même il doit être considéré que la position particulière, au point de vue administratif, de la Transjordanie, sous le contrôle anglais, n'est pas un obstacle à la colonisation. En effet, le Gouvernement anglais peut, par sa seule volonté, modifier ce qu'il a eu le pouvoir de créer. Il n'y a donc pas d'obstacle à ce qu'on établisse en Transjordanie un système similaire à celui de la Cis-jordanie et à ce que la colonisation juive entreprenne de changer l'aspect de ce pays. Enfin, la zone française du sud de la Syrie ne doit pas être considérée comme fermée à la colonisation juive, puisque la France — nous le savons — a signé la Déclaration Balfour instituant le Foyer National Juif.

Ainsi donc, les éléments sur lesquels l'activité juive peut s'appuyer en Palestine sont les suivants : les droits histo-

riques d'Israël sur la Palestine sont confirmés ; la politique du Foyer National Juif est proclamée comme le principe directeur de l'administration de cette contrée ; l'Organisation sioniste est reconnue comme le Conseil légal du gouvernement anglais et comme le sujet de certains droits à l'égard de la Société des Nations ; l'hébreu a été adopté comme une des langues officielles du pays.

Évidemment, le peuple juif peut regretter que ces différents droits ne soient pas spécifiés d'une façon claire et formelle, que, peut-être il y aura lieu de lutter pour les maintenir ou les faire déterminer d'une façon indiscutable ; mais il ne peut être nié qu'avec une certaine adresse et une certaine énergie le Mandat est, désormais, dans les mains du peuple juif, une arme politique puissante.

Les choix qu'a faits l'Angleterre, en ce qui concerne la désignation des gouverneurs de la Palestine, ont été pleinement satisfaisants et ces nominations doivent être prises comme un symptôme de la façon dont l'Angleterre entend remplir les obligations du Mandat.

Pour ce qui est de l'opposition arabe, elle pourrait être — quelle que soit l'appréciation sur sa véritable force — un obstacle réel à la colonisation juive. Il faut noter, cependant, le caractère artificiel des intrigues qu'elle peut susciter et ne pas oublier que ce sont, parfois, les erreurs de la politique officielle qui l'ont encouragée. Cependant, aussi longtemps que la colonisation juive signifie un flot permanent d'argent se répandant sur le pays, pour la plus grande part, dans les poches des paysans arabes qui sont la base même de la population autochtone, il n'y a pas à craindre une véritable tentative d'arrêt de la colonisation juive. Du moins, est-ce là l'opinion générale de tous ceux qui connaissent le pays et, même, d'un certain nombre d'opposants arabes lorsqu'ils parlent dans le privé.

POSITION ÉCONOMIQUE

Le point le plus remarquable du développement de la Palestine est le système de communications. Depuis que le pays est passé de la domination turque sous le mandat anglais, avec l'aide de l'organisation sioniste, un réseau de routes a été créé. La grand'route Berseba, Hébron, Jérusalem, Naplus, Nazareth, Tibériade, traverse la Palestine du sud au nord et est une ligne de première importance pour le trafic automobile. Le système ferroviaire a été largement amélioré, aussi bien pour la fréquence des trains que pour le confort des voitures. Le téléphone a été installé — entre parenthèses beaucoup mieux qu'il ne l'est en Syrie — non seulement pour le service urbain, mais pour les principales villes et les colonies importantes. Le télégraphe fonctionne et il n'y a pas de village, si éloigné soit-il, qui ne soit compris dans le réseau postal. Il n'y a que la question de la création d'un port palestinien qui, tout en étant à l'étude, n'a pas encore été résolue.

La législation, l'administration et le système judiciaire du pays ont été tellement améliorés, tant au point de vue de la reconnaissance légale des personnes morales telles les coopératives, que pour le système hypothécaire, qu'il est permis de dire, comme l'organisation sioniste, dans son rapport au Congrès de 1923 — et la constatation est d'autant plus vraie en 1926 — que ces améliorations ont « transformé le caractère tout entier du pays, de demi-asiatique qu'il « était, en un pays européen ».

Il est vrai que le progrès économique ne correspond pas encore à cette transformation. Les importations excèdent considérablement les exportations. Cependant certaines branches d'exportation augmentent rapidement, telle celle des oranges et citrons qui a passé de 570.000 boîtes en 1920 à 720.000 en 1921 et 1.240.000 en 1922 pour se développer encore postérieurement.

Par contre, les progrès de l'industrie sont plus lents. Un certain nombre de petits ateliers de réparations de machines, par exemple, ont été ouverts par des non-Juifs, les Juifs de leur côté ayant monté beaucoup d'entreprises nouvelles. Une partie seulement a connu le succès et d'autres ont dû être fermées, après un temps assez court. Ceci pour cause généralement de manque de capitaux suffisants, ou par manque de connaissances techniques.

Le coût de la vie a subi des variations importantes. Il a atteint son maximum en 1920 et, depuis, a considérablement baissé, pour se rapprocher du niveau d'avant-guerre. Evidemment ce n'est un phénomène sensible qu'aux voyageurs de pays à monnaie saine, les autres se heurtent à une dépense toujours plus élevée.

De même, surtout, le coût des matériaux de construction a diminué. En 1920, la construction avait un indice trois à quatre fois plus élevé qu'avant guerre; vers 1923, il était moins élevé qu'avant la guerre. Par contre, la main-d'œuvre est deux ou trois fois plus élevée qu'avant-guerre. La rareté des locaux est devenue moins grande et, alors qu'à Tel Aviv le loyer normal d'une chambre, était avant la guerre à £ E. 4 par mois, il est tombé à £ E. 2.

De toute évidence, la stabilité économique n'est pas acquise. Ce n'est pas par l'activité provenant de travaux publics ou d'installations de colons, ou de constructions d'immeubles, que la population juive peut vivre. Le trafic avec les arabes est entre les mains de quelques négociants arabes habiles et expérimentés. Pour devenir définitivement fixés dans le pays les Juifs doivent devenir producteurs.

Il y a lieu de noter que, si le nombre des producteurs augmente, celui des employés, des transporteurs, des professeurs, des docteurs, etc. grandit en même proportion. L'expérience passée montre que si 50 personnes s'installent et vivent de l'agriculture ou de l'industrie, 50 autres personnes peuvent trouver leur vie à côté d'eux par des

services annexes et sans avoir besoin d'être aucunement subventionnés.

Il ne faut pas tirer de conclusions hâtives de l'existence d'un certain nombre de chômeurs. Il y a des travailleurs qui ne sont employés, comme partout, que temporairement et, de plus, pour fournir à des demandes immédiates, il faut toujours un surplus de disponibilités. C'est pour ces raisons que les règles de l'immigration doivent toujours s'inspirer du véritable intérêt économique du pays.

En ce qui concerne le meilleur type d'établissements agricoles — colonisation individuelle ou coopérative — l'Organisation sioniste a décidé d'étudier la question avant d'en décider. Elle publiera, ultérieurement, les observations faites par elle, appuyées de chiffres et de raisons lorsque l'expérience aura porté sur plusieurs années.

La question de développer les entreprises susceptibles d'un rapport financier appréciable est à l'étude. Il sera créé, notamment, des obligations type cédules hypothécaires qui seront placées en Amérique, de même qu'y seront placés les titres de différentes entreprises, emprunts municipaux, etc.

FOYER NATIONAL OU ASSIMILATION.

Etait-il préférable pour les Juifs de souhaiter et rechercher l'assimilation parmi les peuples où ils sont inclus, plutôt que d'essayer d'obtenir un Foyer National?

Il est assez vain de chercher à résoudre une telle question. Le fait est que la Palestine exerce une attraction infinie sur nombre de Juifs orientaux. Cependant, en nous plaçant seulement sur le terrain des réalités politiques, nous pouvons constater que l'assimilation, si elle est rejetée par beaucoup de Juifs, est nettement refusée par un certain nombre de pays de l'Europe orientale.

M. Fouques Duparc dans son ouvrage sur *La protection des minorités de race, de langue et de religion*, fait observer

que « la densité de la population juive en Europe croît, de façon à peu près continue, de l'Occident vers l'Orient. Elle est plus forte en Allemagne qu'en France, et moins forte qu'en Autriche, en Pologne, en Roumanie et en Russie. » La résistance à l'assimilation a suivi la même progression. L'assimilation théorique et formelle ne s'est faite qu'à partir de 1815 en Allemagne, et non sans difficultés, elle ne s'est faite qu'en 1878 en Serbie. Elle n'était point faite, lors des traités de paix, en Pologne et en Roumanie.

Les résistances à l'assimilation sont extrêmement vives dans l'est de l'Europe. Alors que, d'après la déclaration du Grand Sanhédrin de 1807, « les Juifs ne formaient plus une nation et regardaient comme une rédemption politique l'avantage d'être incorporés » à la France, — Gortchakoff, au Congrès de Berlin, de 1878 déclarait :

Mais s'il s'agit de droits civils et politiques, Son Altesse Sérénissime demande à ne pas confondre les Israélites de Berlin, Paris, Londres ou Vienne, auxquels on ne saurait assurément refuser aucun droit politique ou civil, avec les Juifs de la Serbie, de la Roumanie et de quelques provinces russes qui sont, à son avis, un véritable fléau pour les populations indigènes.

Quant à l'opinion gouvernementale roumaine, elle ne semble guère avoir varié depuis 1870 où M. Cogilniceano écrivait :

En Roumanie, la question des Israélites n'est pas une question religieuse ; elle est d'une tout autre nature ; c'est une question nationale et en même temps économique... En Roumanie, les Juifs ne constituent pas une communauté religieuse séparée ; ils constituent, dans toute la force du terme, une nationalité étrangère aux Roumains par l'origine, la langue, les mœurs et le sentiment. En Roumanie, les Israélites ne sont pas ce qu'ils sont dans les autres pays civilisés, Français en France, Anglais en Angleterre, Italiens en Italie, Allemands en Allemagne, ne se distinguant que par la religion, mais d'ailleurs étant assimilés de tous points aux autres classes de la population, et cela bien avant qu'ils eussent acquis ces droits qu'ils revendiquent en Roumanie. Gou-

vernement et nation, nous avons le droit de nous enquerir des progrès de cette nation étrangère, qui demeure au milieu de nous...

La politique roumaine à l'égard des Juifs peut être considérée comme la politique type de refus d'absorption des Juifs. Elle se résume en ces quelques mots extraits de l'ouvrage de M. Fouques Duparc :

« Question nationale et aussi économique », voilà la forme sous laquelle elle se présente dans les faits : le Juif est un étranger, différent de la population indigène par la langue, les mœurs et le sentiment ; mais, c'est aussi un étranger qui a drainé une partie de la fortune du pays : il a une richesse hypothécaire considérable ; le jour où les restrictions tomberont, il sera le plus gros propriétaire foncier ; dans un pays et dans un temps où le suffrage est censitaire, il sera aussi le plus gros électeur ; or, il y a danger à laisser une telle importance à venir aux mains de ceux qui, par le sentiment, sont restés des étrangers... Il faut donc écarter le Juif de la propriété foncière et le maintenir privé de droits politiques : ce sera le constant souci du gouvernement et des Chambres. La chose est assez simple : les droits politiques en Roumanie n'appartiennent qu'aux nationaux ; le droit à la propriété foncière, comme dans tous les pays issus des démembrements de l'Empire ottoman, n'appartient aussi qu'aux nationaux : il faut donc éviter à tout prix que le Juif acquière le statut légal Roumain ; toute la question des Israélites en Roumanie se concentre dans le problème de l'acquisition de la nationalité ; le jour où celui-ci serait tranché en faveur des Juifs, les autorités roumaines seraient désarmées.

On comprend, en présence de principes ainsi définis, qu'il existe et doive exister un sentiment de revendication incessante chez les Juifs ; et, aussi, qu'ait été maintenu et qu'ait pu enfin se faire jour la notion de l'acquisition nécessaire d'une nationalité propre et indépendante chez certaines masses juives ainsi traitées.

La situation d'ensemble des Juifs devait être présentée de la façon suivante, d'après Max Nordau en 1915 :

a) Dans tous les pays où nous vivons en petit nombre, pleine égalité des droits pour nous, non pas sur le papier, mais en réalité.

Si elle entre dans les lois, elle ne tardera pas à entrer dans les mœurs.

b) Partout où nous formons un élément important et organisé de la population, reconnaissance de notre nationalité, aussi loin qu'il est nécessaire et extension à cette nationalité de toutes les concessions politiques et culturelles, qui, dans l'Etat envisagé, sont faites à toute autre nationalité consciente, distincte et organisée.

c) Pour les Juifs qui veulent vivre entre eux, la Palestine.

Tout naturellement, les aspirations sionistes ont amené une réaction parmi un grand nombre de Juifs des pays où l'assimilation est, en fait, réalisée. En 1918 fut fondée la « Ligue des Juifs britanniques ». Cette société comprenait des personnalités de la haute société juive, telles Lionel de Rothschild, lord Swaythling, sir Philip Magnus, de Montefiore ; elle ne put empêcher le gouvernement anglais de développer la politique sioniste incluse dans la Déclaration Balfour du 2 novembre 1917.

Au surplus, l'idée du Foyer National Juif n'exclut pas, pour le gouvernement anglais, une protection efficace des Juifs minoritaires de l'Est, puisque le 28 juin 1918, M. Graham répondait à la demande formulée par les Israélites d'Angleterre, « qu'il est chargé, par le secrétaire d'Etat Balfour de vous donner l'assurance... que le Gouvernement de Sa Majesté nourrit la plus grande sympathie pour l'émancipation des Juifs de l'Est et est très désireux de faire tout ce qui est en son pouvoir pour établir un règlement juste et permanent de la question juive dans ces régions ».

De même M. Pichon, ministre des Affaires Etrangères de France, se déclarait, le 24 juillet de la même année, « disposé à faire tout ce qui est en son pouvoir pour amener un règlement juste de la question juive dans ces régions ».

FOYER NATIONAL JUIF OU TERRE DE COLONISATION LIBRE?

Le Foyer National Juif pouvait-il se concevoir ailleurs qu'en Palestine? M. Balfour a répondu à cette question en termes décisifs. Parlant de l'offre faite aux Juifs d'un territoire africain (l'Ouganda), M. Balfour a déclaré :

Cette offre tendait à procurer un foyer aux Juifs, de religion et de race, dans une contrée éloignée du pays où cette race a grandi et où cette religion a pris naissance. Les entretiens que j'eus en janvier 1906 avec le Dr Weizmann m'amènèrent à cette conviction que l'on ne pouvait pas faire abstraction de l'histoire et que si l'on voulait fonder un foyer pour le peuple juif qui, depuis près de dix-neuf cents ans, en est privé, il était impossible de le chercher ailleurs qu'en Palestine.

A cet argument s'en ajoute un autre de même ordre, à savoir : la Palestine est le seul coin de la terre où le Juif se sent véritablement chez lui. Dans ce pays il n'a point besoin d'un stage d'acclimatation physique ou morale ; dès qu'il débarque sur le sol palestinien il perd le sentiment pénible de l'exil. La Palestine est son pays. *Eretz Israël*.

M. Charles Gide, l'éminent économiste, professeur au collège de France, s'exprime comme suit, quant à la valeur respective des prétentions arabe et juive sur le sol palestinien :

C'est, en effet, un gros problème que ce conflit inévitable entre les prétentions résolues des deux races en présence, l'une invoquant les titres historiques, l'autre se réclamant d'une possession qui, pour être moins antique, n'en date pas moins de plus de mille ans. Nous n'avons, contre les Arabes, aucun parti pris ; les fils d'Ismaël ne sont guère de moins noble origine que les fils d'Israël. Mais, en tant qu'économiste, je suis cependant obligé de constater que, depuis une douzaine de siècles que les Arabes occupent le royaume de David, ils l'ont laissé périr. Dans ces conditions, que vaut leur titre d'occupants? Qu'ils se réfèrent au texte de leur livre sacré, le Coran, qu'ils relisent le verset du Coran qui dit que « la terre appartient à celui qui l'a défrichée, irriguée, vivifiée » — loi ad-

mirable, bien supérieure à la loi romaine, dont nous avons hérité, qui fonde la propriété de la terre sur l'occupation et la prescription. Eh bien ! les habitants de la Palestine peuvent-ils se rendre témoignage qu'ils l'ont « vivifiée » ? Non certes : Comme si ce n'était pas assez d'une Mer Morte, ils ont fait, de la Terre Promise, une Terre Morte. Au tribunal de l'histoire, un jugement d'expropriation pour cause d'utilité publique serait justifié. Mais les Sionistes ne réclament pas cette expropriation : au contraire, ils sont tout disposés à apprendre aux Arabes à vivifier leurs terres. Déjà, par le seul fait de leur présence et de leurs achats, ils leur ont conféré l'énorme plus-value dont je parlais tout à l'heure et que les propriétaires indigènes ont su très bien apprécier — et ils leur enseignent, par leur exemple, l'art de la mettre en valeur et de doubler ou tripler leurs récoltes.

Depuis la Dispersion, depuis l'an 70, au surplus les Juifs ont élevé une incessante protestation. Les frères Tharaud le disent fort bien ; les Juifs ont davantage habité la Palestine par leurs rêveries et leurs revendications, depuis deux mille ans, que les arabes par leur présence réelle. Alors que tout espoir semblait déraisonnable, même après la Dispersion, les Juifs tentèrent de recouvrer leur liberté et leur indépendance. De plus en plus dispersés, sans force militaire possible, ils concentrèrent leur espoir en forme messianique, sans jamais renoncer mentalement. Chaque fois qu'un habile assemblage de faits ou de circonstances plus ou moins prémédités le rendit possible, un Messie surgit et le peuple d'Israël attendit de lui son salut et son retour en Palestine ; en 720, en 1096, en 1104, en 1160, en 1172 de soi-disant Messies apparurent ; ces faits se répétèrent au début du **xvi^e siècle**.

Avec les temps modernes, certes, le messianisme devait prendre une autre forme. Mais, toujours, les anciennes traditions influèrent sur la mentalité juive.

De nombreuses maximes du Talmud respirent de cet amour profond pour la Patrie perdue : Qui vit en Palestine est un avec Dieu ; une année vécue en Palestine délivre de tous les péchés ; vivre en Palestine a autant de signification que l'accomplissement

de toutes les prescriptions ; qui vit et demeure en Palestine aura certainement sa part à la vie future. Maïmonide, le codificateur des lois juives, dit qu'il est du devoir de chaque juif d'habiter en Palestine. Une des plus grandes autorités rabbiniques Ramban (Nachmanides) compte la réacquisition et la colonisation du sol palestinien parmi les commandements religieux qui s'imposent à tous les Juifs.

Bernard Lazare fait cette sagace observation dans son ouvrage « l'Antisémitisme ».

S'ils ne cultivèrent pas la terre, s'ils ne furent pas agriculteurs, ce n'est pas qu'ils ne possédèrent pas, comme on l'a dit souvent ; les lois restrictives relatives au droit de propriété des Juifs ne vinrent que postérieurement à leurs établissements. Ils possédèrent, mais il firent cultiver leurs domaines par des esclaves, car leur tenace patriotisme leur interdisait de bêcher le sol étranger ; ce patriotisme, l'idée qu'ils attachaient à la sainteté de la patrie palestinienne, l'illusion qu'ils gardaient vivace en eux de la restauration de cette patrie, et cette croyance particulière qui les faisait se considérer comme des exilés qui reverraient un jour la ville sacrée, les poussa, plus que tous les autres étrangers et colonisateurs, à se livrer au commerce.

Depuis Juda Halevy les poètes juifs chantent la splendeur de la Terre Promise qui se pare tout naturellement avec les siècles écoulés de tous les prestiges de la légende. M. Slousch souligne cet aspect national de la littérature juive dans son ouvrage « La renaissance de la poésie lyrique hébraïque. »

RÉSUMÉ

Est-il possible de fonder de grands espoirs matériels sur le Foyer National Juif tel qu'il est en cours d'édification ? Les résultats acquis à ce jour montrent d'une façon indiscutable :

— Qu'une industrie de petite envergure, mais hardie et entreprenante est à l'œuvre ;

— Qu'un nombre considérable de Juifs sont installés sur la terre et font effort pour en tirer leur subsistance, avec

autant de savoir faire et de qualités requises que toute autre paysannerie ;

— Que le rendement des colonies agricoles juives est comparable à celui d'installations du même genre en Argentine, Brésil, Canada, etc., c'est à-dire suit, comme ailleurs, les fluctuations spéciales à l'agriculture, mais qu'aucune raison technique ne justifierait, pour la terre palestinienne, des appréciations spécialement pessimistes ;

— Que l'immigration, sagement contenue, est progressivement absorbée ;

— Que les crises économiques ne sont pas plus fréquentes en Palestine qu'en toute autre région ;

— Que la classe ouvrière juive est, à la fois, très idéaliste et très pratique et n'a jamais pris une position systématique d'opposition gouvernementale ;

— Qu'il n'y a pas trace appréciable de bolchevisation du pays ;

— Que les rapports des Juifs avec la population arabe sont médiocres, pris dans leur ensemble, mais qu'il n'est pas permis de conclure qu'un *modus vivendi* stable ne sera pas, à la longue, trouvé ;

— Que rien dans le fonctionnement du Foyer National Juif ne va à l'encontre des intérêts réels des Arabes, que tout au contraire il y a solidarité entre Juifs et Arabes, dans l'enrichissement du pays ;

— Que c'est bien au titre de collectivité nationale que les Juifs pénètrent en Palestine et que, par conséquent, l'appellation Foyer National Juif est parfaitement exacte ;

— Que le Judaïsme universel commence à s'intéresser à l'existence et au maintien du Foyer National Juif — y compris les communautés religieuses et le rabbinat ;

— Qu'au point de vue hygiène et salubrité, le Foyer National Juif améliore chaque jour l'état du pays ;

— Qu'au point de vue religieux il n'y a aucun fondement à des craintes d'oppression ou de persécutions réciproques ;

— Qu'au point de vue culturel les Juifs font un effort

véritablement méritoire d'enseignement public et de science désintéressée ;

— Que, loin de nuire à quelque pays que ce soit, le développement du Foyer National Juif travaille dans le sens de la civilisation générale.

Est-ce à dire que l'édification palestinienne soit une œuvre aisée et devant être rapide ? Certes non. Nul ne peut dire jusqu'à quelle proportion les Juifs pourront acheter de la terre aux Arabes ; par suite, jusqu'où pourra se développer le retour à l'agriculture. Mais nul ne peut dire davantage comment les masses immigrantes se répartiront dans le pays palestinien, ni s'il n'y aura pas interpénétration de la Palestine de l'Irak, de la Mésopotamie, de la Syrie, si bien que les frontières naturelles de la Palestine sous mandat, perdraient singulièrement de leur importance. L'essentiel est qu'une grosse accumulation juive soit réalisée autour du pivot palestinien, puisque ce pivot est un symbole pour la race juive.

Rien n'empêche de prévoir qu'à un moment donné les Juifs ne seront pas seuls à s'intéresser au développement de leur Foyer. Il se peut qu'ils créent rapidement des valeurs appréciables et monnayables ; dans ce cas, la Banque internationale ne manquera pas de les financer supplémentairement, sans rechercher s'il y a là œuvre juive, musulmane ou chrétienne. Il se peut aussi que, par un retour qui n'est pas sans exemple, une partie de l'opinion libérale non-juive prenne en mains, par pure sentimentalité, l'aide à la reconstruction palestinienne. Que les protestants et les chrétiens aperçoivent l'intérêt qu'ils auraient à jeter dans le plein éclat d'une civilisation renouvelée la terre de Palestine, ce n'est pas une pensée folle.

Que deviendrait alors et comment réagirait le Foyer National Juif actuel ? Nous n'en savons absolument rien. L'humanité prendra-t-elle en mains la restauration de Jérusalem comme elle s'est intéressée à la renaissance grecque ou polonaise ? Il suffirait qu'un homme de forte

personnalité expose le problème pour le rendre attrayant. Toutes les possibilités doivent être admises sans système préconçu.

La sympathie financière du judaïsme mondial continuera-t-elle à se développer suivant un rythme lent ou au contraire, tout à coup, y aura-t-il une explosion d'aide fraternelle? Encore un point d'interrogation.

Ou bien, autres hypothèses : n'arrivera-t-il pas que les pays réfractaires à leurs Juifs, adouciront leur législation et leurs mœurs; que les Juifs s'y accommoderont de leur sort? Que les restrictions à l'immigration étant levées dans les grands pays neufs, les Juifs en reprendront le chemin et négligeront la Palestine?

N'arrivera-t-il point qu'après un temps plus ou moins long l'enthousiasme palestinien s'attériorera précisément parce qu'il n'aura plus à lutter contre aucun obstacle, si bien que la vie du Foyer National Juif perdra toutes ses caractéristiques d'ardente et riche psychologie? Et encore, l'influence de la Société des Nations, grandissant chaque jour, les mœurs publiques des différents pays ne s'uniformiseront-elles pas, et, par suite, le Foyer National Juif ne perdra-t-il point son caractère d'opposition tragique qui en fait la beauté et l'intérêt?

On voit que le champ de hypothèses est presque infini. Nous ne nous y aventurerons pas plus avant.

Le lecteur, qui aura parcouru les pages précédentes sans parti-pris de sympathie ou d'antipathie conclura, nous semble-t-il, comme le font l'administration anglaise et la Société des Nations : la bonne volonté juive est indéniable, les premiers résultats sont largement encourageants ; les trois termes de la Déclaration Balfour sont également respectés : la puissance mandataire facilite une large immigration juive en Palestine, — et ni les droits des Juifs dans les pays où ils ont acquis des droits, ni ceux des Arabes déjà établis en Palestine, ne sont molestés ou diminués.

La Déclaration Balfour a, par là, démontré son utilité, son opportunité et sa valeur réparatrice du régime de longue injustice imposé à travers les siècles aux Juifs, — ces « grands spoliés de l'histoire », suivant la forte expression de Jaurès. Il est, en tout cas pleinement évident que : « la « question sioniste ne peut être résolue que si elle est envisagée comme un problème mondial » (1).

1. Dr V. Jacobson,

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY

Vu : le président de la thèse,

OUALID

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,
LAPIE

PALESTINE

Showing Location of
RURAL and URBAN
SETTLEMENTS



La Déclaration Balfour a, par là, démontré son utilité, son opportunité et sa valeur réparatrice du régime de longue injustice imposé à travers les siècles aux Juifs, — ces « grands spoliés de l'histoire », suivant la forte expression de Jaurès. Il est, en tout cas pleinement évident que : « la « question sioniste ne peut être résolue que si elle est envisagée comme un problème mondial » (1).

1. Dr V. Jacobson,

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY

Vu : le président de la thèse,

OUALID

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,
LAPIE

PALESTINE

Showing Location of
RURAL and URBAN
SETTLEMENTS



THE EMEK

(Valley of Jezreel)

Most Important Present
Colonization Zone

BIBLIOGRAPHIE

- Memorandum* présenté par l'Organisation sioniste à la Commission des Mandats de la Société des Nations, 1924 et 1925.
- Jewish Progress in Palestine*, édité par le Keren Hayesod.
- The Keren Hayesod book*, édité par le Keren Hayesod.
- Eretz Israel*, édité par le Fonds National Juif.
- Interim report on the civil administration of Palestine* (Herbert Samuel).
- Report of the Executive of the Zionist organisation*, 1923 et 1925.
- Financial Report of the Palestine Zionist Executive*, XVI^e Congrès.
- Key to the Estates of the Keren Kayemeth*, édité par le Fonds National Juif.
- Keren Hayesod Report*, 1923 et 1925.
- Correspondence with the Palestine Arab delegation* (Documents parlementaires anglais).
- Report of the head office Keren Kayemeth*.
- La Correspondance d'Orient*, Revue.
- Eberlin. — Juifs russes.
- Preliminary report on the agricultural aspect in Palestine*.
- Jewish Colonisation Association*. Rapports à l'organisation centrale, 1921-1924.
- La Revue Juive*.
- Leroy Beaulieu. — L'Antisémitisme.
- Mainfroy Maignal. — La Loi de 1791 et la condition des Juifs en France.
- Bernard Lazare. — L'Antisémitisme.
- Revue Menorah*. Paris.

	Pages
Foyer National ou assimilation	160
Foyer National ou Terre de Colonisation libre.....	164
Résumé	166
Carte de la Palestine.....	171
BIBLIOGRAPHIE	173
TABLE DES MATIÈRES	175

